

OCDE/OECD

Organisation de Coopération
et de Développement Economiques
Organisation for Economic
Co-operation and Development



CILSS

Comité Permanent Inter-Etats
de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
Permanent Inter-State Committee
for Drought Control in the Sahel

BAD/ADB

Banque Africaine de Développement
African Development Bank

**ANALYSE DEMO-ECONOMIQUE RETROSPECTIVE
ET ESQUISSE D'IMAGE A LONG TERME
DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST**

Document de travail N° 2

SAH/D(93)410

Diffusion générale

population

espace

développement

L'étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest est pilotée par la cellule OCDE/BAD CINERGIE basée à Abidjan.

Sa réalisation est assurée conjointement par un groupe d'experts basé au Secrétariat du Club du Sahel à Paris et par plusieurs groupes d'experts africains des pays de la région. Les études de cas nationales et les principales études thématiques relatives aux changements politiques et sociaux, aux migrations régionales, à l'aménagement du territoire et à la gestion des zones frontalières, sont placées sous la responsabilité directe de spécialistes africains.

Le comité scientifique responsable de l'orientation des travaux, qui comporte une vingtaine de personnes, est composé pour moitié de chercheurs issus de la région.

Un comité d'experts d'une soixantaine de personnes est également régulièrement consulté. Parmi ces experts, 45 chercheurs et spécialistes ouest-africains constituent l'amorce d'un réseau de correspondants, dont la mission est non seulement de contribuer à l'étude par leurs observations et recommandations, mais aussi de faciliter la dissémination des résultats de l'étude dans leur pays.

Enfin, la cellule CINERGIE assure en permanence les contacts politiques au plus haut niveau et une large couverture médiatique, grâce au réseau régional de journalistes spécialement constitué pour garder le contact avec l'opinion publique et pour mobiliser la presse ouest-africaine sur les thèmes abordés dans l'étude.

INTRODUCTION GENERALE

Les objectifs de l'étude

L'étude sur les perspectives à long terme en Afrique de l'Ouest a pour ambition de contribuer aux réflexions actuelles sur la relance de la croissance soutenable et sur la coopération et l'intégration régionales en abordant ces questions sur la longue durée -à l'échelle d'une génération- et sous l'angle des dynamiques du peuplement, c'est-à-dire au sens de la croissance et de la redistribution de la population dans l'espace régional.

Les gouvernements africains, leurs partenaires des agences de coopération et la communauté scientifique y trouveront notamment :

- une description détaillée de l'occupation actuelle de l'espace régional et de l'économie réelle des pays de la région;*
- une analyse des tendances lourdes, locales et mondiales qui ont marqué et marqueront encore à l'avenir les évolutions du peuplement, de l'organisation de l'espace, de l'économie et des sociétés en Afrique de l'Ouest;*
- un cadre conceptuel et des outils d'analyse adaptés à la compréhension des relations d'interdépendance entre population, espace, économie et société;*
- une vision à long terme de la région construite en tenant compte des mécanismes et des germes de changement identifiés dans la rétrospective et d'un ensemble d'hypothèses et d'options clairement identifiées;*
- et une première approche des implications politiques et opérationnelles pour les décideurs des pays, les OIG de la région et leurs partenaires des agences de coopération.*

Les auteurs de cette étude pensent avoir démontré la nécessité pour tous les partenaires du développement et toutes les disciplines de remettre la population au centre des analyses sur le développement, de raisonner sur la longue durée, d'exprimer aussi concrètement que possible leur vision globale du futur et de situer leur action dans le cadre de cette vision.

Pourquoi une étude régionale ?

On est en droit de s'interroger sur la pertinence de l'approche régionale dans une région où les expériences d'intégration et de coopération institutionnelle sont confrontées à de très importants blocages. De plus, l'espace ouest-africain, constitué de 19 pays¹ dont la population et le PIB varient de un à cent, pourrait sembler trop hétérogène pour constituer un cadre d'analyse satisfaisant. Cependant, l'étude montre clairement qu'il n'est pas possible d'éviter l'approche régionale notamment pour les raisons suivantes :

- l'espace ouest-africain est un espace de forte mobilité des populations et d'interdépendance des économies réelles, pour lesquelles les frontières politiques n'ont pas représenté une contrainte importante; à l'avenir, cette mobilité est appelée sans doute à se poursuivre, et l'interdépendance entre les économies nationales, favorisée par la redistribution des populations au sein de l'espace régional et par la division du travail qui en résulte, devrait aller croissant ;*
- cet espace régional, mosaïque d'intérêts divers, a été médiocrement utilisé du point de vue de l'efficacité économique par les politiques officielles, avec pour conséquences une faible valorisation du potentiel offert par les marchés régionaux, une dépendance excessive vis-à-vis des marchés mondiaux et une sensibilité extrême aux interventions extérieures et aux fluctuations de la conjoncture internationale. Une meilleure compréhension des dynamiques démographiques et économiques régionales et des mécanismes spatiaux du développement est nécessaire pour que les Etats s'engagent réellement dans la voie de la coopération régionale.*

¹ Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Nigeria, RCA, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

Pourquoi une étude à long terme dans laquelle la géographie humaine est au coeur des réflexions ?

On peut se demander si les circonstances actuelles se prêtent à une réflexion approfondie sur les évolutions à long terme de l'Afrique de l'Ouest. Est-il opportun de s'intéresser aujourd'hui au peuplement, à la répartition des populations dans l'espace, aux liens entre le peuplement, l'économie et la société, alors que les pays africains sont dans une situation économique préoccupante et qu'ils sont pressés de toute part de remettre à court terme de l'ordre dans leurs économies et leurs institutions ? On donne une réponse positive à cette question pour les raisons qui sont exposées ci après.

L'Afrique de l'Ouest connaît une croissance démographique sans équivalent dans l'histoire. De 45 millions d'habitants en 1930, la population de la région atteint presque 220 millions d'habitants aujourd'hui et, selon les projections disponibles, devrait encore doubler d'ici 2020. Le décuplement de la population régionale en moins d'un siècle s'accompagne d'intenses migrations entre régions naturelles, entre pays, entre milieu rural et milieu urbain, les populations répondant ainsi, aussi rationnellement que possible, aux potentiels et aux contraintes de l'espace, aux injonctions et aux opportunités du contexte national, régional et international.

Si, dans le court terme, les mouvements de population dépendent étroitement des évolutions politiques et économiques, sur le long terme, la causalité inverse s'impose: ce sont les concentrations et les mouvements de population qui entraînent une profonde restructuration de l'espace, de l'organisation des marchés et de la géographie économique et qui sont à la source des dynamiques sociales et politiques. La crise économique actuelle a sensiblement ralenti les migrations intra-régionales. Si cette réaction des populations à la crise est rationnelle du point de vue des individus et dans le court terme, il n'en demeure pas moins que la région Afrique de l'Ouest ne pourra supporter sa croissance démographique totale sans drame écologique, social et politique, ne pourra retrouver une croissance économique soutenable que si les conditions d'une forte mobilité de la population dans l'espace régional sont maintenues et si nécessaires recréées.

L'urbanisation est un phénomène clé dans cette dynamique de peuplement. C'est en effet grâce à l'urbanisation que le processus de division du travail peut s'engager avec ses implications sur le développement des échanges et des marchés, l'accumulation de capital, le développement d'activités nouvelles, la création d'emplois, l'innovation et le changement social. En l'espace de trois décennies, la région a vu émerger un secteur dit "informel" qui, au cours des deux dernières décennies, a accueilli une plus grande part du croît démographique total que l'ensemble du secteur agricole, et qui modifie profondément les structures de l'ensemble de l'économie. Les villes ont aussi suscité l'émergence d'une nouvelle élite politique et économique dont le mode de vie est plus proche des sociétés occidentales que des sociétés traditionnelles qui perdurent encore dans la plupart des zones rurales. Ces transformations structurelles du peuplement et leurs implications ne peuvent être pleinement comprises que dans le temps long, qui est le temps du développement.

Organisation de l'étude

L'étude s'appuie sur une rétrospective longue - les trente dernières années-, dont le but est de mettre en évidence les changements intervenus dans le peuplement, les sociétés et les économies de la région et d'identifier les mécanismes qui ont permis aux sociétés et aux économies de s'adapter à ces changements.

Après la rétrospective, on esquisse quelques images à long terme de la région (à l'horizon 2020), construites autour des thèmes évoqués précédemment, et quelques scénarios à moyen terme (dix ans) résultant de diverses combinaisons d'hypothèses plausibles. A diverses hypothèses de peuplement (répartition de la population dans l'espace régional), on associe les "images" des économies nationales et de l'économie régionale qui paraissent "compatibles". Ces images, qui illustrent les interactions entre la distribution de la population et les comportements supposés des diverses catégories au sein de cette population, tentent ainsi d'apporter des réponses plausibles aux questions suivantes:

- Où vivront les quelque 400 millions d'habitants que comptera l'Afrique de l'Ouest d'ici une génération ?
- Quels seront les besoins exprimés par les diverses catégories de population ainsi réparties dans l'espace ? Comment et dans quelle mesure les besoins seront-ils satisfaits, sur la base de quels revenus, de quelles activités et de quels échanges ? Quelles seront les conditions des évolutions souhaitables ?

- *Quelles stratégies faut-il envisager, quelles politiques mener, quels investissements faire pour gérer l'installation des populations ?*
- *Quelles variables clés permettront à l'Afrique de l'Ouest de tirer parti du dynamisme des populations, quels facteurs de blocage devront être levés ?*

Les scénarios à moyen terme illustrent d'autre part les contradictions entre les contraintes et tendances à court et moyen terme et les objectifs à plus long terme. L'ensemble des images à long terme et des scénarios à moyen terme doit aider les décideurs à définir la meilleure stratégie, compatible à la fois avec les buts exprimés dans les images à long terme et les contraintes du court et moyen terme.

On attend finalement de cette étude que les pays de la région, prenant mieux conscience des enjeux du développement à long terme, instaurent un dialogue régional et définissent avec leurs partenaires de la communauté internationale un plan d'action articulé autour de quelques points essentiels :

- *la mise en place d'une capacité africaine régionale et indépendante d'information et d'analyse économique, démographique et sociale, capable de conseiller efficacement les gouvernements de la région;*
- *la définition d'un cadre global d'orientation des stratégies de développement pour l'avenir qui tienne compte des perspectives d'évolution du peuplement régional;*
- *la meilleure prise en compte dans les stratégies de développement national du processus d'urbanisation et de restructuration de l'espace national par les réseaux urbains;*
- *la définition d'une stratégie de conquête des marchés régionaux.*

ETUDE DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

Document de travail N° 2

**ANALYSE DEMO-ECONOMIQUE RETROSPECTIVE
ET ESQUISSE D'IMAGE A LONG TERME
DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST**

Jean-Marie COUR

Juin 1993

SAH/D(93)410

TABLE DES MATIERES

RESUME	iii à xii
INTRODUCTION	1
I POURQUOI UNE IMAGE DEMOECONOMIQUE REGIONALE ?	3
1.1 Quelques exemples des difficultés d'appréciation des performances économiques régionales	3
1.1.1 Peuplement et économie : la liaison oubliée	3
1.1.2 Mesure de la production des secteurs	4
1.1.3 Commerce extérieur et balance des paiements	5
1.1.4 Consommation des ménages	6
1.1.5 Investissement des ménages	6
1.1.6 Choix du numéraire commun et mesure du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat	7
1.1.7 Mesure du PNB par habitant	8
1.1.8 Appréciation des taux de croissance économique sur la longue durée	8
1.1.9 Comparaison des performances économiques des pays de la région	8
1.2 Conclusion : que faire ?	9
1.3 Le cadre de comptabilité démoéconomique	11
1.3.1 Bref rappel méthodologique	11
1.3.2 Différences entre les comptes issus de la MCS démoéconomique et les comptes nationaux	16
1.3.3 Peut-on utiliser les MCS pour apprécier la croissance économique sur la longue durée ?	17
1.3.4 Les "modèles" démoéconomiques	17
II ANALYSE DEMOECONOMIQUE DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST : ANNEE DE BASE 1990, ET RETROSPECTIVE 1960-1990	19
2.1 La MCS de la région Afrique de l'ouest : situation et tendances 1980-1990	20
2.1.1 La MCS de la région Afrique de l'ouest hors Nigéria (18 pays)	20
2.1.2 La MCS du Nigéria : situation 1990 et évolution 1980-1990	25
2.1.3 La MCS de l'ensemble de la région Afrique de l'ouest : essai d'évaluation des échanges intra-régionaux	30
2.2 Rétrospective longue de l'évolution démo-économique de la région : 1960-1990 ..	34
2.3 Essai de diagnostic d'ensemble sur les performances démoéconomiques de la région au cours de la période 1960-1990	37
2.3.1 Les trois dernières décennies ont surtout été caractérisées par la croissance de la redistribution de la population régionale, et par les importants investissements de peuplement que cette croissance et cette redistribution rapides ont nécessités	38

2.3.2	Ces investissements de peuplement, indispensables, n'ont pas été dépourvus d'efficacité sociale	39
2.3.3	L'effort d'investissement de peuplement est loin d'être terminé. Son financement pourrait cependant devenir moins problématique à terme	41
2.3.4	La croissance économique des pays de la région est très dépendante de l'extérieur	41
2.3.5	La croissance économique globale, modeste, est surtout liée à une redistribution de la population, sans gain notable de productivité, sauf dans le secteur agricole	42
	a) Contribution de l'économie dite "non enregistrée" à la croissance globale	42
	b) Agriculture et productivité agricole	42
	c) Secteur informel : emploi et productivité	46
	d) Secteur moderne privé et public : le moteur en panne	47
	e) Evolution des disparités sectorielles	47
	f) Croissance économique et redistribution de la population	48
2.3.6	Conclusion du diagnostic	48
2.4	Eléments porteurs d'avenir	49
III	ESQUISSE D'IMAGE DEMOECONOMIQUE REGIONALE A L'HORIZON 2020	51
3.1	Introduction	51
3.2	Principaux facteurs structurants de l'évolution démoéconomique régionale à long terme	51
3.2.1	Dynamiques de peuplement	51
3.2.2	Evolution des échanges extérieurs	52
3.2.3	Transformation de l'agriculture liée à la restructuration du marché intérieur	54
3.2.4	Emploi et productivité en milieu urbain	54
3.2.5	Différenciation des classes sociales et implications sur la gouvernance	55
3.3	Les images démoéconomiques de la région à l'horizon 2020	56
3.4	Conclusion provisoire : un cheminement 1990-2020 vraisemblable	72
	ANNEXES:	
	Annexe 1 : Présentation du cadre de comptabilité démo-économique (version anglaise)	81
	Annexe 2 : Feuilles de calcul du cadre de comptabilité démo-économique de la région Afrique de l'Ouest, hors Nigéria	93
	Annexe 3 : Understanding the dynamics of urbanization : why, how, and under which conditions mobility generate economic growth	125

RESUME

L'objet de ce document est :

- de construire une série de tableaux à la fois démographiques et économiques de la région Afrique de l'ouest montrant comment la population et l'économie régionale ont interféré;
- et, sur ces bases, d'esquisser diverses images à long terme de l'économie régionale qui semblent compatibles avec diverses hypothèses en matière de répartition de la population totale dans l'espace ouest-africain.

POURQUOI UNE IMAGE DEMOECONOMIQUE REGIONALE ?

L'économie réelle, celle qui permet aux 200 millions d'habitants d'Afrique de l'ouest de survivre et, pour certains, de prospérer, est complexe, car elle résulte de la superposition de plusieurs logiques différentes, entre lesquelles les individus naviguent au gré de la conjoncture et des opportunités. Pour rendre compte de cette réalité complexe, il est souhaitable de disposer de plusieurs images, obtenues en observant cette même réalité de plusieurs points de vue différents.

Les agrégats et indicateurs socio-économiques dérivés des comptes nationaux fournissent une première image de l'évolution économique des pays et de la région sur la période 1960-1990. Pour rendre les données nationales comparables dans le temps et dans l'espace, les agrégats nationaux sont généralement convertis en prix constants et exprimés dans une unité de compte commune (le dollar US) sur la base des taux de change officiel, parallèle, ou réel. Ces agrégats peuvent aussi être convertis en dollars internationaux pour refléter la parité de pouvoir d'achat (cf rapport de phase 1). Cette image de l'économie régionale basée sur les comptes nationaux est inévitablement partielle : elle ne peut rendre compte de la complexité de l'économie réelle, pas plus qu'une photographie aérienne ne peut rendre compte du relief. Cette image est de plus déformée, à la fois parce que les statistiques sont d'une qualité insuffisante, parce que les bases de données utilisées sont, pour la plupart, élaborées dans une perspective de temps court (à l'échelle de l'année) et sans référence explicite au peuplement ni à l'espace (aucune distinction n'est faite entre milieu urbain et milieu rural), et du fait des distorsions résultant de la conversion des agrégats en prix locaux courants en prix constants et en monnaie internationale.

L'analyse multicritère des profils socio-économiques des pays de la région, présentée dans la première boucle de l'étude, fournit des indications sur l'évolution de la région, très riches, puisque basées sur un vingtaine de critères. Malgré son caractère qualitatif, cette analyse multicritère montre que tous les pays de la région ont connu une évolution positive sur l'axe de développement (au prix d'une dépendance croissante et d'écart accru entre les pays), contrairement à la conclusion que l'on tire souvent de la baisse du PIB officiel par habitant.

En complément de l'image économique régionale fournie par les comptes nationaux, il est donc souhaitable de disposer d'une deuxième image qui rende mieux compte du couple population-économie, et qui soit quantifiée et exprimée dans un langage proche de celui de la comptabilité nationale, de manière à pouvoir être comparée et superposée à l'image issue des comptes nationaux. La superposition de ces deux images devrait aider à mieux comprendre la profondeur et le relief de l'économie réelle, en procédant comme le photo-interprète avec son stéréoscope: la superposition de deux photographies aériennes planes d'une même zone fournit à l'observateur des éléments d'interprétation infiniment plus riches que ceux qu'il pourrait tirer de l'examen d'une seule de ces deux photographies. Ce couple d'images régionales, combiné à d'autres outils (analyse spatiale, socio-politique,...), contribuera à la réflexion prospective sur l'évolution du couple population-économie, qui est le but principal de l'étude WALTPS.

LE CADRE DE COMPTABILITÉ DÉMOÉCONOMIQUE ET LA MCS

Le **cadre de comptabilité** démoéconomique est conçu dans un but précis : présenter dans un seul et même tableau les variables de peuplement (population totale et sa répartition par lieu de résidence et par catégorie sociale) et les variables et indicateurs économiques du pays ou de la région considérée, afin de faciliter les rapprochements entre ces deux familles de variables et de mettre en évidence les relations d'interdépendance.

L'économie réelle peut être considérée comme constituée de deux "systèmes" ou "niveaux" interdépendants, appelés ici niveau "de base" (ou endogène) et niveau "exposé" (soumis aux influences externes et internes). Le niveau de base est formé par l'ensemble des activités et transactions de base, indispensables dans l'environnement et la catégorie sociale considérés. L'offre de ces biens et services de base est directement déterminée par la demande exprimée par les diverses catégories de ménages. Les activités de base, qui assurent aux populations un "minimum difficilement compressible", sont relativement insensibles à la conjoncture. Le deuxième niveau, qui est constitué par toutes les autres activités et transactions enregistrées ou non enregistrées, est le seul sur lequel la conjoncture et les politiques suivies ont quelque influence. Les variations qui affectent ce deuxième niveau de l'économie peuvent être très importantes, à la mesure des incitations positives ou négatives subies par le système. La coexistence de ces deux niveaux confère à l'économie réelle une capacité de résistance aux aléas de la conjoncture et aux chocs extérieurs ou intérieurs, particulièrement violents dans le cas des pays en voie de peuplement.

Les comptes de l'économie réelle sont présentés dans une matrice de comptabilité sociale démoéconomique simplifiée (MCS) à deux niveaux correspondant aux niveaux définis ci-dessus. Le point de départ adopté pour la construction de la MCS de l'économie réelle est la dépense finale des agents considérés, c'est-à-dire les ménages et les administrations, les revenus qui expliquent cette dépense, les biens et services qui sont utilisés par les agents et les activités, les transferts qui assurent l'équilibre des comptes courants et de capital, etc. étant déterminés par itération. L'image de l'économie réelle fournie par la MCS est plus sommaire que celle issue des comptes nationaux dans certains domaines comme les comptes du secteur public, mais elle est plus complète et sans doute plus pertinente pour ce qui concerne les relations entre offre et demande intérieure, l'identification des contributions respectives du milieu urbain et du milieu rural à l'économie, les modalités de la production et de la consommation des biens et services qualifiés de non échangeables, et la contribution du secteur informel.

DIAGNOSTIC D'ENSEMBLE SUR LES PERFORMANCES DÉMOÉCONOMIQUES DE LA RÉGION AU COURS DE LA PÉRIODE 1960-1990

Croissance démographique et croissance économique globale

De 1960 à 1990, la population de la région a plus que doublé, de 87 à 195 millions d'habitants à 195 millions, cependant que la population urbaine a sextuplé, de 13 à 78 millions d'habitants. Une grande partie du croît démographique a été accueillie par le secteur informel, dont l'effectif global a été multiplié par sept, et par plus de dix en milieu urbain.

Sur l'ensemble de la période 1960-1990, le Produit Régional Brut réel (PRB) calculé à l'aide de la MCS a triplé, de 44 à 132 milliards de dollars en prix 1990. Le PRB moyen par habitant s'est donc accru d'un peu plus d'un tiers, de 500 dollars par habitant en 1960 à 680 dollars par habitant en 1990. Mais le taux de croissance du PRB par habitant a été très variable dans le temps: + 2.5 % en 1960-1970, + 2.2 % en 1970-1980 et - 1.6 % en 1980-1990. Alors que la productivité rurale s'est maintenue autour de 340 à 400 dollars par habitant sur toute la période, la productivité moyenne urbaine a lentement augmenté de 1310 dollars en 1960 à 1530 dollars en 1980, puis a chuté d'un quart entre 1980 et 1990, revenant à environ 1100 dollars par habitant en 1990. Cette évolution récente résulte à la fois de l'informalisation croissante de l'économie urbaine et de la chute de la productivité moyenne du secteur moderne pendant la dernière décennie.

La forte décélération de la croissance économique constatée dans la décennie 1980-1990 apparaît comme directement liée à deux facteurs principaux: la forte baisse, en volume et en prix, des exportations, qui, pour l'ensemble de la région, ont chuté en prix courants de 29 milliards de dollars en 1980 à 26 milliards de dollars en 1990, et la baisse des transferts nets en provenance du reste du monde: en 1990, le

solde des transferts nets est négatif, les intérêts payés par la région au titre de la dette et autres transferts courants nets vers le reste du monde excédant les transferts nets en capital reçus par la région.

Contribution de l'économie de base à la croissance globale

La part du PRB réel total provenant de l'économie de base a baissé de 32 % en 1960 à 27 % en 1980, puis, du fait de la crise, est remontée à 34 % en 1990, le plus haut niveau depuis les années 1960. Sur l'ensemble de la période 1960-1990, cette économie de base a contribué à environ 35 % de l'accroissement total du PRB entre ces deux dates. Cet accroissement du PRB est entièrement imputable à l'augmentation de la production régionale des biens et services de base qui résulte non seulement de la croissance de la population totale, mais aussi de la redistribution de cette population entre les diverses strates urbaines et rurales. En tempos normal, la croissance de l'économie de base est donc supérieure à celle de la population totale. Les individus migrent entre ces diverses strates en réponse aux incitations et des déséquilibres créés principalement par l'économie moderne (publique, privée) et les contacts et échanges avec le reste du monde. En période faste, la dynamique migratoire est élevée, ainsi par conséquent que la croissance du niveau de base de l'économie. En période de récession, les flux migratoires baissent, ainsi que la croissance de ce niveau de base. Celui-ci est donc sensible à la conjoncture, mais indirectement (via les comportements migratoires) et beaucoup moins que le reste de l'économie. Dans les pays en voie de peuplement, la redistribution de la population peut donc être considérée comme un moteur auxiliaire de la croissance économique, fonctionnant selon les périodes en relais ou en secours de la croissance de l'économie exposée.

Peuplement et accumulation de capital

Dans la phase actuelle de la transition démographique et du développement où se situe la région, l'investissement public et privé d'accueil des populations et des activités liées constitue nécessairement la forme la plus importante d'accumulation de capital. En Afrique de l'ouest, cet investissement d'accueil des populations et des activités est d'autant plus considérable (en proportion de l'économie) que le stock d'infrastructures et de bâtiments et l'investissement foncier rural et urbain hérités du passé précolonial étaient d'une extrême modestie.

D'après la MCS, le taux d'investissement "réel" a sans doute été de l'ordre de 20 à 30 % du PRB, dont les deux tiers sont le fait du secteur privé. L'investissement réel net de peuplement accumulé sur la période 1990-2020 est de l'ordre de 400 milliards de dollars, soit trois fois le PRB actuel. Le capital immobilier accumulé depuis 1960, qui ne semble que très incomplètement reflété dans les comptes nationaux, serait en moyenne de l'ordre de 800 dollars par habitant en milieu rural et 4000 dollars par habitant en milieu urbain. Cette accumulation de capital est d'un ordre de grandeur supérieur au total cumulé des transferts nets de ressources dont a bénéficié la région au cours des trois dernières décennies.

On pourrait se demander si la région n'aurait pas dû accorder la priorité à d'autres formes d'investissements plus immédiatement et plus directement productifs que les investissements d'infrastructure et les investissements résidentiels. En fait, cette forme d'accumulation de capital, qui assure l'installation de la population dans le territoire, constituait pour la région un préalable indispensable. Au lendemain des indépendances, la région était en effet confrontée tout à la fois à un énorme déficit d'infrastructure et de capital foncier et immobilier hérité des époques antérieures, et à la nécessité de faire face à la croissance démographique et à la redistribution des populations. Les investissements de peuplement ont profondément modifié le "décor" dans lequel les divers acteurs jouent leur rôle. En dépit de la faible croissance du PRB et de la productivité et malgré les mauvaises performances du secteur moderne, il faut reconnaître que la forte croissance démographique a pu être accueillie dans la région sans drame et -jusqu'à présent- sans conflit généralisé, et que la très grande majorité de cette population continue à satisfaire, tant bien que mal (sans paupérisation généralisée), ses besoins essentiels: s'occuper, se nourrir, se loger, s'habiller, mener une vie de relation, se distraire.

A de rares exceptions près comme la Côte d'Ivoire, le niveau d'infrastructure et d'équipement des villes et des villages de la région reste souvent en deçà des besoins et de la capacité contributive de la population. L'insuffisance de l'investissement public de fonction locale constitue un goulot d'étranglement de l'investissement privé et en réduit la rentabilité. La décélération prévisible de la croissance urbaine devrait être mise à profit pour relever progressivement le niveau quantitatif et qualitatif en matière

d'investissement public de fonction locale. Ce n'est donc sans doute pas avant l'horizon 2020 que la baisse du taux d'investissement de peuplement pourra libérer des ressources pour d'autres formes d'investissement que l'on considère habituellement comme plus directement productives.

Agriculture : rôle croissant du marché intérieur

D'après la MCS, la productivité moyenne du secteur agricole s'est accrue lentement de 170 à 190 dollars entre 1960 et 1980, et plus rapidement depuis, elle atteint en 1990 environ 210 dollars par agriculteur, soit au taux moyen de 0.6 % par an sur trente ans. La productivité agricole marchande (c'est-à-dire la production mise en marché par agriculteur au delà de l'autoconsommation) a quant à elle plus que doublé, de 44 dollars en 1960 à près de 100 dollars en 1990, soit un taux de croissance moyen assez notable de 2.6 % par an. La part de l'agriculture marchande dans l'ensemble du secteur agricole s'est accrue de 26 % en 1960 à 46 % en 1990, en dépit de la baisse d'importance relative des cultures d'exportation.

Secteur informel : emploi et productivité.

D'après la MCS, la productivité moyenne du secteur informel, qui était de 430 dollars par habitant en 1960, aurait par la suite un peu augmenté, en profitant de la conjoncture favorable à l'économie urbaine résultant des cours élevés du pétrole, du café et du cacao, puis serait aujourd'hui revenue à quelque 410 dollars, un niveau proche de celui des années 1960: sur l'ensemble des trois décennies, on peut donc dire que la productivité moyenne de ce secteur a globalement stagné. Cependant, la population qui a trouvé à s'employer dans ce secteur et qui y a trouvé les biens et services adaptés à ses besoins a, dans l'intervalle, été multipliée par sept, passant de 7 à 49 millions de personnes. La population et la production du secteur informel urbain ont plus que décuplé. Or, les dizaines de millions d'individus qui ont rejoint ce secteur sont pour la plupart arrivés du secteur agricole, où la productivité moyenne était plus de deux fois plus faible que la moyenne du secteur informel, ou de pays voisins plus pauvres, et la majorité d'entre eux est arrivée depuis peu de temps (en moyenne moins de dix ans). Il faut bien admettre que ces nouveaux venus ont su, assez rapidement, s'adapter au nouveau contexte, c'est-à-dire qu'ils ont rapidement doublé ou triplé leurs dépenses totales par habitant et quintuplé au moins leurs dépenses monétarisées et donc leur revenu monétaire. L'annexe 2 intitulée : "Understanding the dynamics of urbanization: why, how, and under which conditions mobility generates economic growth" tente d'expliquer pourquoi l'arrivée continue de "nouveaux pauvres" n'a pas contribué à appauvrir le milieu d'accueil.

Dans un contexte d'abondance permanente de main-d'oeuvre résultant des migrations, le secteur informel, qui est à forte dominante urbaine, a eu davantage comme vocation d'accueillir et d'occuper le maximum possible de nouveaux venus tout en leur procurant les moyens d'existence minimaux que d'accroître la productivité, au sens de la production de biens et services par unité de travail. Il a, à cet égard, parfaitement rempli son rôle, permettant ainsi au secteur agricole d'entrer progressivement dans une phase de productivité et de revenus croissants.

Secteur moderne privé et public : le moteur en panne.

La productivité moyenne du secteur moderne a lentement augmenté jusqu'en 1980, puis a chuté de plus de 10 % pendant la dernière décennie, à environ 3200 dollars par habitant. Le fait le plus inquiétant est la très faible croissance des effectifs employés dans ce secteur au cours de la dernière décennie: alors que cette croissance était de 6 % pendant la décennie 1960-1970 puis de 5 % pendant la décennie 1970-1980, donc capable de servir de moteur à la croissance urbaine, elle est tombée aux alentours de 1 % pendant la décennie 1980-1990, soit à un niveau près de trois fois plus faible que celui de la population totale et quatre fois plus faible que la croissance urbaine, malgré la forte baisse de celle-ci: un tel écart de taux de croissance n'est évidemment pas soutenable sur la longue durée, en ce sens qu'il serait de nature à bloquer le processus de la division du travail résultant de l'urbanisation.

Quant au secteur public, sa base de ressources - essentiellement constituée par les droits et taxes prélevés sur le commerce extérieur et par les transferts de l'aide publique au développement - a fortement souffert à la fois de la détérioration des termes de l'échange, de la baisse des transferts nets, de la réduction des importations, et de l'extension du commerce non enregistré. Les prélèvements opérés de manière informelle sur ce commerce non enregistré ne profitent pas au budget de l'Etat.

Evolution des disparités inter-sectorielles

L'écart de productivité moyenne entre le secteur informel et le secteur agricole, qui est resté stable autour de 2.5 jusqu'en 1980, a chuté à 2.0 en 1990. L'écart de productivité moyenne entre le secteur non agricole pris dans son ensemble et le secteur agricole a fortement baissé de 10.6 en 1960 à 6.3 en 1990. Et l'écart de productivité entre le milieu urbain et le milieu rural s'est accru de 3.6 en 1960-1970 à 4.2 en 1980, puis est retombé à 3.3 en 1990. Les niveaux actuels de disparité entre les productivités non agricole et agricole et entre le milieu urbain et le milieu rural peuvent paraître encore élevés. Ils sont en fait du même ordre de grandeur que dans les autres régions du monde ayant un niveau de développement comparable. La baisse très rapide du ratio de productivité non agricole / agricole constatée dans la région au cours de la décennie 1980-1990 est due à la conjonction de deux phénomènes. Le premier est de nature conjoncturelle (tout au moins à l'échelle de temps de la génération où se situe l'étude WALTIPS) : c'est la crise économique actuelle et le traitement qui est appliqué pour en sortir, avec ses effets différenciés sur l'économie urbaine et l'économie rurale. Le second est de nature structurelle: il correspond au fait que, pendant la phase actuelle de redistribution caractérisée par l'existence d'un énorme réservoir de population rurale, la croissance économique urbaine a tendance à rester extensive, donc à productivité moyenne stagnante. Toute croissance des opportunités économiques en milieu urbain se traduit par un afflux de main-d'oeuvre en provenance des autres pays ou du milieu rural, alors que, du fait même de l'urbanisation, la productivité agricole peut (et doit) augmenter pour répondre à la demande du marché régional.

Conclusion du diagnostic.

Selon le point de vue que l'on privilégie, on peut donc tirer de l'analyse économique rétrospective deux diagnostics un peu différents. Si l'on considère la croissance de l'agrégat Produit Régional Brut (qui a été multiplié par un facteur variant de 2 à 3 selon les sources) et celle du PRB par habitant, les performances de la région ont été moyennes pendant les deux premières décennies, puis franchement mauvaises pendant la décennie 1980-1990, en grande partie du fait de la dégradation du contexte extérieur et de la crise du secteur moderne. En trente ans, le PRB moyen par habitant n'a augmenté que de 5 % (soit une quasi-stagnation) d'après les comptes officiels convertis en parité de pouvoir d'achat, et que d'un tiers d'après les comptes déduits de la MCS, ce qui reste nettement inférieur aux performances enregistrées dans les autres régions en développement.

Si l'on prend aussi en compte la variable démographique, on doit conclure que, en dépit de ces médiocres performances, les trois décennies passées n'ont pas été "perdues" pour le développement. La forte croissance de la population sous-régionale a en effet pu être accommodée sans catastrophe ni paupérisation massive. Bien que la valeur ajoutée moyenne par habitant urbain ait dans l'ensemble stagné puis régressé dans la dernière décennie, la croissance urbaine a cependant été "productive", par sa contribution à la division du travail et à l'expansion de l'économie de marché, et au sens où cette croissance urbaine s'est accompagnée d'une accumulation de capital non négligeable. Au capital d'infrastructures et de bâtiments publics et privés mentionnés précédemment, s'ajoute la transformation du capital humain qui résulte de l'urbanisation : la ville est le lieu privilégié des transformations sociales et de l'apprentissage.

A la suite et en relais des cultures d'exportation, l'urbanisation contribue puissamment à la transformation structurelle de l'agriculture. Lorsque le niveau d'urbanisation dépasse un premier seuil de l'ordre de 20 %, la productivité agricole (production par agriculteur) totale et marchande augmente, d'abord modestement, puis à un rythme accéléré lorsque le niveau d'urbanisation dépasse un second seuil de l'ordre de 50 %. Et, lorsque les densités d'occupation de l'espace l'exigent, les rendements (production par unité de surface) peuvent commencer à croître régulièrement, de même que les investissements agricoles.

La redistribution de la population opérée au cours des décennies passées, qui représente en elle-même un investissement, constitue un avantage acquis dont bénéficieront les générations futures et qui doit impérativement être sauvegardé. Tout retour en arrière massif pourrait avoir des conséquences politiques, économiques, sociales et environnementales catastrophiques.

IMAGES DEMOECONOMIQUES A LONG TERME DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST

Rappel de la démarche prospective adoptée dans l'étude WALTPS

Deux démarches complémentaires ont été adoptées pour la prospective. La première consiste à décrire une (ou plusieurs) **image(s) à long terme** (à l'horizon 2020, correspondant à peu près à une génération) répondant aux questions posées dans les termes de référence: où vivront les 430 millions d'ouest-Africains en 2020, et comment vivront-ils ? Ces images sont le résultat de "projections" établies sur la base des mécanismes identifiés dans la rétrospective longue (1960-1990) et de jeux d'hypothèses plus ou moins volontaristes. L'image à long terme, expression quantifiée et cartographiée d'une **vision**, est présentée comme un point, approximativement situé dans le temps, sur une trajectoire inconnue, qu'on ne cherche pas à décrire à ce niveau. Cette image se veut réaliste au sens historique du terme, mais elle n'est pas nécessairement conforme à l'air du temps présent. L'image à long terme est exprimée en termes de peuplement, d'organisation de l'espace, d'évolution économique et d'évolution socio-politique.

Partant non plus de la vision du futur mais de la situation présente et des tendances actuelles, la seconde démarche consiste à **explorer divers futurs vraisemblables à l'horizon décennal** et à en apprécier les conditions et les implications. Cette seconde démarche tient donc largement compte des contraintes actuelles, elle est marquée par le souci du réalisme (au sens du respect des contraintes), même si certains scénarios évoqués supposent des choix volontaristes.

Le raccordement entre la (ou les) vision à long terme et le "cône" des trajectoires vraisemblables à l'horizon décennal est affaire de stratégie. Les décideurs des pays, des OIG, de leurs partenaires extérieurs devront négocier, en fonction de la conjoncture du moment (du jeu d'hypothèses qui se matérialisent), le moins mauvais chemin conduisant dans la direction indiquée par l'image à long terme, qui doit être périodiquement redessinée.

Les esquisses d'image à long terme (horizon 2020) de l'économie de la région présentées ci-après sont construites à partir de la matrice de comptabilité sociale de l'année 1990 choisie comme année de base. Cette MCS est utilisée comme "cadre" de projection des équilibres comptables. Dans un premier temps, on a ébauché une image centrale, reposant comme indiqué ci-après sur un jeu d'hypothèses concernant principalement l'évolution du peuplement et des échanges extérieurs. Cette image centrale a été encadrée par deux images raisonnablement contrastées du point de vue de la répartition future de la population et de la croissance des échanges extérieurs. Ces trois images reposent sur la même hypothèse de population totale régionale, soit 430 millions d'habitants en 2020. Une image intermédiaire à l'horizon 2005 a été aussi esquissée, pour évoquer ce que pourrait être une croissance économique soutenue et soutenable (2005-2020) après la période de turbulence (1990-2005) qui pourrait marquer la sortie de crise des années 1990.

D'autres images à long terme, basées sur des mécanismes et des jeux d'hypothèses différents, sont évidemment concevables. Le modèle de projection constitué par la MCS permet d'apprécier la sensibilité des résultats aux hypothèses faites et de bâtir ainsi d'autres images. Celles qui sont présentées ici apparaissent à la fois plausibles (elles ne sont pas en contradiction avec les tendances lourdes à l'échelle de la génération, avec les mécanismes et les comportements identifiés) et acceptables (elles impliquent une amélioration modeste des niveaux de vie et améliorent l'adéquation entre peuplement, ressources naturelles et environnement).

Principaux facteurs structurants de l'évolution démoeconomique régionale à long terme

Cinq éléments de caractère structurel, de nature à influencer fortement le rythme de croissance de l'économie régionale ont été diagnostiqués : la dynamique de peuplement, la contrainte extérieure, l'évolution des échanges internes liée à la division du travail entre les villes et le milieu rural, qui concerne en particulier le secteur agro-alimentaire, l'évolution de l'activité, de la production et de la productivité urbaine, et la transformation du capital humain qui se traduit en particulier par la différenciation des classes sociales et ses implications sur la gouvernance. Ces éléments sont dans une large mesure interdépendants.

Dynamiques de peuplement

L'image centrale du peuplement à l'horizon 2020 est caractérisée par un taux moyen de croissance de la population urbaine régionale de 4.2 %, contre 6.3 % sur la période 1960-1990. La population urbaine totale atteint 3.5 fois l'effectif actuel, et le niveau moyen d'urbanisation est de 63 %, contre 40 % actuellement. Sur l'ensemble de la période 1990-2020, le taux moyen de croissance de la population rurale est de 1.0 %, et la population rurale atteinte en 2020 est supérieure de 40 % à l'effectif actuel. Cette image du peuplement est assortie de migrations intra-régionales. L'image de croissance urbaine faible (3.7 % en moyenne) conduit à un niveau moyen d'urbanisation de 55 %, et à une population rurale totale supérieure de 70 % à la population rurale actuelle, croissance peu compatible avec la nécessaire intensification de l'agriculture. Enfin, l'image de croissance urbaine forte au taux moyen de 4.6 % correspond en 2020 à un niveau d'urbanisation de 71 % et à une population rurale supérieure de 10 % seulement à l'effectif actuel, la population rurale commençant à décroître avant 2020 dans plusieurs pays dont le Nigéria. Cette image de croissance urbaine forte, qui suppose un taux de croissance économique très soutenu sur la longue durée, se situe clairement à la limite supérieure des hypothèses vraisemblables sur la période, compte tenu de la situation qui prévaut à court terme. Les dynamiques migratoires impliquées par ces trois images ne sont évidemment pas indépendantes des évolutions économiques : c'est ce que l'on va s'efforcer de caractériser à l'aide, entre autre, de la MCS.

Evolution des échanges extérieurs

Le second élément clef est relatif à l'évolution des échanges entre les pays de la région et l'extérieur. Concernant les exportations vers le reste du monde, on fait ici l'hypothèse que les taux de croissance des exportations de produits agricoles et des produits énergétiques sont déterminés de manière exogène : on a prudemment retenu le taux de 3 % pour les exportations agro-alimentaires et de 3 à 4 % selon les variantes pour les exportations de produits pétroliers et autres produits énergétiques. Les taux de croissance des exportations des autres produits vers le reste du monde sont pris égaux au taux de croissance de la population du secteur moderne urbain (donc de 3 à 5 % environ selon les images).

Pour ce qui concerne l'évolution du contenu en importation des diverses consommations finales et intermédiaires, on a ici retenu trois hypothèses simples: la croissance au taux de 1 % par an du contenu en importation de la consommation alimentaire, conforme aux indications données par le modèle économétrique d'ouverture au marché agro-alimentaire; la décroissance au taux de 1 % par an du contenu en importation des autres postes de consommation finale, et la stabilité du contenu en importation des consommations intermédiaires. Globalement, ces hypothèses conduisent à une évolution du taux d'ouverture des pays de la région conforme aux indications données par les modèles économétriques d'ouverture aux échanges extérieurs de l'ensemble des biens et services.

Concernant l'ouverture aux échanges intra-régionaux, on fait l'hypothèse que les pays et la région prise dans son ensemble rejoignent progressivement les taux d'ouverture aux échanges internes (tous biens et services, dont produits agro-alimentaires considérés séparément) qui résultent des modèles économétriques mondiaux décrits antérieurement (calés sur la situation mondiale de 1990). Cette hypothèse revient à admettre que la région connaît un changement structurel majeur: à savoir la réduction progressive du niveau d'extraversion par rapport au reste du monde, dans un contexte d'ouverture croissante des économies nationales, grâce à la conquête du marché régional.

Transformation de l'agriculture liée à la restructuration du marché intérieur

Le troisième élément concerne principalement l'évolution des structures du secteur agricole résultant du processus d'urbanisation et du rôle croissant du marché intérieur. La poursuite de la croissance du rapport entre la population non agricole et la population agricole facilite l'émergence progressive d'une agriculture vivrière de rapport, s'organisant non plus à partir de l'autosuffisance locale mais pour le marché, et capable d'investir car disposant de revenus bruts croissants. Pour que cette agriculture (qui a toujours existé localement) devienne d'une importance relative significative, il faut que le niveau d'urbanisation dépasse nettement 50 %. Ce virage est déjà pris (ou en train de s'opérer) au Nigéria, et dans certaines régions de Côte d'Ivoire et du Ghana. L'entreprenariat agricole n'impliquera qu'une proportion limitée des agriculteurs, mais concernera à des degrés divers une grande partie de la région aux alentours de 2010 ou 2020, selon la vigueur de la croissance urbaine et de la croissance économique régionale.

Emploi et productivité des secteurs non agricoles

La poursuite du processus d'urbanisation, à des taux de croissance en tout état de cause plus modérés que par le passé, implique une reprise de la croissance des activités et des effectifs du secteur moderne, et ce à un taux qui devrait dépasser nettement le taux de croissance de la population totale. Dans les trois images présentées, il est cependant supposé que les effectifs du secteur moderne augmenteront à un taux inférieur d'environ un point à celui de la population urbaine, de sorte que la fraction de la population non agricole accueillie dans ce secteur moderne continuera à décroître, d'un tiers aujourd'hui à un quart à long terme. Ceci implique des taux de croissance soutenus du secteur dit informel, à des taux voisins de 5 %, faisant de ce secteur le secteur d'accueil de 50 à 67 % du croît démographique total (dont une partie en milieu rural) selon les images. Dans deux des images présentées, l'effectif total de la population du secteur informel dépasse celui de la population agricole totale.

Mais ce secteur dit informel, par opposition au secteur public et privé formel, tend à se différencier. A la première génération de micro-entreprises correspondant à la population informelle récemment arrivée en ville, se substitue progressivement une deuxième génération de micro-entreprises et de petites entreprises "intermédiaires" dont les promoteurs sont des citoyens nés de parents citoyens, disposant d'un minimum de capital et d'une "culture urbaine". Ce "secteur intermédiaire" est la source d'un développement industriel et tertiaire endogène, différent dans ses origines et sa structure du secteur formel ou moderne d'origine importée. Il se distingue du secteur informel classique par le fait qu'il peut plus facilement se dégager de la contrainte de productivité moyenne stagnante ou faiblement croissante associée à l'afflux permanent de migrants. Ce secteur intermédiaire apparaît d'abord dans les pays les plus avancés dans leur processus d'urbanisation, comme le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal.

Différenciation des classes sociales et implications sur la gouvernance

En milieu rural : l'étude de l'influence des marchés sur la distribution des populations et des activités agricoles dans l'espace ouest-africain met en évidence les profondes transformations qui s'opèrent dans l'économie rurale, dans un premier temps au voisinage des grands marchés urbains, puis, dans une logique plus capitaliste, de manière plus diffuse dans l'espace, en fonction des opportunités liées notamment à la situation foncière. Il devrait ainsi se développer une classe d'exploitants, ayant souvent des attaches en milieu urbain, dont le comportement se rapprochera de celui des chefs d'entreprises du secondaire et du tertiaire. Ces exploitants, minoritaires, produiront une forte proportion du surplus destiné au marché régional. Moins dépendants des appartenances familiales et ethniques, ces entrepreneurs agricoles seront bien décidés à défendre leurs intérêts économiques à moyen et long terme et à se faire entendre du pouvoir, et à prendre le contrôle des entités décentralisées (communes rurales et petites villes).

En milieu urbain : à défaut de l'apparition d'une véritable "classe ouvrière" au sens classique du terme, que les évolutions technologiques ne laissent guère entrevoir, c'est sans doute l'apparition d'une classe d'entrepreneurs individuels issus du secteur informel qui constituera le phénomène le plus marquant. Comme indiqué précédemment, à la stratification actuelle de la société urbaine en deux grandes catégories (moderne, publique et privée, et "informelle") s'ajoutera un nouveau secteur intermédiaire, dont on voit déjà les premiers éléments au Nigéria, notamment en pays Ibo.

La gouvernance : La fraction de la population urbaine qui sera née en ville de parents ayant une culture urbaine sera majoritaire, alors qu'elle ne représente aujourd'hui qu'une petite fraction de la population urbaine totale. Ce facteur modifiera la perception qu'ont les citoyens de leur quartier et de leur ville, il facilitera l'émergence de la gouvernance locale (gestionnaires municipaux conscients des enjeux et responsables devant leurs électeurs-administrés). L'emprise croissante du marché et le changement de génération rendent très probable l'apparition d'une véritable classe dirigeante, étroitement associée au monde des affaires, dont elle partage les intérêts, et qui a la capacité de prélever sur l'économie les ressources nécessaires au développement et à la croissance (et non purement prédatrice).

Les images démoéconomiques de la région à l'horizon 2020

L'image centrale

Le PRB total quadruple, passant de 130 à 510 milliards de dollars (taux moyen de croissance: 4.6 %), soit un point de plus que sur la période 1960 -1990. L'économie dite non enregistrée contribue à 26 % du PRB total, contre 34 % en 1990. Le PRB moyen par habitant atteint un peu moins de 1200 dollars par habitant en 2020, soit un accroissement de 75 % par rapport à 1990.

Le secteur agricole, qui emploie encore 40 % de la population totale, fournit 14 % du PRB total. Le taux moyen de croissance de la valeur ajoutée agricole est en moyenne de 3.2 %, dont 3.1% pour la production destinée au marché intérieur des pays, 2.6 % pour la production exportée vers le reste du monde, et 8.2 % pour la production destinée au marché régional, qui atteint 6 % de la production agricole totale contre 1 à 2 % dans les années 1980-1990. La productivité agricole moyenne (valeur ajoutée par agriculteur) augmente de 85 % par rapport à 1990, et la productivité marchande est 2.4 fois plus élevée. Quelque 25 millions d'agriculteurs (soit 15 % du total) produiront les quantités nécessaires à l'approvisionnement de 40 % des consommateurs non agriculteurs, soit 100 millions de personnes: leur productivité moyenne atteindra donc cinq fois le niveau d'autosuffisance, cependant que la productivité moyenne des 150 autres millions d'agriculteurs sera peu supérieure à la moyenne régionale d'aujourd'hui (soit 2 fois le niveau d'autosuffisance contre 1.6 fois aujourd'hui). La mise en place de cette agriculture "moderne" pour le marché intérieur et régional constitue bien l'un des grands éléments des stratégies de développement de la région. L'image de l'économie de la région à l'horizon 2020 éclaire le contexte dans lequel cette transformation structurelle pourra s'opérer.

Le secteur informel et intermédiaire accueille 60 % du croît démographique total. Il rassemble en 2020 44 % de la population totale et contribue à 23 % du PRB. La productivité moyenne du secteur informel (dont une partie s'est transformée en secteur intermédiaire) atteint 600 dollars, l'écart de productivité entre ce secteur et le secteur agricole baisse, pour atteindre 1.5, et même moins dans les pays les plus urbanisés où le taux de migration du milieu rural vers les villes est fortement ralenti en fin de période. Le secteur moderne non agricole rassemble 15 % de la population totale et contribue à 63 % du PRB total, comme en 1990.

Le milieu urbain contribue à 82 % du PRB total, contre 66 % en 1990. Le PRB moyen par habitant s'accroît de 40 % en milieu rural et en milieu urbain, l'écart de productivité entre le milieu urbain et le milieu rural restant à peu près constant à 3.3. Le PRB moyen par habitant urbain retrouve en 2020 le niveau maximum historique atteint en 1980.

La croissance économique est plus rapide au Nigéria (taux moyen 2.1 % par habitant) qu'en moyenne pour le reste de la sous-région (1.6 %). La part du Nigéria dans le PRB total s'accroît ainsi de 47 à 50 %. Sous la pression du marché intérieur, et malgré le recours accru aux importations en provenance de la région, la productivité agricole y croît plus vite que dans le reste de la région, la productivité agricole marchande atteignant 290 dollars, soit près 50 % de plus que la moyenne du reste de la région.

La matrice des échanges intra-régionaux et extérieurs de l'ensemble des biens et services associée à cette image centrale se traduit par un taux d'ouverture total (rapport entre importation plus exportation et PRB) de 39 %, à peu près égal à celui de 1990. Mais le taux d'ouverture de la région au reste du monde est sensiblement réduit, de 36 % en 1990 à 30 % en 2020. Le commerce intra-régional contribue en effet à 22 % du total des importations des pays contre 9 % en 1990. La part importée de la demande agro-alimentaire régionale totale augmente de 11 % en 1990 à 15 % en 2020, mais les échanges intra-régionaux assurent une part des besoins totaux d'importation fortement croissante, de 14 % en 1990 à 46 % en 2020. Pour qu'il en soit ainsi, le taux moyen de croissance du commerce agro-alimentaire intra-régional devrait se maintenir aux environs de 9 % sur trois décennies. Toutefois, ces échanges intra-régionaux ne contribueraient encore qu'à 7 % de la consommation régionale totale. Le Nigéria, dont la balance commerciale totale est excédentaire par rapport au reste de la région, est importateur net de produits agro-alimentaires.

L'image de faible croissance urbaine

Par rapport à cette image centrale, l'image de faible croissance urbaine conduit à un PRB total, un PRB moyen par habitant et une productivité agricole marchande (qui est l'un des principaux déterminants des revenus monétaires des agriculteurs) de l'ordre de 25 % plus faibles que dans l'image centrale. Les écarts de productivité entre le secteur moderne et le secteur informel, le secteur informel et le secteur agricole, le milieu urbain et le milieu rural sont plutôt plus élevés que dans l'image centrale.

L'image de croissance urbaine forte

L'image de croissance urbaine forte conduit à des variations opposées et d'amplitude comparable. Le PRB total est supérieur de 20 %, la productivité agricole totale et la productivité marchande sont supérieures de 28 % et 42 % par rapport à l'image centrale, et tous les écarts de productivité entre secteurs sont plus faibles que dans l'image centrale. Certains des écarts de productivité constatés dans cette image de croissance urbaine accélérée atteignent des niveaux très faibles, et peu vraisemblables. La MCS sous-estime probablement l'accroissement de productivité (intensification) qui se produira dans les secteurs traditionnels d'accueil des migrants (secteur informel, secteur moderne, et milieu urbain en général) du fait du fort ralentissement des flux migratoires apparaissant en fin de période. Une autre logique d'organisation de la production, moins intensive en main d'oeuvre, apparaîtrait localement dans ces secteurs. Ce serait l'amorce d'une phase de croissance économique accélérée, c'est-à-dire du véritable décollage, qui a apparemment tant tardé à se manifester.

Image intermédiaire 2005 et cheminement 2005-2020

L'image centrale décrite précédemment peut paraître hors de portée, si l'on en juge par les tendances très défavorables des années 1980-1993. Et pourtant, après plus de trente ans de "croissance sans développement" ou de croissance apparemment basée sur l'exploitation de rentes artificielles, la population de la région, qui a plus que doublé, continue à vivre. On peut parier qu'elle continuera à vivre, à se nourrir, à se loger, à s'habiller, à s'éduquer et se distraire, à mener une vie de relation. On peut aussi parier qu'une fraction notable de la population fera mieux que survivre et verra son standard de vie se rapprocher des niveaux internationaux, non pas uniquement en prélevant sans contrepartie sur la communauté, mais en contribuant aussi à la création de richesses et à l'accumulation de capital.

Comment réconcilier la vision qui semble se dégager de la tendance actuelle et la vision "démoeconomique" ? La réponse à cette question passe nécessairement par une relecture multidisciplinaire et pragmatique du passé, que seuls les pays concernés peuvent mener à bien avec toute la profondeur nécessaire.

Une image intermédiaire, à l'horizon 2005, esquisse ce que pourrait être la région à l'horizon 2005, date à laquelle on peut penser que la majeure partie des pays auront définitivement surmonté la crise et ses séquelles. Selon cette image 2005, le taux moyen de croissance du PRB régional sur la période 1990-2005 est modéré (de l'ordre de 4.4 % par an), mais supérieur à celui de la population totale. Le taux de croissance du PIB atteint en fait 5.0 % au Nigéria, après la profonde récession des années 1980-1990, et 3.8 % en moyenne dans le reste de la région. La poursuite, à un taux ralenti, de la division du travail entre le milieu urbain et le milieu rural permet aux marchés intérieurs et au marché régional de poursuivre leur développement. Les échanges intra-régionaux commencent à décoller, mais sont encore modestes : ils n'atteignent que le double de leur niveau de 1990.

La profonde restructuration du peuplement et des économies engagée depuis les indépendances étant alors suffisamment avancée et la crise des années 1980-1990 étant totalement digérée, une nouvelle phase de croissance accélérée peut s'engager sur des bases assainies. Une image proche de l'image centrale décrite précédemment peut ainsi être atteinte en 2020, moyennant un taux de croissance régional proche de 5 % hors Nigéria. Cette croissance accélérée de l'économie régionale est toujours en partie tributaire des transferts et des échanges avec le reste du monde, mais elle profite de plus en plus de l'intensification des échanges intra-régionaux, dont le taux de croissance atteint de l'ordre de 12 % sur la période 2005-2020.

INTRODUCTION

1. La région Afrique de l'ouest est-elle aujourd'hui plus ou moins avancée qu'elle ne l'était au début des années 1960 ? Le standard de vie de ses habitants s'est-il globalement amélioré ou détérioré ? Si l'on se réfère aux indicateurs macro-économiques tels que le PNB par habitant, l'impression qui se dégage est, au mieux, celle d'un retour à la case départ, après une amorce de décollage avortée, avec son cortège de gaspillage des ressources, de destruction de l'environnement et d'aggravation de la pauvreté. Par contre, si l'on compare la taille et l'apparence des villes et des villages de 1960 et 1990, de même que la densité et la fréquentation des infrastructures, des équipements, des marchés, et des services publics et privés, les conditions de vie des différentes catégories de ménages urbains et ruraux et l'abondance et la variété des biens et services et des informations disponibles en milieu urbain et en milieu rural, la conclusion qui s'impose est que l'Afrique de l'ouest est aujourd'hui bien différente de ce qu'elle était en 1960 et qu'elle a globalement progressé en se transformant.

2. Si l'on utilise l'un des nombreux modèles macro-économiques existants (par exemple RMSMX) pour bâtir des scénarios par pays à moyen et long terme, il est probable qu'on obtiendra une situation à terme au mieux comparable, et plus vraisemblablement en recul par rapport à la situation de départ. Si l'on utilise un modèle macro-économique plus sophistiqué de type équilibre général calculable avec plusieurs catégories de ménages (agricoles, informels, et modernes), il y a toutes les chances pour que ce modèle conclue à la baisse du revenu moyen par tête de chaque catégorie de ménages. En effet, ces modèles sont conçus de telle manière que l'individu supplémentaire qui se présente dans une ville ou un village s'y présente comme un consommateur et un offrir de force de travail, sans initiative ni projet propre. Du fait de la concurrence accrue qui en résulte entre les demandeurs d'emploi, le niveau de chômage augmente, le prix du travail baisse, ainsi que les revenus des ménages. Et la consommation par tête baisse sous l'effet conjugué de l'augmentation du nombre de consommateurs et de la baisse de leur pouvoir d'achat. Et pourtant, l'expérience montre que la croissance continue de la population du secteur informel des villes et des villages ne conduit pas inexorablement à un appauvrissement généralisé. L'expérience montre aussi que la taille et la structure de l'économie des pays en voie de peuplement ne sont pas indépendantes de la structure de leur population.

3. D'où provient cette apparente contradiction entre les conclusions des comptes économiques et des modèles (presque toujours construits dans une perspective de temps court) et l'observation de terrain ou le bon sens ? La principale raison est que la liaison systémique qui existe dans le monde réel entre population et économie est ignorée ou tronquée. Dans la plupart des cas, la population n'est utilisée que pour calculer des ratios par tête, de sorte que l'arrivée d'un individu supplémentaire se traduit par une charge supplémentaire pour l'économie, sans contrepartie. La popularité actuelle des thèses d'inspiration malthusienne n'est sans doute pas étrangère à cette particularité de l'économie du développement telle qu'elle est aujourd'hui pratiquée. Cette particularité s'explique-t-elle par des raisons d'ordre technique (manque de données, difficulté de quantification, multiplicité des facteurs en jeu,..)? L'hypothèse de l'étude WALTPS est que l'obstacle principal se situe au niveau du paradigme sous-jacent à l'économie d'inspiration néoclassique, et qu'il est possible de se doter d'une autre représentation de l'économie dans laquelle la population est, comme il se doit, remise au centre du raisonnement économique.

4. Cette question des interdépendances entre l'économie et les dynamiques de peuplement (c'est-à-dire la croissance et la répartition spatiale de la population) est inévitablement au coeur de toute réflexion prospective concernant l'Afrique subsaharienne. L'installation, dans l'espace ouest-africain, d'une population totale qui décuple et d'une population urbaine qui centuple en l'espace de trois générations constitue en effet l'événement majeur de la période contemporaine, celui que les historiens futurs ne manqueront pas de mettre au centre de leurs analyses, et il ne peut être question d'en ignorer les implications. C'est pourquoi les termes de référence de l'étude demandent que soient fournies des réponses plausibles aux deux grandes questions suivantes : où vivront les Africains en 2020 ? Et comment pourront-ils satisfaire leurs besoins essentiels ?

5. Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de se doter d'un cadre conceptuel et d'outils d'analyse adaptés à cette problématique, c'est-à-dire qui se situent dans la longue durée et qui tiennent explicitement compte des interactions entre dynamiques démographiques et dynamiques économiques, faute de quoi on a toutes les chances de déboucher sur les scénarios catastrophe habituels, à la fois trompeurs et démobilisateurs.

6. La première partie de ce document illustre, sur la base de quelques exemples, les raisons pour lesquelles il n'est pas possible de se fier aux seules bases de données macro-économiques officielles pour évaluer les performances économiques passées des pays de la région sur la longue durée et propose un cadre de comptabilité à la fois démographique et économique facilitant la compréhension des mécanismes de fonctionnement du complexe population-économie, appelé ici économie réelle. Cette économie réelle est représentée à l'aide de matrices de comptabilité sociale (MCS) à plusieurs niveaux permettant de rendre compte de la complexité intrinsèque de ces économies, qui sont à la fois monétarisées et non monétarisées, formelles et informelles, officielles et non enregistrées. La deuxième partie est consacrée à la description des MCS de la sous-région formée par les 18 pays d'Afrique de l'ouest hors Nigeria, du Nigeria et de l'ensemble de la région, d'abord à l'année de base 1990, puis pour diverses années antérieures. Ces MCS, qui sont basées sur un jeu d'hypothèses évidemment contestables, fournissent de l'économie régionale une autre image que celle résultant des comptes nationaux. Cette deuxième image est incomplète et sans doute déformée. Mais, de même que deux photographies plates et imparfaites d'une même région permettent de restituer le relief, ces deux images économiques partielles de la même réalité fournissent des éléments d'interprétation de l'économie réelle qu'aucune des deux images prise séparément ne peut révéler. La troisième et dernière partie de ce document est consacrée à la présentation de quelques images économiques à long terme de la région montrant comment les dynamiques démographiques et les dynamiques économiques pourraient interagir sur la longue durée. Ces images sont basées sur les mécanismes identifiés dans l'analyse rétrospective et sur un ensemble d'hypothèses et d'options qui sont explicitées.

7. L'annexe 1 fournit une présentation détaillée du cadre de comptabilité démoéconomique utilisé dans ce document. L'annexe 2 présente la feuille de calcul détaillée de la MCS de la région Afrique de l'ouest hors Nigéria pour l'année 1990. Enfin l'annexe 3 intitulée " understanding the dynamics of urbanization : why, how, and under what conditions mobility generates economic growth" propose une explication du mode de fonctionnement du secteur informel urbain, dont la population a décuplé au cours des trois dernières décennies sans que cela n'entraîne un appauvrissement généralisé.

I POURQUOI UNE IMAGE DEMOECONOMIQUE REGIONALE ?

1.1 Quelques exemples des difficultés d'appréciation des performances économiques régionales

8. Les insuffisances des statistiques et bases de données économiques des pays d'Afrique sub-saharienne ont fait l'objet de nombreuses études, auxquelles on pourra se reporter¹. Les quelques exemples ci-après, qui complètent ceux présentés dans le document "peuplement et économie en Afrique de l'ouest"² permettront de prendre la mesure du problème auquel on est confronté dans une étude régionale et à long terme comme la présente étude WALTPS.

1.1.1 Peuplement et économie : la liaison oubliée

9. De toutes les données disponibles pour l'élaboration de séries longues des comptes économiques, les données démographiques sont en principe celles sur lesquelles la marge d'incertitude est la plus faible. C'est la raison pour laquelle une attention particulière est accordée à cette variable dans l'étude WALTPS. Un rapport séparé fait le point des connaissances sur cette question³. Notons seulement ici : a) les problèmes spécifiques posés par le Nigéria, pour lequel on ne dispose en fait que de deux recensements espacés de près de trente ans (1963 et 1991), dont le dernier n'a pas encore été officiellement publié; b) l'incertitude relative à la croissance démographique des pays sahéliens, résultant du double compte probable des migrants; c) les difficultés liées à la mesure de la population urbaine: il existe presque autant de définitions de la population urbaine que de pays; et d) l'incompatibilité constatée dans certains pays entre le niveau d'urbanisation fourni par les bases de données démographiques nationales et le partage de la population totale en population agricole et non agricole établi par ailleurs à partir des statistiques sur l'activité et l'emploi.

10. Le Système de Comptabilité Nationale des Nations Unies qui sert de base à la confection des comptes économiques accorde très peu d'importance à la variable démographique. Celle-ci n'intervient en fait que sous la forme de la population totale, et pour obtenir des ratios par tête. En dépit des différences de comportement économique des agents urbains et ruraux, la répartition de la population entre le milieu urbain et le

¹ Voir par exemple:

- *Information Systems and Basic Statistics in SSA*; Ramesh Chander, World Bank, 1990.
- *Methodological Problems in Cross-Country Analyses of Economic Growth*; J.P. Azam, P. Guillaumont and S. Guillaumont, the World Bank, 1988.
- *Per Capita Income: Estimating Internationally Comparable Numbers* ; International Economics Department, the World Bank, 1989.
- *On the Accuracy of Economic Observations: Do SSA Trade Statistics Mean Anything?* Alexander Yeats, World Bank, 1989.
- *Le mythe de la comptabilité nationale en Afrique*; Monique Anson-Meyer, Revue d'économie politique, 1983.

² WALTPS document de travail no.11 . SAH/D(93)406, D. Naudet, novembre 1992.

³ Voir Description du peuplement en Afrique de l'ouest, WALTPS document de travail no.1, SAH/D(93)415, B. Kalasa, décembre 1993.

milieu rural n'est prise en compte ni dans l'élaboration des comptes économiques ni dans leur présentation.

1.1.2 Mesure de la production des secteurs

11. La question de la mesure de la production agricole est abordée dans un autre rapport⁴. Grâce aux possibilités de recoupement fournies d'une part par les bilans alimentaires nationaux, d'autre part par les statistiques des pays destinataires des produits agricoles d'exportation, les marges d'incertitude sur les volumes de production agricole sont, sauf exceptions notables comme le Nigeria, généralement modérées. Sur la longue durée, la FAO procède aux redressements nécessaires des statistiques nationales. Cependant, la marge d'incertitude qui subsiste sur les volumes de production complique la mesure de la croissance car, sur le moyen terme, cette croissance est du même ordre de grandeur que l'incertitude sur les volumes produits.

12. Les agrégats de production agricole en valeur présentés dans les comptes nationaux n'ont malheureusement que de lointains rapports avec les données de production agricole en volume, et doivent être regardés avec beaucoup de circonspection. Le rapport précédemment cité relève par exemple trois évaluations de la croissance de la valeur ajoutée agricole en prix constants de la Côte d'Ivoire contenues dans des documents récents. Selon une source (ivoirienne), le taux moyen de croissance sur la période 1966-1990 serait de 2.99 % par an, donc inférieur au croît démographique. Selon les World Tables, ce taux moyen serait de 2.8 % sur la période 1970-1991. Enfin, selon le rapport Population, Agriculture et Environnement de la Banque Mondiale, le taux de croissance de la valeur ajoutée agricole en dollars constants, base 1987, serait en moyenne de 1.0 % sur la période 1980-1990. Cette dernière estimation est inférieure de trois points à celle du taux de croissance de la production pondérée de calories, protéines et lipides, et de plus de quatre points à celle du taux de croissance en volume des exportations agricoles !

13. La mesure de la contribution du secteur informel à l'économie nationale pose des problèmes bien plus redoutables que le secteur agricole. Alors que, dans le cas de l'agriculture, une institution spécialisée, la FAO, se charge de vérifier que les personnes vivantes ne sont pas mortes de faim, il n'existe à ce jour rien de semblable pour les autres biens et services consommés par les ménages, dont une grande partie provient du secteur informel. Voici un exemple entre mille des faiblesses statistiques de ce secteur. Il est tiré d'un rapport du Ministère du Plan de Côte d'Ivoire, pays pourtant réputé pour le sérieux de ses comptes nationaux (Analyse régionale des comptes économiques (1982):

"La plus grande part de l'activité des villes de l'intérieur est le fait du secteur informel.. Il n'y a pas d'étude récente sur les productions et les valeurs ajoutées des divers secteurs artisanaux. La comptabilité nationale n'a pas fait de nouvelles études de ces questions depuis les années 1960. En l'absence d'informations directes, la Comptabilité Nationale actualise ses données d'année en année en appliquant aux estimations de l'année précédente un indice d'accroissement en

⁴ Voir: Performances du secteur agricole et redistribution de la population en Afrique de l'ouest, WALTPS document de travail no.12. SAH/D(93)414, J.M. Cour, décembre 1993.

prix et un indice d'accroissement en volume. Selon ces estimations, on aurait assisté sur la période 1970-1979 à une stagnation ou une décroissance en volume des activités artisanales alors que dans le même temps la consommation des ménages doublait. Cette conclusion est incohérente avec le fait que .. ces artisanats accompagnent le développement constaté des marchés .. Il est contradictoire de voir les revenus agricoles monétaires progresser au rythme de 4.7 % en volume, la population urbaine croître au rythme de 8.8 %, et les activités artisanales décroître rapidement. A l'opposé d'un résidu, le secteur informel et le secteur de transition, en voie d'émergence, sont les manifestations du dynamisme des villes de l'intérieur. Or, par construction, la Comptabilité Nationale les ignore. Une réévaluation de l'artisanat sur une base parallèle à la croissance de la consommation finale conduirait à accroître la valeur ajoutée de ces activités de 100 à 400 % selon les branches et à revoir de deux points en hausse le taux de croissance du secteur secondaire hors Abidjan".

Douze ans après la publication de cette étude, les comptes du secteur informel sont établis sur des bases au moins aussi contestables, la crise économique ayant entre temps entraîné une forte réduction des moyens dont disposent les services statistiques de Côte d'Ivoire.⁵

14. Enfin, la mesure de la production en valeur, en prix courants et a fortiori en prix constants des branches du secteur moderne, quoique moins problématique que celle du secteur informel, n'est cependant pas exempte de défauts, comme le montre le cas de la production pétrolière. Au Cameroun, la valeur ajoutée et les exportations de la branche pétrole figurant dans les comptes nationaux sont incompatibles avec les données de production fournies par les compagnies pétrolières. L'incertitude sur ce poste porte sur plusieurs centaines de milliards de FCFA par an. Le Fonds Monétaire, la Banque Mondiale, la Caisse Française de Développement, et divers instituts de recherche comme Cornell University se sont efforcés à plusieurs reprises d'ajuster les comptes économiques du Cameroun à partir de données redressées du secteur pétrolier mais les estimations de ces diverses sources divergent fortement⁶. La situation du secteur pétrolier nigérian n'est pas non plus très claire : outre les exportations non enregistrées vers la région, il n'est pas impossible que des quantités importantes de pétrole soient exportées clandestinement vers le reste du monde pour financer la fuite des capitaux et les importations non enregistrées.

1.1.3 Commerce extérieur et balance des paiements

15. Comme le montre clairement l'étude de la Banque Mondiale intitulée : " On the accuracy of economic observations; do S.S.A. trade statistics mean anything ?", l'incertitude sur le commerce extérieur des pays d'Afrique de l'ouest porte non seulement

⁵ Voir aussi : "Economie informelle dans les pays africains: cas du Niger"; Kiari Liman Tinguiri, cité par l'ENDA :L'enquête a montré que le revenu des entrepreneurs du secteur informel était en moyenne 2.5 fois supérieur au salaire de base minimum des ouvriers. Dans le secteur, les revenus des activités commerciales sont moins élevés que ceux des activités de production.

⁶ Voir par exemple les résultats du modèle TABLO de la C.F.D, la Matrice de Comptabilité Sociale du Cameroun construite par Cornell University, et celle construite plus récemment par DIAL.

sur les échanges intra-régionaux, mais aussi sur le commerce avec le reste du monde⁷. Dans le cas du Cameroun précédemment cité, la valeur des exportations FOB, en FCFA courants, varie de un à trois selon les sources (exemple: en 1985, 308 milliards d'après les statistiques douanières et 1073 milliards d'après les statistiques de l'OCDE. De 1985 à 1986, les indices de croissance des exportations varient de 101.5 à 70.1).

1.1.4 Consommation des ménages

16. Dans la plupart des pays, l'agrégat "consommation des ménages" est obtenu par solde entre le total des ressources et les autres utilisations ; il cumule donc toutes les sources d'erreurs sur les autres comptes. Aucun recoupement n'étant généralement opéré entre l'agrégat ainsi obtenu et les données des enquêtes budget-consommation des ménages, cet agrégat n'a qu'une signification très limitée.

1.1.5 Investissement des ménages

17. Dans l'optique de l'étude WALTPS, il s'agit d'une variable essentielle, puisqu'elle est directement liée à la dynamique de peuplement, c'est-à-dire à la croissance de la population et à l'installation de la population dans l'espace régional. La dernière édition des African Development Indicators qui couvre la période 1980-1990 montre que l'investissement privé n'est évalué régulièrement que dans trois pays de la région : la Côte d'Ivoire, le Sénégal, et la Gambie. D'après cette source, les taux d'investissement privé (par rapport au PIB) les plus récents varient de 13.2 % au Mali et 11.2 % en Gambie, à 4.5 % au Nigéria, 4.3 % au Bénin et 1.7 % en République Centrafricaine. Bien qu'il soit difficile de dégager une évaluation d'ensemble de l'accumulation régionale de capital privé de ces données éparses, le cas des quelques rares pays pour lesquels on dispose de séries longues montre que les niveaux d'investissement privé qui résultent de ces statistiques sont loin de rendre compte de l'extension du patrimoine bâti qui apparaît sur les photographies aériennes.

18. Comme on le verra dans la suite de ce document, il semble vraisemblable que l'investissement résidentiel privé annuel lié à l'installation de la population rurale et urbaine soit, en longue durée, de l'ordre de 20 % du produit régional brut. La somme de cet investissement résidentiel privé et de l'investissement public de fonction locale qui l'accompagne constitue l'investissement total de peuplement, public et privé. Cet investissement de peuplement, qui ne comprend pas les autres investissements privés directement productifs ni les investissements publics d'intérêt national, est supérieur à l'investissement régional brut total résultant des comptes économiques.

19. Que dire alors de l'activité de la branche du bâtiment et des travaux publics qui est calquée sur ces évaluations par défaut de l'investissement ? La contribution officielle de cette branche à l'emploi et au PIB total est couramment estimée entre 3 et 5 %, alors que le double est plus vraisemblable⁸. Que dire encore des revenus locatifs et de la valeur ajoutée des services liés à l'habitat ? Que dire enfin de l'épargne privée qui a

⁷ Voir "On the Accuracy of Economic Observations. Do S.S.A. Trade Statistics Mean Anything ?" Alexander Yeats, *The World Bank*, 1989.

⁸ D'après les comptes nationaux, la branche BTP représenterait, en pourcentage du PIB, 4 à 5 % au Mali, 6 à 7 % au Cameroun, et de 2 à 4 % au Nigéria depuis 1983.

financé cet investissement ? D'après les comptes nationaux, l'épargne intérieure privée de Côte d'Ivoire s'élève en moyenne à 8.8 % du PIB sur la période 1965-1990. Avec un taux d'épargne intérieure modeste et malgré les transferts reçus par ce pays, il est difficile de rendre compte du fait que la Côte d'Ivoire a accueilli et installé un nombre d'immigrants qui, en proportion de la population, a été le plus fort de tous les pays du monde (à l'exception de l'Australie), et de l'ordre de vingt fois plus élevé qu'en France pendant la même période.

1.1.6 Choix du numéraire commun, et mesure du PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat

20. Le problème posé par le passage des comptes en monnaie locale et en prix courants à des comptes en prix constants exprimés dans une même unité de compte est devenu particulièrement aigu avec l'évolution divergente des taux de change de pays de la région. Avec des taux d'inflation de l'ordre de 100 % pendant plusieurs années de suite au Ghana et au Nigeria, on peut se demander quelle est la signification des taux de croissance en volume que l'on cherche à mesurer, et qui ne sont que de l'ordre de quelques pour-cent.

21. Mais le problème ne se limite pas aux pays à monnaie non convertible. Voici par exemple ce que dit la Banque Mondiale à propos des comptes du Cameroun :

" The accuracy of the published figures is somewhat questionable since the current reference mark for national accounts estimates comes from the Comptes Définitifs of 1977/1978 which are obviously out of date. The same is true for the GDP deflators that come mainly from Consumer Price Indices for middle income families in Yaoundé, for which the base year is 1968. Because the basket of goods used to estimate the deflators has not been changed for a long time, the goods substitution that households have made during that length of time.. has not been recorded in the index"⁹.

22. Les agrégats et indicateurs en parité de pouvoir d'achat, qui sont dérivés des agrégats des comptes nationaux, ont l'avantage sur ces derniers d'être, au moins en théorie, directement comparables dans le temps et dans l'espace. Ces agrégats sont obtenus en valorisant les biens et services consommés par les agents à l'aide d'un système de prix de référence fixe et commun à tous les pays¹⁰. Le rapport de première boucle de l'étude WALTPS est basé sur les agrégats en parité de pouvoir d'achat de la cinquième édition des PENN World Tables. Ce rapport souligne les importantes différences qui existent entre les agrégats fournis par ces PENN Tables et ceux préparés par la Banque Mondiale. Il souligne aussi que les agrégats en parité de pouvoir d'achat ne peuvent évidemment corriger les imperfections dont souffrent les agrégats des comptes nationaux en prix courants et en monnaie locale. C'est pourquoi deux séries d'agrégats en parité de pouvoir d'achat étaient présentées dans ce rapport de première boucle, la première directement issue des PENN Tables, la seconde introduisant un coefficient

⁹ Rapport de mission sur l'évaluation des comptes économiques du Cameroun, Mai 1990, Banque Mondiale.

¹⁰ Voir "Peuplement et économie en Afrique de l'Ouest" David Naudet, SAH/D(93)406, op cité.

correcteur pour tenir compte (au moins à titre indicatif) des "sur" ou sous-évaluations apparentes des comptes nationaux initiaux.

1.1.7 Mesure du PNB par habitant

23. Cet indicateur est utilisé pour le classement de pays entre les différentes catégories (pays les moins avancés, pays à revenus intermédiaires,...) et décider de leur éligibilité aux diverses formes d'aide internationale. Il ne faut donc pas s'étonner que cet indicateur ait fait l'objet de nombreuses manipulations dans le passé.

1.1.8 Appréciation des taux de croissance économique sur la longue durée

24. Considérons l'exemple de la Côte d'Ivoire (des observations similaires pourraient être faites, à des degrés divers, à propos de tous les Etats de la région). Sur la période 1966-1990, l'étude rétrospective de l'économie ivoirienne effectuée par les services du Plan dans le cadre de l'étude NLTPS fait état d'un taux de croissance moyen du PIB de 3.26 %. Cette croissance du PIB se traduit par une diminution du PIB moyen par tête de plus d'un tiers sur cette période d'un quart de siècle. D'après les comptes nationaux convertis en parité de pouvoir d'achat et en prix constants (cf WALTPS rapport de première boucle, annexe C), le PIB par habitant de 1990 serait très légèrement inférieur à celui de 1960. Doit-on déduire de cette décroissance apparente du PIB moyen par tête que la Côte d'Ivoire d'aujourd'hui n'est, au mieux, dans tous les domaines, que l'homothétique de celle de 1960, affligée de surcroît de handicaps liés au surpeuplement, à la macrocéphalie urbaine, à la dégradation de l'environnement et au saccage des forêts ? Pourtant, il est difficile de ne pas voir que, toutes proportions gardées, ce pays est nettement mieux aménagé et équipé sur l'ensemble de son territoire, que le niveau de vie de la population rurale s'est élevé, que le niveau des échanges y est incomparablement plus élevé, que le nombre et la qualification des hommes formés sont nettement supérieurs, et qu'il est donc économiquement plus structuré et plus sophistiqué qu'il ne l'était il y a trente ans !

25. Cet exemple montre que la seule considération du PIB moyen par habitant en prix constants, même corrigée pour tenir compte de la parité de pouvoir d'achat, n'est pas suffisante pour se faire une idée des performances économiques des pays en voie de peuplement de la région, d'abord parce que le PIB est mesuré de manière imparfaite, ensuite parce que le PIB moyen par tête ne signifie pas grand chose et n'est pas facilement interprétable, enfin parce que cet indicateur ne rend pas directement compte de l'accumulation de capital physique et humain liée à la mise en place du peuplement. Or, cette accumulation constitue l'une des bases indispensables, sinon le préalable de la croissance économique future.

1.1.9 Comparaison des performances économiques des pays de la région

26. Le document de David Naudet précédemment cité donne plusieurs exemples frappants d'incohérences apparentes dans l'évolution relative des PIB par habitant de divers pays de la région, comme la Mauritanie, dont le PIB par habitant serait le double de celui du Nigéria. Considérons ici le cas de la Côte d'Ivoire et du Cameroun, qui sont deux pays de population totale et de population urbaine comparables et utilisant la même monnaie. Comment se fait-il que le PIB agricole du Cameroun, mesuré en FCFA constants, soit du même ordre de grandeur, alors que les productions des différents

produits sont toutes inférieures (de plus de moitié pour les cultures d'exportation) ? Est-il vraisemblable que le ratio exportations / PIB du Cameroun (pays exportateur de pétrole) soit de l'ordre de 15 % alors qu'il serait de plus du double en Côte d'Ivoire (et même de près de 50 % en 1985). Pour quelles raisons les effets d'entraînement des exportations sur le PIB seraient-ils si différents dans ces deux pays à structure si semblables ? L'écart de PNB par habitant entre le Cameroun (960 dollars par habitant en 1990) et la Côte d'Ivoire (750 dollars) reflète-t-il la réalité tangible ? La comparaison des niveaux d'équipement rural et d'équipement urbain de ces deux pays permet d'en douter.

1.2 Conclusion : Que faire ?

27. Ces quelques exemples confirment, s'il en était besoin, que les bases de données économiques officielles sont entachées de graves insuffisances. Alors, que faire ? La première conclusion qui s'impose est qu'il faut faire preuve de la plus extrême prudence dans l'analyse et l'interprétation de ces données, surtout sur la longue durée. La seconde conclusion est qu'il faut procéder à tous les recoupements possibles, y compris par des approches multi-critères et des raisonnements de bon sens.

28. Le document de David Naudet déjà cité apporte plusieurs éléments d'appréciation des évolutions de l'économie réelle. Le plus important est l'analyse comparée des profils socio-économiques des pays de la région, basée sur l'étude de 24 indicateurs¹¹. Cette approche multi-critères, très intéressante, n'a malheureusement pas suffisamment retenu l'attention, sans doute en raison de son caractère nécessairement qualitatif. La conclusion déduite de cette étude selon laquelle tous les pays de la région ont connu une évolution positive sur l'axe de développement (au prix d'une dépendance croissante et d'écarts accrus entre les pays) n'a guère pesé en regard de la baisse apparente d'indicateurs purement économiques comme le PIB par habitant.

29. Est-il possible et souhaitable de compléter cette approche multi-critères des indicateurs de développement par une approche de même nature que celle des comptes économiques classiques, également quantitative, mais tenant plus largement compte des informations d'ordre démographique et des interactions entre peuplement et économie ? Quelle valeur pourra être attachée aux conclusions tirées de cette autre image, dont les bases statistiques et méthodologiques sont inévitablement fragiles et faciles à contester ? Ne serait-il pas plus prudent et plus conforme à la déontologie de s'en tenir aux bases de données existantes, quitte à en rappeler les imperfections, et, dans les domaines où les comptes officiels font défaut, de raisonner de manière qualitative ?

30. Un premier élément de réponse à ces questions est fourni par les termes de référence de l'étude WALTPS. L'un des objets principaux de cette étude est en effet l'analyse, sur la longue durée, des interactions entre les dynamiques de peuplement et les évolutions économiques et sociales. Seul un cadre d'analyse à la fois démographique et économique (baptisé ici démo-économique), et donc un peu différent du cadre habituel de la comptabilité nationale permet d'aborder cette question. L'étude WALTPS apporte une base de données démographiques détaillée et géoréférencée et une compréhension des mécanismes associés aux dynamiques de peuplement, que l'on aurait bien tort de ne pas

¹¹ Voir *Peuplement et économie en Afrique de l'ouest, annexe 2 : description des profils socio-économiques 1960-1990*, David Naudet, SAH/D(93)406, op cité.

mettre à profit. Pour apprécier et qualifier l'évolution de la production et de la productivité du secteur agricole ou du secteur informel, il est tout de même préférable de compter et de repérer dans l'espace les producteurs et les consommateurs que de procéder comme on le fait habituellement à de simples extrapolations sans fondement socio-économique.

31. Faut-il pour autant que cette autre image de l'économie régionale prenne la forme de comptes quantifiés ? Oui, et pour plusieurs raisons. La première raison tient au fait que deux images valent mieux qu'une, surtout si ces deux images sont comparables et observables simultanément (par exemple à l'aide d'un stéréoscope, pour voir le relief). L'image démo-économique ne peut être combinée à l'image donnée par les comptes économiques classiques que si elle est de même nature, et que si elle utilise des concepts proches.

32. La seconde raison est que les approches apparemment qualitatives s'appuient en fait souvent, au moins implicitement, sur des convictions tirées de données quantifiées, même si ces données quantifiées sont réputées non fiables. Le taux de croissance apparent de l'indicateur valeur ajoutée agricole par agriculteur influence notre manière de percevoir l'évolution de la productivité agricole. Cette perception ne peut être remise en question que si on dispose d'un autre indicateur, également quantifié. Par ailleurs, si utiles soient-ils, les raisonnements qualitatifs ont leurs limites. Pour apprécier les coûts et avantages du processus d'urbanisation, il n'est pas superflu de disposer de tableaux de l'économie mettant en évidence, même de manière approximative, les contributions du milieu urbain et du milieu rural et les échanges entre ces deux milieux. Sinon, comment dépasser les considérations habituelles sur l'exode rural, le biais urbain, le caractère prédateur et extraverti des activités urbaines, le chômage et la pauvreté urbaine ou la pollution de l'environnement par les villes ? Pour apprécier si et dans quelle mesure l'économie urbaine de la région est fondamentalement une économie de rente et de circulation, il est nécessaire de se demander comment les quelque 80 millions de citadins que compte la région ont pu s'installer, construire leur habitat et satisfaire à leurs besoins essentiels. Force est de constater qu'ils ont produit tout ce qui n'a pas été importé ni de l'extérieur ni du milieu rural, et que cette production ne se limite pas à des marges commerciales !

33. La troisième raison pour laquelle un cadre de comptabilité et de cohérence de type "démo-économique" est nécessaire est que l'étude WALTPS doit proposer une vision vraisemblable et souhaitable du peuplement et de l'économie de la région à l'horizon d'une génération, éventuellement assortie d'alternatives. Cette vision ou image à long terme doit mettre en évidence les impératifs, les contradictions et les opportunités du long terme ainsi que les inflexions et les changements structurels probables. L'image à long terme, exprimée, autant que possible, en termes quantitatifs, doit aider à répondre de manière systémique à quelques-unes des grandes questions que l'on cherche à aborder dans l'étude : où vivront les 430 millions d'habitants de l'année 2020 et à quoi s'occuperont-ils ? En quels lieux l'intensification de l'agriculture est-elle susceptible de se produire ? Quelle contribution à la croissance peut-on attendre du développement des échanges intra-régionaux, et sur quels biens et services portera ce commerce intra-régional ? Quel sera à cet égard l'importance du Nigeria ? Comment évolueront les disparités de niveau de vie entre les pays voisins, entre l'intérieur et les côtes, entre les urbains et les ruraux, et quelles seront les implications de ces disparités sur les migrations intra-régionales ? Seul un cadre de cohérence quantifié peut permettre de formuler des

réponses utilisables à ces diverses interrogations. Quelle que soit notre vision du futur, il faut en effet que les 430 millions d'individus résident quelque part (s'il y a des pays et régions d'émigration, il y aura des pays et régions d'immigration), et que ces individus satisfassent un ensemble de besoins difficilement contournables: se loger, s'occuper, se nourrir, se vêtir, se transporter, etc..

1.3 Le cadre de comptabilité démoéconomique

1.3.1 Bref rappel méthodologique

34. Le **cadre de comptabilité** démographique, socio-économique et macro-économique intégré, que nous appelons pour simplifier démoéconomique, est conçu dans un but précis : présenter dans un seul et même tableau les variables de peuplement (population totale et sa répartition) et les variables et indicateurs économiques de l'entité (pays ou région) considérée, afin de faciliter les rapprochements entre ces deux familles de variables et de mettre en évidence les éventuelles relations d'interdépendance.

35. La population totale de l'entité et de chacune de ses subdivisions territoriales considérées est répartie d'une part par milieu (capitale, autres villes, milieu rural,..), d'autre part par catégorie sociale ou socioprofessionnelle (agriculteurs, secteur informel, ..). L'ensemble de ces données forme la matrice de peuplement qui se déforme avec le temps sous l'effet de la croissance démographique et des migrations entre lieux de résidence et catégories sociales.

36. Les comptes de l'économie réelle sont présentés dans une matrice de comptabilité sociale démoéconomique simplifiée (appelée pour simplifier MCS). La MCS est un tableau carré dont les lignes et les colonnes représentent respectivement les ressources et les emplois des divers comptes considérés (voir exemple ci-après). Les ressources et les emplois de chaque compte sont équilibrés par construction. Par exemple, le total des dépenses des ménages urbains doit être contrebalancé par un revenu égal. De même, la somme des biens et services utilisés par les divers agents doit être égale à la somme des biens et services disponibles.

37. Schématiquement, on peut considérer que l'économie réelle que l'on cherche à représenter est constituée par la superposition de deux "systèmes" ou "niveaux" interdépendants, que l'on appellera provisoirement et faute de mieux "niveau de base" (ou endogène) et "niveau exposé" (soumis aux intempéries). L'un et l'autre niveaux contiennent des activités et transactions habituellement enregistrées dans les comptes ou tout au moins enregistrables, ainsi que des activités et transactions habituellement non enregistrées (parce qu'excluses du système des comptes nationaux) ou cachées (comme les échanges non enregistrés). A chacun de ces niveaux correspond une MCS partielle, de l'économie de base et de l'économie exposée, dont la consolidation forme la MCS de l'économie réelle considérée dans son ensemble.

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)
 VALEURS EN US\$ PAR HABITANT URBAIN OU RURAL (MENAGES) ET PAR HABITANT (AUTRES COMPTES)
1990
MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE
ECONOMIE REELLE

	MENAGES URBAINS	MENAGES RURAUX	ADMINISTR.	DEMANDE FI BIENS & SER	ACTIVITES	URBAINS	COMPTES DE CAPITAL RURAUX	ADMINISTR.	TOTAL INTERIEUR	REGION	EXTERIEUR	GRAND TOTAL
MENAGES URBAINS	13	2	-0		930				946	4	9	959
MENAGES RURAUX	10	2	1		317				327	5	10	342
ADMINISTRATIONS	36	5		41	75				134		2	136
DEMANDE FINALE INTERIEURE	724	282	83			187	41	30	671			671
BIENS ET SERVICES				671	651				1322	12	126	1460
ACTIVITES				1288					1288			1288
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	147						16	4	176		11	187
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		48				0		6	54		3	57
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS			26						26		9	35
TOTAL INTERIEUR	930	339	110	671	1329	187	57	35		17		
REGION	9	2			12				17		0	17
EXTERIEUR	19	1	25		120					0		153
GRAND TOTAL	959	342	136	671	1460	187	57	35		17	153	

38. Le deuxième niveau (dit "exposé) est le seul sur lequel la conjoncture et les politiques suivies ont une influence directe. Les variations qui affectent ce niveau de l'économie peuvent être très importantes, à la mesure des chocs extérieurs ou intérieurs subis par le système. La quasi-totalité des activités de ce niveau ayant un contenu en importation, le dynamisme de cette économie enregistrée ou enregistrable dépend étroitement des ressources extérieures disponibles.

39. Le premier niveau ou niveau de base est formé par l'ensemble des activités et transactions de base, indispensables à la survie, qui ne dépendent en première approximation de la demande exprimée par les diverses catégories de ménages. Font partie de ce premier niveau de l'économie réelle les activités non monétarisées telles que l'autoconsommation de biens (alimentation) ou de services (loyer imputé correspondant au service logement du propriétaire occupant ou des ménages hébergés à titre gratuit,...), ainsi que diverses activités de production de biens et services d'intérêt local, de type informel donnant lieu à transactions monétarisées (préparation d'aliments, artisanat de construction et d'entretien, services domestiques, services publics d'intérêt local,...). Les activités et transactions de ce premier niveau sont très difficilement mesurables par les techniques statistiques classiques, ce qui explique que les comptes nationaux les sous-estiment souvent quand elles ne les ignorent pas purement et simplement¹². Ces activités et transactions de base jouent pourtant un rôle important, surtout au stade actuel du processus de développement et en période de crise. Elles assurent aux populations un "minimum vital", relativement indépendant de la conjoncture, et confèrent aux économies une certaine résilience ou homéostasie, c'est-à-dire une capacité de résistance aux aléas de la conjoncture et aux chocs extérieurs ou intérieurs, particulièrement violents dans les pays en voie de développement (exemple: dévaluation de 100 %, division par deux des recettes d'exportation, disparition de l'Etat,...).

40. Le point de départ adopté pour la construction de la MCS de l'économie réelle est la dépense finale des agents considérés, c'est-à-dire les ménages et les administrations. Le volume et la structure de la dépense des ménages peuvent en effet être aisément rapprochés de la matrice de peuplement et du comportement des différentes catégories de ménages identifiées dans cette matrice. De proche en proche, les revenus qui expliquent cette dépense, les biens et services qui sont utilisés par les agents et les activités, les transferts qui assurent l'équilibre des comptes courants et de capital, etc. sont déterminés. La production et la valeur ajoutée des diverses activités sont ainsi obtenues comme des résultats. La matrice étant équilibrée, les revenus des divers agents (ménages et administrations) engendrés par le processus de production et par les transferts est égal aux dépenses de ces agents.

41. En pratique, la MCS est construite par approximations successives. Tous les autres éléments connus avec une précision convenable, comme le commerce extérieur ou les revenus des administrations, sont au moins provisoirement introduits dans la MCS comme variables exogènes et servent à déterminer la valeur des paramètres dont dépendent les divers comptes de la MCS. Par exemple, pendant la phase de calibrage, les dépenses totales par tête des diverses catégories de population considérées sont fixées de manière

¹² *Le nouveau système de comptabilité nationale SNA93 qui entrera prochainement en vigueur devrait, au moins en théorie, apporter quelques améliorations significatives par rapport à l'ancien système. Mais la mise en oeuvre effective de ce nouveau système risque, plus encore que le précédent, de se heurter au manque de données statistiques.*

exogène. La MCS fait ainsi apparaître, pour chaque catégorie de population, des écarts entre les dépenses initialement introduites et les revenus qui en résultent par le processus de production- distribution-transaction de la MCS. Les paramètres de la MCS doivent alors être ajustés de manière à réduire ces écarts jusqu'à un seuil jugé acceptable. Le calibrage une fois terminé, les dépenses des ménages sont rendues endogènes : ces dépenses correspondent exactement aux revenus générés dans la MCS. Une note méthodologique plus détaillée est présentée dans l'annexe 1.

42. Le premier niveau de la MCS, correspondant à l'économie de base est le plus simple à construire : à chaque catégorie de ménages est associée une demande de biens et services de base, dont la composition peut être appréciée à l'aide de enquêtes de consommation et d'investissement des ménages. On fait ici l'hypothèse que, pour chacune des catégories de ménages considérées, la demande de base est identique pour tous les pays de la région qu'elle est invariable dans le temps, en prix constants, et donc indépendante de la conjoncture.

est entièrement satisfaite par la production locale, sans importations ni exportations ni transferts extérieurs : la valeur ajoutée correspond à la demande finale, un tableau des échanges inter-branches, une matrice d'affectation de la valeur ajoutée aux divers agents (ménages et administrations) et une matrice de transferts entre agents assurant l'équilibre entre offre et demande et entre revenus et dépenses au sein de ce niveau de l'économie. Le deuxième niveau de la MCS, correspondant à l'économie exposée, est plus complexe car il fait intervenir les transactions avec l'extérieur.

43. La feuille de calculs de la MCS simplifiée utilisée ici est divisée en deux parties. La première partie contient tous les paramètres. La seconde partie contient tous les tableaux intermédiaires et les tableaux finaux. Les feuilles de calculs correspondant à une même entité à diverses dates, ou à diverses entités liées par des relations d'échanges, sont rassemblées dans un même classeur. La feuille de calculs relative à la région Afrique de l'ouest hors Nigéria et à l'année 1990 est présentée en annexe 2 à titre d'exemple.

44. La première section de la première partie des feuilles de calculs est consacrée à l'introduction des variables démographiques et des indicateurs macro-économiques qui sont automatiquement chargés à partir de la base de données démographiques WALTPS et de la base de données économiques de la Banque Mondiale (World Tables, édition 1993). D'une manière générale, les données relatives aux flux de biens et services et aux flux financiers entre l'entité considérée et le reste du monde sont reprises telles quelles dans la MCS, comme des conditions aux limites imposées au système¹³. Les agrégats retenus ont généralement pour origine les balances des paiements. Quant aux agrégats et indicateurs macro-économiques internes des comptes nationaux, tels que la valeur ajoutée par branche et le produit intérieur brut (PIB), la consommation, l'investissement, l'épargne,..., ils ne sont utilisés que pour calibrer les paramètres de la feuille de calcul (introduits manuellement dans la section B) et pour comparer les agrégats déduits de la MCS aux agrégats officiels correspondants.

¹³ Les agrégats introduits dans la MCS correspondent en fait à la moyenne arithmétique des valeurs prises par ces agrégats pour trois années consécutives (exemple : la valeur retenue pour les exportations de 1990 est la moyenne des exportations de 1989, 1990 et 1991).

45. La deuxième section de la première partie de la feuille de calcul contient tous les autres paramètres de la MCS, dont le nombre a été réduit au minimum nécessaire. Bien que tous interviennent dans les résultats, un petit nombre d'entre eux jouent un rôle particulièrement significatif, surtout pour la construction des images à long terme. Les paramètres les plus sensibles sont relatifs à deux groupes de variables, liés le premier à la population et à l'économie des ménages, et le second aux échanges externes.

46. Les paramètres les plus importants de la matrice de peuplement sont le taux de croissance de la population totale, le niveau d'urbanisation et le taux de croissance de la population urbaine. Avec les autres paramètres démographiques tels que le taux de croissance naturelle, ces taux déterminent la transformation de la matrice de peuplement, les soldes migratoires internes et externes, les besoins d'investissement résidentiel et de fonction locale et les activités dérivées. Les paramètres les plus importants de la structure de la dépense des ménages sont la répartition de la dépense par poste et par catégorie des ménages à l'année considérée, l'élasticité de la dépense alimentaire et de la dépense des autres biens et services non alimentaires par rapport au revenu total des ménages, et le contenu en importation des différents postes de consommation. Ces élasticités et l'évolution, souvent divergente, du contenu en importation de la dépense alimentaire et de la dépense non alimentaire influent fortement sur l'évolution des rapports de revenu et de productivité entre les secteurs agricole et non agricole et les milieux urbain et rural à prix constant.

47. En ce qui concerne les échanges extérieurs de biens et services, la question la plus difficile à résoudre concerne l'estimation des échanges intra-régionaux, pour lesquels on ne dispose pas de statistiques fiables. Les exportations officielles sont estimées à partir des déclarations des pays importateurs, apparemment moins aberrantes que les statistiques d'exportation des pays (sauf pour les échanges intra-régionaux), et à l'aide des balances des paiements. Aux échanges extérieurs officiels totaux ainsi obtenus, on ajoute des échanges non enregistrés, supposés représenter une fraction faible (variable selon les pays, de l'ordre de 4% en moyenne régionale) des échanges enregistrés totaux. L'évaluation des échanges non enregistrés, forcément très fragile, est calée sur les bribes d'information tirées des études monographiques existantes (voir notamment les études des sous-espaces "ouest", "centre" et "est" réalisées par le Club du Sahel). A l'exception des produit pétroliers pour le Nigeria, ces échanges non enregistrés sont affectés par hypothèse au commerce intra-régional. Pour la construction des images à long terme, les hypothèses faites concernant l'évolution des exportations par type de biens et services vers le reste du monde et vers la région jouent un rôle fondamental (voir troisième partie).

48. Concernant les Transferts nets en capital public et privé du reste du monde et service de la dette, les données sont directement déduites des statistiques des balances des paiements ; elles ne devraient donc pas poser de problème. Cependant, outre les transferts liés à l'aide publique au développement et aux prêts publics et privés à long terme, les balances des paiements font toujours apparaître des "autres mouvements de capitaux à court terme", très volatiles et dont la prise en compte n'est pas évidente.

49. Outre les variations de réserves, les "autres mouvements de capitaux" peuvent être la trace d'erreurs sur les autres postes de la balance des paiements, de déséquilibres résultant entre autres des conversions en prix constants, des conversions en devises et des changements de parité monétaire, d'échanges extérieurs non enregistrés (exemple:

exportations clandestines de pétrole ou de produits interdits), ou encore de transferts de fonds non enregistrés (fuites de capitaux). Leur importance relative est forte dans les pays de la région, tant en zone CFA que dans les pays à monnaie non convertible, au Nigeria en particulier. Il est tenu compte de ces autres mouvements de capitaux dans les comptes de l'année de base et des années antérieures, ce qui revient à recalibrer l'économie officielle pour tenir compte des transactions non enregistrées. Dans les projections à long terme, le poste "autres mouvements de capitaux" sont supposés décroître à un taux de l'ordre de 5% par an.

50. Les transferts officiels nets totaux publics et privés (y compris l'investissement direct) de l'année de base et des années antérieures servent à calculer un ratio de transfert net par habitant pondéré (tenant compte des migrations internes et externes). C'est ce ratio qui est projeté, avec une hypothèse de taux de croissance qui peut être fixée à volonté. Ces transferts en capital (y compris l'investissement direct privé) nets des amortissements effectifs sont, à l'échelle régionale, assez modestes, puisqu'ils sont de l'ordre de 5% du produit régional moyen par tête. Déduction faite des intérêts effectivement payés au titre de la dette extérieure, ces transferts nets sont même pratiquement nuls en 1990 ! Mais la situation diffère de pays à pays, et l'affectation prioritaire de ces transferts et investissements directs à l'investissement public et privé en fait un paramètre important des images à long terme.

1.3.2 Différences entre les comptes issus de la MCS démoéconomique et les comptes nationaux

51. La démarche de construction de la MCS brièvement résumée ci-dessus est différente de celle des comptes nationaux habituels. En effet, le point d'entrée dans la MCS est la structure de la dépense des ménages et la production des diverses branches est obtenue comme un résultat, alors que, dans les comptes nationaux, ces productions sont introduites comme des données exogènes, fournies à l'aide d'enquêtes ou par toute autre voie et que la consommation finale est obtenue par solde.

52. Si les agrégats des comptes nationaux et de la MCS avaient la même définition, ces deux méthodes devraient, en théorie, conduire à des résultats semblables, puisque les comptes doivent être équilibrés. En pratique, cependant, de nombreux éléments aussi bien de la dépense des ménages que de la production sont insaisissables directement par enquête. Comment mesurer la production du secteur informel, dont les unités de production ont des contours si mal définis ? Comment apprécier la production de l'économie souterraine (non enregistrée) ? Comment tenir compte de la dépense des élites, qui échappent toujours aux enquêtes budget-consommation ? A ces différences tenant à l'imperfection des données statistiques, s'ajoutent celles résultant des différences de définition des agrégats et indicateurs. Le PIB de la MCS, qui est censé refléter l'économie réelle, inclut l'économie non enregistrée, à la différence du PIB officiel, et utilise une définition plus large de l'investissement privé et donc de l'épargne privée.

53. Pour ces deux raisons, la MCS fournit une image différente de la production, des transactions économiques, du PIB et de ses diverses composantes. Cette deuxième image est floue et partielle. Pour ce qui concerne les comptes financiers, elle est sans doute plus contestable et sûrement plus squelettique que l'image officielle. Mais elle est sans doute plus pertinente pour ce qui concerne les modalités de la production et de la consommation des biens et services qualifiés (malencontreusement) de non échangeables.

Bien que simpliste et sans doute déformée, cette deuxième image a l'avantage de fournir une autre interprétation de la manière dont fonctionnent les économies des pays en voie de peuplement, caractérisées par d'importants déséquilibres spatiaux et socio-économiques, cohérente avec les informations disponibles sur la population, sa répartition, et son comportement. Une meilleure compréhension du fonctionnement de l'économie réelle devrait, à terme, émerger de la confrontation des deux images issues respectivement des comptes nationaux et de la MCS démoéconomique.

1.3.3 Peut-on utiliser les MCS pour apprécier la croissance économique sur la longue durée ?

54. Si la notion de croissance économique est identifiée à celle d'un agrégat comme le PIB, dans l'état des informations disponibles, on ne peut répondre positivement à cette question que pour un pays donné pris séparément, et encore sous d'importantes réserves. A l'échelle de la région, la réponse à cette question est malheureusement négative, sauf pour certains secteurs de l'économie comme l'agriculture pour lesquels on dispose de données en volume comparables d'un pays à l'autre et d'une année à l'autre. Au niveau de l'ensemble de l'économie, il y a de telles distorsions dans l'évolution des prix relatifs intérieurs et extérieurs et de telles incohérences entre les déflateurs utilisés dans les différentes bases de données existantes que toute tentative d'évaluation de la croissance globale se heurte à des difficultés insurmontables.

55. On a donc dû se contenter de calculer les MCS de divers ensembles territoriaux considérés dans une unité de compte commune de l'année considérée (le dollar courant des Etats-Unis). La comparaison des MCS correspondant à diverses dates met en évidence des différences de structure intéressantes (relatives par exemple à la contribution du milieu urbain, du secteur informel, ou du Nigeria au Produit Régional Brut), qui n'apparaissent pas dans les comptes nationaux habituels. Mais il semble tout aussi impossible d'exprimer ces MCS dans une unité de compte fixe (par exemple le dollar de l'année de base 1990) et d'en déduire des taux de croissance que de calculer la croissance économique régionale à partir de l'évolution du PIB des pays en valeur courante.

1.3.4 Les "modèles" démoéconomiques

56. Le cadre de comptabilité démoéconomique, qui est conçu pour présenter les comptes du pays considéré à une date et dans une situation données, peut aussi être utilisé pour la construction de "modèles démoéconomiques". Ces "modèles" permettent de déduire la valeur des variables considérées comme endogènes à partir d'un ensemble de relations de comportement et d'un ensemble de paramètres et de variables considérés comme indépendants. Ces "modèles démoéconomiques" ont pour seule vocation de construire des tableaux de l'économie du pays ou de la région considérée qui respectent un certain nombre de cohérences entre les variables démographiques, socio-économiques et macro-économiques. Ils permettent en particulier d'associer à des images du peuplement (répartition spatiale de la population) et de la société (distribution de la population entre les catégories sociales, disparités de revenus,..) des images compatibles de l'économie et des flux et transactions au sein du pays ou de la région considérés. Lorsque ces "modèles" sont utilisés pour projeter une image de l'économie du pays ou de la région à une date différente de l'année de base, ils fonctionnent à prix relatifs (intérieurs et extérieurs) constants. Il est toutefois possible dans certaines versions d'introduire des variations d'un petit nombre de prix relatifs, comme les prix agricoles

par rapport aux prix des autres biens et services. De tels "modèles" ne prétendent pas expliquer la croissance économique à moyen ou long terme. Ils doivent donc être utilisés conjointement avec d'autres outils, par exemple les modèles macro-économiques classiques.

57. Diverses versions du cadre de comptabilité démoéconomique et diverses variantes des "modèles démoéconomiques" qui en dérivent sont utilisées dans l'étude WALTPS. La version la plus complète est adaptée à l'étude des relations entre le milieu urbain et le milieu rural ou entre deux régions d'un même pays, cependant que la version simplifiée (utilisée dans ce rapport) est adaptée à l'étude des évolutions démographiques et économiques sur la longue durée et à l'échelle nationale ou régionale.

II ANALYSE DEMOECONOMIQUE DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST : ANNEE DE BASE 1990, ET RETROSPECTIVE 1960-1990

58. Des matrices de comptabilité sociale un peu plus détaillées que celles décrites ci-après ont été esquissées pour la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Ghana, en utilisant une version du cadre de comptabilité démoéconomique faisant intervenir davantage de variables (une dizaine de catégories de ménages au lieu de quatre, une trentaine de branches au lieu d'une dizaine,...). Ces MCS plus détaillées ont servi à calibrer les paramètres intervenant dans la version simplifiée utilisée ici. Dans le même but de calibrage de l'approche régionale, des MCS simplifiées ont par ailleurs été esquissées pour chacun des douze pays les plus importants de la région pris séparément. Enfin, en s'appuyant sur les résultats précédents, des MCS simplifiées ont été esquissées pour la sous-région formée par les 18 pays d'Afrique de l'ouest hors Nigéria et la région dans son ensemble pour l'année 1990, choisie comme année de base, et pour les années 1980 et 1970. De plus, une image 1960 simplifiée a été déduite du rapport de première boucle, sur la base des agrégats en parité de pouvoir d'achat. Pour les raisons rappelées précédemment, les MCS sont présentées en dollars courants, les taux de conversion utilisés étant les taux de change parallèles de l'année.

59. Au niveau d'agrégation le plus élevé, il est commode de distinguer deux sous-régions constituées l'une par le Nigéria, l'autre par l'ensemble des 18 autres pays. Ce découpage est justifié pour plusieurs raisons. La première est que la marge d'incertitude sur tous les paramètres relatifs au Nigéria est nettement plus grande que celle affectant les autres pays importants de la région. La seconde raison est que le groupe des 18 pays forme un ensemble certes hétérogène, mais d'un seul tenant et de poids démographique et économique total comparable à celui du Nigéria. La troisième raison est que le Nigéria constitue, de loin, le principal pôle de structuration de l'économie régionale et des échanges régionaux. Il est donc important, au moins dans un premier temps, de mettre en évidence les disparités, complémentarités et échanges entre le Nigéria et l'ensemble des autres pays.

60. Présentons donc successivement, pour l'année de base 1990, la MCS des 18 pays, puis celle du Nigéria, et enfin celle de l'ensemble de la région Afrique de l'ouest (19 pays), dans laquelle on tentera de mettre en évidence quelques éléments constants des échanges entre ces deux sous-ensembles. Les agrégats et ratios de 1990, établis en dollars courants, sont comparés à ceux de la MCS de 1980, également établis en dollars courants de 1980, et que l'on n'a pas cherché à convertir en dollars constants pour les raisons évoquées précédemment. Bien que, sur la période 1980-1990, la variation des prix extérieurs et intérieurs ait été relativement modérée par comparaison avec les décennies antérieures (sauf pour ce qui concerne le pétrole), les taux de croissance en valeur enregistrés sur cette période ne doivent pas être assimilés à des croissances en volume. Ils ne sont reproduits ici que pour apprécier les différences de variation entre les divers agrégats. Les MCS des années antérieures seront brièvement décrites dans la dernière section.

61. Bien que le secteur informel ne soit pas individualisé dans la version simplifiée de la MCS utilisée ici, on a, dans les tableaux de résultats finaux présentés ci-après, distingué dans la population non agricole et le PIB non agricole les contributions du secteur dit "informel" et le secteur dit "moderne" (public et privé). Pour tenir compte des observations recueillies sur le terrain lors de la deuxième boucle, la proportion de

population informelle de 1990 retenue ici est un peu supérieure à celle du rapport de première boucle. La valeur ajoutée non agricole informelle associée à la population informelle est ici estimée à l'aide d'une formule faisant intervenir le niveau d'urbanisation, la productivité agricole (principal secteur de départ des migrations vers les secteurs non agricoles) et la productivité moyenne, ou PRB par habitant¹⁴. La plausibilité des résultats ainsi obtenus de manière théorique a été vérifiée sur les trois pays pour lesquels on a pu établir des MCS plus complètes, dans lesquelles la population et les activités informelles sont individualisées¹⁵.

2.1 La MCS de la Région Afrique de l'ouest : situation 1990 et tendances 1980-1990

2.1.1 La MCS de la sous-région Afrique de l'ouest hors Nigéria (18 pays)

62. L'ensemble de la feuille de calcul correspondant à cette sous-région pour l'année de base 1990 est présenté à titre d'exemple en annexe 2. Les trois tableaux de synthèse ci-après rassemblent quelques résultats importants : le premier permet de comparer les principaux agrégats macro-économiques obtenus à ceux fournis par les World Tables. Les deux derniers tableaux rassemblent les principaux agrégats et indicateurs démoéconomiques agricoles et non agricoles, urbains et ruraux, privés et publics qui seront pris en compte dans les images à long terme présentées en troisième partie.

63. Le Produit Régional Brut (PRB) réel total de l'année 1990 calculé à partir de la MCS, soit 70 milliards de dollars. Ce PRB est supérieur d'environ 40 % au PRB résultant des comptes nationaux officiels. La différence s'explique en grande partie par la prise en compte de l'économie non enregistrée (monétarisée ou non). Le PRB total noté Y dans les tableaux joints est la somme du PRB de l'économie de base, noté Y1, et du PRB de l'économie exposée, noté Y2. Le PRB de base contribue à environ 30 % du PRB réel total de 1990. Le PRB moyen par habitant, noté y, qui résulte de cette MCS s'élève ainsi à 691 dollars par habitant, dont environ 200 dollars correspondant au niveau de base.

64. La répartition du PRB total entre les secteurs et entre les pays de la région est aussi quelque peu différente de celle qui résulte des comptes nationaux des différents pays. Il faut, pour le voir, se reporter aux MCS nationales esquissées pour les principaux pays. Ces esquisses ne sont pas présentées ici, d'abord parce que ce n'est pas l'objet de ce rapport, mais aussi parce que les bases statistiques sur lesquelles ces MCS nationales ont été préparées sont extrêmement superficielles. Cependant, au moins trois MCS nationales (de Côte d'Ivoire, du Cameroun et du Ghana) ont pu être esquissées avec des bases de données relativement détaillées, permettant notamment un recoupement avec les résultats des enquêtes budget-consommation des ménages. Ces exercices suggèrent par exemple que le PIB des comptes

¹⁴ Voir le rapport de première boucle de l'étude WALTPS, SAH/D(93)402.

¹⁵ Voir l'étude de cas du Ghana effectuée par une équipe d'experts ghanéens dans le cadre de l'étude WALTPS et l'esquisse de NLTPS de Côte d'Ivoire préparée par J.M.Cour dans le cadre du programme d'appui du PNUD à la préparation des NLTPS. Ces deux documents utilisent la version détaillée du cadre de comptabilité démoéconomique.

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

PRINCIPAUX AGREGATS DES COMPTES NATIONAUX ANNEE 1990
 ECONOMIE REELLE
 EN MONNAIE LOCALE, EN MILLIARDS DE US DOLLAR PRIX ANNEE DE BASE 1990

	SECTEUR PRIVE	SECTEUR PUBLIC	TOTAL PAYS	MILIEU URBAN	MILIEU RURAL	POUR CONTROLE, DONNEES WT9		
						PRIVE	PUBLIC	TOTAL
CONSOMMATION	47.5	10.2	57.7	34.9	22.8	38.9	7.2	46.1
INVESTISSEMENT BRUT	10.4	4.8	15.3	11.3	4.0			7.6
EPARGNE INTERIEURE BRUTE	7.9	3.2	11.1	7.2	3.9			5.0
BALANCE INVESTISSEMENT - EPARGNE	2.6	1.6	4.2	4.0	0.1			2.6
EXPORTATIONS FOB TOTALES			13.3					12.5
DONT EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE			11.9					
DONT EXPORTATIONS VERS LA REGION			1.4					
IMPORTATIONS CIF TOTALES			16.6					15.3
DONT IMPORTATIONS DU RESTE DU MONDE			15.2					
DONT IMPORTATIONS DE LA REGION			1.3					
TRANSFERTS COURANTS NETS RECUS DU RDM	0.3	-1.2	-0.9			0.3	-1.2	-0.9
TRANSFERTS COURANTS PAYES A LA REGION	0.9		0.9			0.9		0.9
TRANSFERTS COURANTS RECUS DE LA REGION	0.9		0.9			0.9		0.9
BALANCE IMPORT - EXPORT TOTALES			3.3					2.8
BALANCE IMPORT - EXPORT - TRANSFERTS COURANTS			4.2					3.7
TRANSFERTS EN CAPITAL RECU DU RDM	0.1	4.1	4.2					4.2
PRODUIT INTERIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS TAXES INDIRECTES ET TAXES IMPORT-EXPORT	50.5	5.4 13.9	55.8 13.9	32.7 11.7	23.1 2.1			
PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHE	50.5	19.2	69.7	44.5	25.3			51.1
TAUX D'INVESTISSEMENT BRUT	0.21	0.25	0.22	0.25	0.16			0.15
PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT (US \$ / HAB)			691	1383	368			506

DONNEES DE PEUPLEMENT
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	41	49	58	69	1.9	1.7	1.7	1.7
POPULATION URBAINE	U	7	12	20	32	6.0	5.7	4.7	5.5
POPULATION AGRICOLE	PP	40	49	59	71	2.1	2.0	1.8	2.0
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	8	12	19	29	4.4	4.6	4.5	4.5
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	4	6	10	20	4.4	5.6	6.6	5.5
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	4	6	9	10	4.4	3.5	1.3	3.1
POPULATION TOTALE	P	47	61	78	101	2.6	2.6	2.5	2.6
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.25	0.32	0.41	2.3	2.6	2.6	2.5
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.19	0.26	0.32				
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.50	0.55	0.67				

PRODUIT REGIONAL BRUT
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	6	7	9	12	2.5	2.0	3.2	2.6
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	0	0	4.0	3.0	-3.1	1.2
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	2	3	3	9.3	2.8	1.1	4.3
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	7	10	12	16	3.7	2.2	2.6	2.8
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	2	3	5	9	5.3	5.7	5.7	5.6
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	16	24	35	39	4.1	4.0	1.3	3.1
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	18	27	40	49	4.2	4.2	2.0	3.5
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	24	36	52	64	4.1	3.7	2.1	3.3
PRODUIT REGIONAL BRUT REEL	Y	27	40	57	70	4.1	3.7	2.1	3.3
PRB RURAL	Y (R)	16	20	23	25	2.7	1.3	0.8	1.6
PRB URBAIN	Y (U)	11	19	34	44	5.8	5.8	2.9	4.8
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	7	10	15	20	3.3	3.4	3.5	3.4
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	19	29	42	49	4.4	3.8	1.5	3.2
RATIOS									
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.03	0.03	0.04	0.02				
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.12	0.21	0.22	0.19				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.59	2.74	3.32	3.12				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.72	0.73	0.77	0.76				
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.41	0.48	0.59	0.64				
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.28	0.26	0.26	0.29				

**VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
ECONOMIE REELLE**

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL									
EN US\$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	121	121	114	122	-0.1	-0.6	0.7	0.0
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	5	5	5	3	1.4	0.4	-5.5	-1.3
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	18	34	35	30	6.6	0.2	-1.4	1.7
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	160	154	155	1.1	-0.4	0.0	0.3
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	372	438	512	484	1.6	1.6	-0.6	0.9
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	561	651	725	691	1.5	1.1	-0.5	0.7
PRB DE BASE PAR HABITANT	$y1 = Y1 / P$	158	170	185	203	0.7	0.9	0.9	0.8
PRB EXPOSE PAR HABITANT	$y2 = Y2 / P$	403	480	539	489	1.8	1.2	-1.0	0.6
PRODUCTIVITE									
EN US\$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	$a = A/PP$	172	200	204	219	1.5	0.2	0.7	0.8
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	$a - (A1+A2)/P$	46	74	84	94	4.7	1.3	1.1	2.4
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P NON AGRICOLE	am / a	0.27	0.37	0.41	0.43	3.2	1.1	0.4	1.6
PRODUCTIVITE INFORMELLE	$b = B/PNP$	2247	2204	2113	1655	-0.2	-0.4	-2.4	-1.0
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	$b1 = B1 / PNP1$	477	519	522	479	0.8	0.1	-0.8	0.0
PRODUCTIVITE MOYENNE	$b2 = B2 / PNP2$	4016	3888	4058	4042	-0.3	0.4	-0.0	0.0
	$y = Y/P$	561	651	725	691	1.5	1.1	-0.5	0.7
PRODUCTIVITE RURALE	$y(R) = Y(R) / R$	384	416	400	368	0.8	-0.4	-0.8	-0.1
PRODUCTIVITE URBAINE	$y(U) = Y(U) / U$	1672	1642	1655	1383	-0.2	0.1	-1.8	-0.6
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	$b1 / a$	2.8	2.6	2.6	2.2				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	$b2 / b1$	8.4	7.5	7.8	8.4				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	13.0	11.0	10.4	7.6				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	$y(U) / y(R)$	4.3	3.9	4.1	3.8				

nationaux officiels pourrait être surestimé d'au moins 30 % dans le cas du Cameroun et sous-estimé d'environ 30 % dans le cas de la Côte d'Ivoire. Ces indications sont bien entendu sujettes à caution. Seules des études détaillées par les services de la comptabilité nationale des pays eux-mêmes permettraient d'arriver à des conclusions précises.

65. L'investissement et l'épargne ont enregistré les plus faibles croissances de tous les agrégats macro-économiques (-6 % et -10 % respectivement sur l'ensemble de la période). Mais la valeur de l'investissement privé (et donc de l'épargne privée) calculée dans la MCS est de l'ordre du double des estimations des comptes officiels, tant en 1980 qu'en 1990. Cette différence importante résulte de ce que, dans la MCS, les investissements résidentiels des ménages (et d'hébergement des activités associées) sont calculés de manière à tenir compte de l'évolution et de la croissance de la surface bâtie et du coût de la construction¹⁶. Or, ces investissements résidentiels constituent le poste le plus important des investissements privés, de même que les investissements de travaux publics et de bâtiments constituent la majeure partie des investissements publics. Cet exercice amène à se demander si l'accumulation de capital privé n'est pas largement sous-estimée dans les comptes officiels. En 1990, le taux d'investissement régional brut serait ainsi de 22 %, contre 15 % d'après les comptes officiels.

66. Les importations et les exportations sont légèrement supérieures aux chiffres résultant des balances des paiements, la différence s'expliquant par la prise en compte du commerce intra-régional non enregistré. La balance importations moins exportations (3.3 milliards de dollars, soit 5% du PRB) et le transfert courant net vers la région et le reste du monde (0.9 milliards de dollars) sont compensés par un transfert net en capital de 4.2 milliards de dollars, équivalant à 6 % du PRB. Les seuls intérêts payés au titre de la dette absorbent l'équivalent de près du tiers de ces transferts en capital.

67. La valeur ajoutée agricole, qui représente en 1990 24% du PRB hors droits et taxes sur le commerce extérieur (contre 23 % en 1980), est composée pour 81% de produits destinés aux marchés intérieurs et (très secondairement) régionaux, contre 78% en 1980: le poids relatif des cultures d'exportation a fortement décliné au cours de la décennie 1980.

68. La valeur ajoutée agricole par habitant total A/P (155 dollars) est restée sensiblement au même niveau (toujours en dollars courants) qu'en 1980: les mauvaises performances en valeur obtenues sur l'agriculture d'exportation ont été en grande partie compensées par la croissance de la production pour le marché intérieur à un taux plus élevé que la population de la sous-région et par la baisse concomitante des importations alimentaires.

69. La valeur ajoutée agricole par agriculteur, ou productivité agricole moyenne "a" = A/PP, s'élève à 219 dollars en 1990, contre 204 dollars en 1980, soit une croissance de 0.7% par an, en dollars courants, en dépit de la régression en volume et en prix des

¹⁶ Pour tenir compte du fait que la région est en crise, le calcul de l'investissement résidentiel privé a été effectué en admettant un taux de sur-occupation important du parc existant. L'élasticité de la croissance de la surface et de la valeur du parc bâti par rapport à la croissance du nombre de résidents correspondants a été fixée à 0.7. Si cette élasticité de 0.7 est maintenue pendant une durée de dix ans, il en résulte que la surface habitable par personne (ou la valeur de l'unité d'habitation) diminue de l'ordre de 15 % par rapport à l'année de référence.

cultures d'exportation. Cette modeste croissance de la productivité agricole moyenne totale traduit une décroissance de la proportion d'agriculteurs dans la population totale due au processus d'urbanisation. La différence entre la valeur ajoutée agricole par agriculteur et son autoconsommation constitue un indicateur du revenu agricole brut par agriculteur, appelé ici "productivité marchande". Cette productivité marchande est de l'ordre de 100 dollars, elle s'est sensiblement accrue en dollars courants entre 1980 et 1990, malgré la baisse des recettes tirées des cultures d'exportation.

70. La valeur ajoutée non agricole représente 76% du PRB hors droits et taxes sur le commerce extérieur. Elle est composée pour 93% de biens et services destinés aux marchés intérieurs et régionaux. La valeur ajoutée non agricole par habitant, ou productivité non agricole moyenne "b", s'élève à 1655 dollars contre 2113 dollars en 1980. La productivité non agricole, mesurée en dollars courants, a donc baissé de près d'un quart entre 1980 et 1990, du fait de la crise qui frappe surtout le secteur moderne.

71. Le rapport b/a des productivités moyennes non agricole et agricole a chuté de 10.4 en 1980 à 7.6 en 1990. La contribution du milieu urbain au PRB s'est accrue de 56 % en 1980 à 60% en 1990, malgré la récession plus marquée de l'économie urbaine. Pendant la même période, le ratio moyen de productivité entre le milieu urbain et le milieu rural a baissé de 4.0 à 3.6. Ce dernier ratio est plus faible et varie moins que le ratio de productivité b/a du fait que chacun de deux milieux urbain et rural comporte des activités agricoles et non agricoles dans des proportions différentes. La baisse de ces deux ratios de productivité est à rapprocher du ralentissement du taux de croissance urbaine et des migrations.

2.1.2 La MCS du Nigeria: situation 1990 et évolution 1980-1990

72. Le Nigéria se distingue dans la région par le caractère éminemment incertain de toutes les données statistiques, que celles-ci concernent la démographie, la production de céréales ou de pétrole, le commerce extérieur et régional, les transferts et a fortiori le PIB et ses composantes. Ainsi, entre les deux dernières éditions du World Development Report de la Banque Mondiale, le Nigéria a "perdu" plus de 20 millions d'habitants. Le niveau d'urbanisation et la production de paddy et autres céréales varient du simple au double selon les sources. La production alimentaire de ce pays, telle que la FAO la réajuste dans ses annuaires sur la base des bilans alimentaires, sera-t-elle être révisée en baisse d'un bon quart lorsque cette institution entérinera les résultats - non encore publiés - du dernier recensement ? Comment cet ajustement sera-t-il répercuté sur les 41 années antérieures ? Plus généralement, avec une inflation de l'ordre de 100 % et un écart de l'ordre de 50% entre les taux de change parallèle et officiel, comment s'y retrouver dans les comptes exprimés en nairas ?

73. Toute tentative de reconstitution d'une image pas trop déformée de l'économie réelle du Nigéria se heurte inévitablement aux distorsions de toutes les statistiques, qu'elles soient établies en nairas courants, en nairas constants, ou en dollars au cours officiel ou au cours parallèle. Citons encore deux exemples simples de ces distorsions. Au début de la décennie 1970, après la guerre du Biafra, mais avant la grande période d'instabilité liée au boom pétrolier, les exportations, mesurées à l'aide de la balance des paiements, s'élevaient à 1.3 milliards de dollars. D'après les nationaux, ces exportations représentaient 8% du PIB dans les comptes en nairas courants, chiffre incroyablement bas, et .. 37 % du PIB dans les comptes en nairas constants, base 1987. Quant à la

répartition du PIB par secteur, toujours au début de la décennie 1970, l'agriculture était censée représenter 40 % du PIB total en nairas courants et.. plus de 50 % du PIB en nairas constants, ce qui était vraiment beaucoup pour le pays le plus urbanisé de la région ! Qu'en est-il en 1990 ? Toujours d'après les comptes nationaux, l'agriculture est encore censée représenter 36 % du PIB, alors que ce pays est urbanisé à près de 50 % et que les seules exportations officielles de pétrole représentent environ 40 % du PIB officiel !

74. Il ne faut pas attendre de la MCS qu'elle lève ces incertitudes. Mais cet exercice a au moins l'avantage d'être basé, pour ce qui concerne l'intérieur de la "boîte noire" de l'économie nigériane, sur des données sans dimension monétaire sur lesquelles on doit pouvoir se mettre d'accord, comme la population et sa répartition. Tous les calculs effectués ici reposent sur la prise en compte des conditions aux limites (flux entre le Nigéria et le reste du monde, mesurés en dollars) et sur un ensemble d'hypothèses de comportement en termes de dépense et de structure de production (taux d'intrants) qui sont explicitées et qui peuvent être modifiées si nécessaire. Les paramètres retenus pour la MCS du Nigéria sont proches de ceux constatés dans les autres pays de la région, à l'exception des contenus en importation qui sont évidemment fonction de la taille du pays (le Nigéria est plus intraverti que ses voisins du fait de sa taille) et de la conjoncture (la propension à importer est forte en période de boom et de monnaie surévaluée). Cette procédure règle l'épineuse question posée par la révision en baisse de la population, puisque les productions et consommations intérieures sont déduites de la population: la production alimentaire est automatiquement ajustée. Mais cette procédure ne peut lever les incertitudes liées à l'évolution erratique des prix relatifs intérieurs et extérieurs des décennies 1970-1990.

75. Avec toutes les réserves rappelées ci-dessus, voici quelques résultats extraits de la MCS du Nigéria ainsi construite pour l'année de base 1990 (voir les trois tableaux joints). Le PIB, évalué à 62 milliards de dollars, serait près de deux fois celui déduit des comptes nationaux convertis au taux de change officiel. La composition sectorielle de ce PIB serait assez différente de celle du PIB officiel : par exemple, la part de l'agriculture y est estimée à 17 % du PIB au coût des facteurs, contre 36 % dans les comptes nationaux. Cette reconstitution des comptes de l'économie réelle du Nigeria est certes très fragile. Mais elle redonne à ce pays un poids économique relatif dans la région plus conforme au sens commun, soit la moitié du total régional. Le PIB par habitant de 1990 serait d'environ 660 dollars, contre 690 en moyenne pour le reste de la région.

76. Pour l'année 1980, la même procédure conduit, en dollars courants, à une évaluation du PIB de 61 milliards de dollars, chiffre supérieur de 30 % seulement au PIB officiel. Il en résulte que, sur la période 1980-1990, le PIB par habitant aurait donc chuté de 25 % en dollars courants (de 870 à 660 dollars), soit plus fortement que ne l'indiquent les comptes nationaux et les annuaires de la Banque mondiale. Cette forte chute apparente du PIB par habitant résulte en grande partie de la chute des exportations (de 22 à 14 milliards de dollars entre 1980 et 1990 d'après la balance des paiements) et de la détérioration de la balance des transferts. Malgré la prise en compte de l'amortisseur constitué par le niveau de base de l'économie, la méthode suivie dans la MCS conduit peut-être à surestimer les effets de la contrainte extérieure. Dans un pays de la taille du Nigéria, le marché intérieur doit en effet avoir acquis une certaine inertie. La chute apparente du niveau de vie qui en résulte correspond-elle à la réalité ? Il faudra poser la question aux Nigériens. Mais les observations de terrain ne semblent pas contredire ces résultats.

NIGERIA

PRINCIPAUX AGREGATS DES COMPTES NATIONAUX ANNEE

1990

AGREGATS DERIVES DE LA MCS ET COMPARAISON AVEC LES AGREGATS DES COMPTES NATIONAUX

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIARDS DE US\$

	SECTEUR PRIVE	SECTEUR PUBLIC	TOTAL PAYS	MILIEU URBAN	MILIEU RURAL	POUR CONTROLE, DONNEES WT9		
						PRIVE	PUBLIC	TOTAL
CONSOMMATION	41.7	6.0	47.7	35.5	12.2	21.5	3.7	25.2
INVESTISSEMENT BRUT	8.8	0.9	9.8	8.2	1.5			5.1
EPARGNE INTERIEURE BRUTE	9.2	1.9	11.1	8.7	2.4			8.4
BALANCE INVESTISSEMENT - EPARGNE	-0.4	-0.9	-1.3	-0.5	-0.8			8.4
EXPORTATIONS FOB TOTALES			13.6					12.0
DONT EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE			12.6					
DONT EXPORTATIONS VERS LA REGION			0.9					
IMPORTATIONS CIF TOTALES			9.0					7.4
DONT IMPORTATIONS DU RESTE DU MONDE			8.0					
DONT IMPORTATIONS DE LA REGION			1.0					
TRANSFERTS COURANTS NETS RECUS DU RDM	0.0	-3.3	-3.3			0.0	-3.3	-3.3
TRANSFERTS COURANTS PAYES A LA REGION	0.0		0.0					0.0
TRANSFERTS COURANTS RECUS DE LA REGION	0.0		0.0					0.0
BALANCE IMPORT - EXPORT TOTALES			-4.6					-4.6
BALANCE IMPORT - EXPORT - TRANSFERTS COURANTS			-1.3					-1.3
TRANSFERTS EN CAPITAL RECU DU RDM	1.1	-2.4	-1.3					-1.3
PRODUIT INTERIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	50.2	3.2	53.4	39.5	13.9			
TAXES INDIRECTES ET TAXES IMPORT-EXPORT		8.7	8.7	8.1	0.6			
PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	50.2	11.8	62.1	47.5	14.5			33.6
TAUX D'INVESTISSEMENT BRUT	0.18	0.08	0.16	0.17	0.11			0.15
PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT (US \$ / HAB)			684	1045	302			359

DONNEES DE PEUPLEMENT
NIGERIA

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	34	40	41	48	1.6	0.2	1.7	1.2
POPULATION URBAINE	U	6	13	30	45	8.1	8.6	4.3	7.0
POPULATION AGRICOLE	PP	33	39	42	50	1.6	0.7	1.8	1.4
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	7	14	29	44	7.5	7.3	4.3	6.4
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	3	7	16	29	7.5	8.3	6.4	7.4
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	3	7	13	14	7.5	6.2	1.1	4.9
POPULATION TOTALE	P	40	53	70	94	2.9	2.9	2.9	2.9
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.21	0.36	0.69	0.88	5.8	6.5	2.5	4.9
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.15	0.25	0.42	0.49				
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.50	0.55	0.67				

PRODUIT REGIONAL BRUT

NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	5	6	7	10	1.5	1.2	3.4	2.0
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	0	0	-5.0	-5.0	12.7	0.6
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	0	0	0	0	-1.5	-1.3	-9.4	-4.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	6	7	7	10	1.2	1.0	3.1	1.8
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	1	3	7	11	9.6	8.1	4.5	7.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	8	20	40	39	9.4	7.4	-0.4	5.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	9	23	47	49	9.4	7.5	0.4	5.7
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	15	29	55	59	6.9	6.4	0.8	4.7
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	17	33	61	62	6.9	6.4	0.1	4.4
PRB RURAL	Y (R)	11	16	14	15	3.0	-1.0	0.3	0.8
PRB URBAIN	Y (U)	5	18	47	48	12.4	10.4	0.1	7.5
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	6	10	17	24	4.8	5.2	3.7	4.6
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	11	23	44	38	8.0	6.8	-1.6	4.3
RATIOS									
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.01	0.00	0.00	0.01				
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.08	0.06	0.05	0.01				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	1.61	3.50	6.52	5.03				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.62	0.78	0.87	0.83				
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.32	0.53	0.77	0.77				
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.38	0.31	0.28	0.39				

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL									
EN US\$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	132	115	98	103	-1.3	-1.6	0.5	-0.8
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	1	1	0	1	-7.7	-7.7	9.5	-2.3
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	12	8	5	1	-4.3	-4.0	-12.0	-6.8
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	145	124	103	105	-1.6	-1.8	0.2	-1.1
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	234	433	672	529	6.3	4.5	-2.4	2.8
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	426	625	870	664	3.9	3.4	-2.7	1.5
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	161	193	241	261	1.8	2.3	0.8	1.6
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	265	432	629	402	5.0	3.8	-4.4	1.4
PRODUCTIVITE									
EN US\$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	175	169	174	198	-0.4	0.3	1.3	0.4
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	42	53	76	94	2.3	3.7	2.1	2.7
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P NON AGRICOLE	am / a	0.24	0.31	0.44	0.47	2.7	3.4	0.8	2.3
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b = B/PPNP	1364	1621	1651	1132	1.7	0.2	-3.7	-0.6
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b1 = B1 / PNP1	373	452	440	368	1.9	-0.3	-1.8	-0.0
PRODUCTIVITE MOYENNE	b2 = B2 / PNP2	2355	2791	3131	2684	1.7	1.2	-1.5	0.4
	y = Y/P	426	625	870	664	3.9	3.4	-2.7	1.5
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	339	389	345	302	1.4	-1.2	-1.3	-0.4
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	916	1343	1586	1045	3.9	1.7	-4.1	0.4
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.1	2.7	2.5	1.9				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 / b1	6.3	6.2	7.1	7.3				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	7.8	9.6	9.5	5.7				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	2.7	3.5	4.6	3.5				

2.1.3 La MCS de l'ensemble de la région Afrique de l'ouest : essai d'évaluation des échanges intra-régionaux

77. La MCS de la région prise dans son ensemble est obtenue par agrégation des MCS des 18 pays et du Nigéria. En dollars courants, le produit régional brut total (PRB) est estimé à 132 milliards de dollars en 1990 contre 118 milliards de dollars en 1980. Le PRB moyen par habitant aurait ainsi régressé, toujours en dollars courants, de 794 dollars en 1980 à 678 dollars en 1990. La contribution de l'économie de base au PRB réel total aurait fortement augmenté de 27 % en 1980 à 34 % en 1990. Cette évolution, contraire au trend à long terme de baisse de l'importance relative de ce niveau de l'économie, est la conséquence de la crise. Alors que la population totale croissait d'un tiers, le PRB exposé n'a pas augmenté entre 1980 et 1990, cependant que le PRB de base croissait un peu plus vite que la population totale, du fait de la modification des besoins essentiels de la population résultant des migrations et de l'urbanisation.

78. Les deux matrices ci-après présentent les flux d'échanges de biens et services, dont les produits alimentaires, entre le Nigéria, la sous-région formée des 18 pays, et le reste du monde pour l'année 1990, ainsi que les taux de croissance estimés en dollars courants de ces échanges entre 1980 et 1990 et divers ratios utiles. Selon ces estimations, le commerce intra-régional total serait, en 1990, approximativement au même niveau qu'en 1980 (2.3 milliards de dollars). Mais la part de ce commerce intra-régional dans les importations totales des pays de la région aurait légèrement augmenté de 6% en 1980 à 9% en 1990. Cette croissance résulte de la chute du taux d'ouverture totale des économies de la région pendant la décennie. En proportion de la demande régionale totale de biens et services finaux, les importations sont en effet passées de 23 % en 1980 à 16 % en 1990, cependant que, en proportion des utilisations finales totales, les exportations sont passées de 22 % à 17 % (principalement du fait du Nigéria).

79. Le taux moyen d'ouverture des pays de la région (importations plus exportations sur PRB, y compris le commerce intra-régional) a fortement baissé de 58 % en 1980 à 40 % en 1990, principalement du fait du Nigéria. Le taux d'ouverture aux pays de la région (échanges intra-régionaux sur PRB) a chuté de 5 % à 4 % pour les 18 pays, et est resté pratiquement stable à 3 % pour la région prise dans son ensemble. Ce taux moyen d'ouverture intra-régional est de moins du tiers du niveau potentiel déduit du modèle économétrique mondial présenté par ailleurs.

80. La deuxième matrice présente de même les échanges alimentaires entre les sous-régions et avec le reste du monde. La part des importations (de toute provenance) dans la demande agro-alimentaire totale a fortement baissé de 18 % en 1980 (26 % au Nigéria et 14% dans les autres pays) à 11% en 1990 (9 % au Nigéria et 13 % dans les autres pays). Les importations agro-alimentaires totales ont baissé en moyenne au taux de 2.1 % par an (baisse de 7 % par an au Nigéria et croissance de 1.7 % dans les autres pays), cependant que les exportations agro-alimentaires restaient stables en valeur courante. L'excédent de la balance commerciale agro-alimentaire s'est donc légèrement accru au cours de la dernière décennie.

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

PRINCIPAUX AGREGATS DES COMPTES NATIONAUX ANNEE
ECONOMIE REELLE

1990

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIARDS DE US\$

	SECTEUR PRIVE	SECTEUR PUBLIC	TOTAL PAYS	MILIEU URBAIN	MILIEU RURAL	TAUX DE CROISSANCE		
						1990 TOTAL	-1990 URBAIN	RURAL
CONSOMMATION	89.2	19.2	108.4	70.4	38.0	1.84	1.71	1.51
INVESTISSEMENT BRUT	19.3	5.8	25.1	19.5	5.6	-1.88	-2.03	-1.32
EPARGNE INTERIEURE BRUTE	17.1	5.1	22.2	15.9	6.3	-1.47	-1.03	-2.51
BALANCE INVESTISSEMENT - EPARGNE	2.2	0.7	2.9	3.6	-0.7	-4.48	-5.46	-8.69
EXPORTATIONS FOB TOTALES			26.8			-2.08		
DONT EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE			24.5			-2.36		
DONT EXPORTATIONS VERS LA REGION			2.3			1.64		
IMPORTATIONS CIF TOTALES			25.5			-3.08		
DONT IMPORTATIONS DU RESTE DU MONDE			23.2			-3.43		
DONT IMPORTATIONS DE LA REGION			2.3			1.64		
TRANSFERTS COURANTS NETS RECUS DU RDM	0.3	-4.5	-4.2			4.08		
TRANSFERTS COURANTS PAYES A LA REGION	0.9		0.9			0.59		
TRANSFERTS COURANTS RECUS DE LA REGION	0.9		0.9			0.59		
BALANCE IMPORT - EXPORT TOTALES			-1.3			ERR		
BALANCE IMPORT - EXPORT - TRANSFERTS COURANTS			2.9			-4.48		
TRANSFERTS EN CAPITAL RECU DU RDM	1.2	1.7	2.9			-4.48		
PRODUIT INTERIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	100.7	8.5	109.2	72.2	37.0	1.46	1.78	0.92
TAXES INDIRECTES ET TAXES IMPORT-EXPORT		22.6	22.6	19.8	2.7	-0.47	-0.16	-2.47
PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHE	100.7	31.1	131.8	92.0	39.8	1.10	1.31	0.64
TAUX D'INVESTISSEMENT BRUT	0.19	0.19	0.19	0.21	0.14			
PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT (US \$ / HAB)			678	1185	341	-1.56	-3.04	-1.03

DONNEES DE PEUPLEMENT
AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
POPULATION									
POPULATION RURALE	R	75	89	99	117	1.8	1.0	1.7	1.5
POPULATION URBAINE	U	12	25	50	78	7.1	7.3	4.5	6.3
POPULATION AGRICOLE	PP	73	88	101	121	1.9	1.5	1.8	1.7
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	26	48	73	6.0	6.1	4.4	5.5
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	7	13	26	49	6.0	7.2	6.5	6.5
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	7	13	21	24	6.0	5.0	1.2	4.0
POPULATION TOTALE	P	87	114	149	194	2.7	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT									
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.30	0.47	0.60	4.0	4.6	2.5	3.7
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.22	0.34	0.40				
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.50	0.55	0.67				

PRODUIT REGIONAL BRUT
AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
PRODUIT REGIONAL									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	11	13	16	22	2.0	1.6	3.3	2.3
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	0	0	2.8	2.5	-1.8	1.1
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	2	3	3	6.5	2.2	0.3	3.0
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	16	19	25	2.6	1.7	2.8	2.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	3	6	12	20	7.3	6.9	5.0	6.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	24	43	75	78	6.2	5.7	0.4	4.0
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	50	87	98	6.3	5.8	1.2	4.4
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Y ₀	40	66	107	124	5.2	4.9	1.5	3.9
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	73	118	132	5.3	5.0	1.1	3.8
PRB RURAL	Y (R)	27	36	37	40	2.9	0.4	0.6	1.3
PRB URBAIN	Y (U)	16	37	81	92	8.4	8.2	1.3	5.9
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	14	21	31	45	4.0	4.4	3.6	4.0
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	30	52	87	87	5.8	5.2	0.0	3.7
RATIOS									
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.02	0.02	0.02	0.01				
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.10	0.15	0.16	0.12				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	3.05	4.52	3.86				
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Y ₀	0.68	0.75	0.82	0.79				
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.38	0.50	0.68	0.70				
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.32	0.28	0.27	0.34				

**VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE
AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)
ECONOMIE REELLE**

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT
PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX EN DOLLARS COURANTS POUR L'ANNEE 1990

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TAUX DE CROISSANCE			
						1960 -1970	1970 -1980	1980 -1990	1960 -1990
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL									
EN US\$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	126	118	106	113	-0.7	-1.0	0.6	-0.4
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	3	3	3	2	0.1	-0.2	-4.4	-1.5
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	22	21	16	3.7	-0.5	-2.4	0.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	143	130	131	-0.1	-0.9	0.1	-0.3
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	309	436	588	506	3.5	3.0	-1.5	1.7
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	639	793	678	2.5	2.2	-1.6	1.0
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	159	181	212	231	1.3	1.6	0.9	1.2
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	340	458	582	447	3.0	2.4	-2.6	0.9
PRODUCTIVITE									
EN US\$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/P	174	186	191	210	0.7	0.3	0.9	0.6
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	44	65	82	95	3.8	2.4	1.5	2.6
PART DU SURPLUS DE VAL. AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P NON AGRICOLE	am / a	0.26	0.35	0.43	0.45	3.1	2.1	0.6	1.9
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b = B/PNP	1835	1890	1835	1343	0.3	-0.3	-3.1	-1.0
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b1 = B1 / PNP1	428	483	473	413	1.2	-0.2	-1.3	-0.1
PRODUCTIVITE MOYENNE	b2 = B2 / PNP2	3242	3297	3500	3231	0.2	0.6	-0.8	-0.0
	y = Y/P	499	639	793	678	2.5	2.2	-1.6	1.0
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	364	404	378	341	1.1	-0.7	-1.0	-0.2
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	1310	1484	1614	1185	1.3	0.8	-3.0	-0.3
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS									
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.5	2.6	2.5	2.0				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 / b1	7.6	6.8	7.4	7.8				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	10.6	10.2	9.6	6.4				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	3.6	3.7	4.3	3.5				

81. Les échanges agro-alimentaires intra-régionaux auraient eux aussi légèrement baissé, de 1.0 milliard de dollars en 1980 à 0.9 milliard de dollars en 1990. La part de la région dans les importations agro-alimentaires totales des pays a légèrement augmenté de 13 % en 1980 à 14 % en 1990. Le taux moyen d'ouverture des pays de la région aux importations agro-alimentaires en provenance de la région serait ainsi de moins du quart du niveau potentiel déduit du modèle économétrique des échanges agro-alimentaires mondiaux présenté par ailleurs.

2.2 Rétrospective longue de l'évolution démoéconomique de la région: 1960-1990

82. Des MCS semblables à celles décrites ci-dessus ont été établies, sur les mêmes bases, pour l'année 1970, la plus ancienne pour laquelle on dispose des comptes nationaux et des agrégats nécessaires (avec quelques lacunes). Les résultats obtenus pour la sous-région des 18 pays hors Nigéria sont assez comparables à ceux déduits des comptes en parité de pouvoir d'achat redressés qui ont été présentés dans le rapport de première boucle. Par contre, la MCS du Nigéria conduit, pour 1970, à un PIB beaucoup trop faible, sauf à admettre que ce pays avait à l'époque un taux d'ouverture aux importations extrêmement faible, ou que ses exportations non enregistrées représentaient au moins autant que ses exportations officielles. N'ayant pu à ce jour trouver aucun élément permettant de choisir entre ces deux hypothèses, nous mettrons provisoirement de côté l'ensemble de la MCS de 1970 et partirons, pour l'analyse rétrospective 1960-1970, des agrégats en parité de pouvoir d'achat redressés présentés dans le rapport de première boucle de l'étude WALTPS.

83. Les agrégats régionaux de la période 1960-1980 sont donc reconstitués à partir des agrégats en parité de pouvoir d'achat et en prix constants, et exprimés en dollars de 1980, comme les agrégats de 1980 issus de la MCS présentée ci-dessus. Les agrégats de 1990 sont exprimés en dollars 1990. On aurait pu (et dû ?) convertir les agrégats de 1990 en dollars 1980 pour les rendre comparables à ceux des années antérieures. On ne l'a pas fait car le déflateur à utiliser varie beaucoup selon les secteurs et les pays. Cependant, si l'on retient comme déflateur celui des exportations, ce qui serait logique puisque les MCS ont été construites à partir des données du commerce extérieur, il se trouve que, en moyenne régionale, ce déflateur est faible : en prix 1980, les exportations (et le PIB, si on traite de même les autres flux externes) devraient être majorées par le coefficient 1.05 (mais nettement plus pour le seul secteur agricole).

84. L'évolution des agrégats et ratios démoéconomiques de la sous-région sur la période 1960-1990 ainsi obtenus figure dans le tableau ci-joint. Sur l'ensemble de la période, la population a été multipliée par 2.2 et le PRB total a triplé. Le PRB moyen par habitant s'est donc accru d'un peu plus d'un tiers. Mais le taux de croissance du PRB par habitant a été très variable dans le temps: + 2.5 % en 1960-1970, + 2.2 % en 1970-1980 et - 1.6 % en 1980-1990. Alors que la productivité rurale s'est maintenue autour de 340 à 400 dollars par habitant sur toute la période, la productivité moyenne urbaine a lentement augmenté de 1310 dollars en 1960 à 1530 dollars en 1980, puis a fortement chuté d'un tiers entre 1980 et 1990, revenant à environ 1100 dollars par habitant en 1990. Cette évolution récente résulte à la fois de l'informalisation croissante de l'économie urbaine et de la chute de la productivité moyenne du secteur moderne pendant la dernière décennie.

MATRICE DES ECHANGES INTRAREGIONAUX ET EXTERIEURS DU NIGERIA ET DU RESTE DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST**ECONOMIE REELLE****ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES**

VALEURS EN MILLIARDS DE US DOLLARS, PRIX ANNEE DE BASE 1990

ANNEE DE BASE :

1990

	NIGERIA	WA18	TOT. EXPORT INTRA WA	EXPORTATI VERS LE RD	TOTAL DES EXPORTATI	DONT NON ENREGISTR	B. & S. FINAUX UTILISES LE MARCHE INTERIEUR	GRAND TOT
NIGERIA		0.9	0.9	12.6	13.6	1.5	57.5	71.0
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA WA18 (18 PAYS)	1.0	0.4	1.4	11.9	13.3	0.8	73.0	86.3
TOTAL DES IMPORTATIONS INTRAREGIONALES WA	1.0	1.3	2.3	24.5	26.8	2.3	130.4	157.3
IMPORTATIONS EN PROVENANCE DU RESTE DU MONDE	8.0	15.2	23.2					
TOTAL DES IMPORTATIONS	9.0	16.6	25.5					
DONT IMPORTATIONS NON ENREGISTREES	1.5	0.8	2.3					
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX D'ORIGINE INTERIEUR	62.1	69.7	131.8					
TOTAL DES UTILISATIONS FINALES DE BIENS ET SERVICES	71.0	86.3	157.3					

PRINCIPAUX RATIOS CONCERNANT LES ECHANGES TOTAUX

	NIGERIA	WA18	WA
PART DES IMPORTATIONS TOTALES DANS LA DEMANDE TOTALE	0.13	0.19	0.16
PART DE LA REGION DANS LES IMPORTATIONS TOTALES	0.11	0.08	0.09
PART DES EXPORTATIONS DANS LE TOTAL DES UTILISATIONS DE BIENS ET SERVICES	0.19	0.15	0.17
PART DE LA REGION DANS LES EXPORTATIONS TOTALES	0.07	0.10	0.09
RATIO (IMPORT + EXPORT) TOTAL / PRODUIT REGIONAL BRUT	0.36	0.43	0.40
RATIO (IMPORT + EXPORT) INTRAREGIONAL / PRB (OUVERTURE INTRAREGIONALE)	0.03	0.04	0.03
RATIO (IMPORT + EXPORT) RESTE DU MONDE / PRB (OUVERT. DE LA REGION AU RDM)	0.33	0.39	0.36

TAUX DE CROISSANCE DES ECHANGES TOTAUX

	NIGERIA	WA18	WA
IMPORTATIONS TOTALES EN PROVENANCE DE LA REGION	3.0	0.8	1.6
IMPORTATIONS TOTALES EN PROVENANCE DU RESTE DU MONDE	-8.4	1.1	-3.4
IMPORTATIONS TOTALES	-7.7	1.1	-3.1
EXPORTATIONS TOTALES A DSTINATION DE LA REGION	7.2	-0.8	1.6
EXPORTATIONS TOTALES A DESTINATION DU RESTE DU MONDE	-5.0	1.7	-2.4
EXPORTATIONS TOTALES	-4.5	1.4	-2.1

MATRICE DES ECHANGES INTRAREGIONAUX ET EXTERIEURS DU NIGERIA ET DU RESTE DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST

ECONOMIE REELLE

PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES

ANNEE DE BASE :

1990

	NIGERIA	WA18	TOT.EXPORT INTRA WA	EXPORT AG VERS LE RD	TOTAL EXPO AGROALIME	B. & S. FIANUX AGROALIM SUR LE MARCHÉ INTERIE	GRAND TOT
NIGERIA		0.1	0.1	0.3	0.5	20.8	21.2
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA WA18 (18 PAYS)	0.4	0.3	0.7	7.4	8.1	26.0	34.1
TOTAL DES IMPORTATIONS INTRAREGIONALES WA	0.4	0.4	0.9	7.7	8.6	46.8	55.4
IMPORT. AGROALIM EN PROVENANCE DU RDM	1.6	3.9	5.4				
TOTAL DES IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES	2.0	4.3	6.3				
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX AGRICOLES D'ORIGI	19.2	29.8	49.1				
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX AGRICOLES	21.2	34.1	55.4				

PRINCIPAUX RATIOS CONCERNANT LES ECHANGES AGROALIMENTAIRES

	NIGERIA	WA18	WA
PART DES IMPORTATIONS TOTALES DANS LA DEMANDE AGROALIMENTAIRE TOTALE	0.09	0.13	0.11
PART DE LA REGION DANS LES IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	0.21	0.10	0.14
PART DES EXPORTATIONS DANS LA PRODUCTION AGRICOLE	0.02	0.24	0.16
PART DE LA REGION DANS LES EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES	0.30	0.09	0.10
Taux de croissance des échanges agroalimentaires	NIGERIA	WA18	WA
IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES EN PROVENANCE DE LA REGION	-0.3	-3.1	-1.8
IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES EN PROVENANCE DU RESTE DU MONDE	-8.2	2.5	-2.1
IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	-7.0	1.7	-2.1
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES A DESTINATION DE LA REGION	12.9	-3.1	-1.8
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES A DESTINATION DU RESTE DU MONDE	-9.4	1.1	0.3
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	-6.6	0.6	0.0

85. La productivité moyenne du secteur agricole s'est accrue lentement de 174 à 191 dollars entre 1960 et 1980, et plus rapidement depuis, elle atteint en 1990 210 dollars par agriculteur. La productivité agricole marchande a quant à elle plus que doublé, de 44 dollars en 1960 à près de 100 dollars en 1990. La part de l'agriculture marchande dans l'ensemble du secteur agricole s'est accrue de 26 % en 1960 à 45 % en 1990, en dépit de la baisse d'importance relative des cultures d'exportation.

86. La productivité moyenne du secteur informel, de l'ordre de 430 dollars par habitant en 1960, a atteint un maximum de 470 dollars en 1970 puis est retombée en 1990 à 410 dollars, soit un niveau proche du niveau initial. La productivité moyenne du secteur moderne a lentement augmenté jusqu'en 1980, puis a chuté de plus de 10 % pendant la dernière décennie, à environ 3200 dollars par habitant. L'écart de productivité moyenne entre le secteur informel et le secteur agricole, qui est resté stable autour de 2.5 jusqu'en 1980, a chuté à 2.0 en 1990. Et l'écart de productivité entre le milieu urbain et le milieu rural, de 3.6 en 1960-1970, est monté à 4.2 en 1980, puis est retombé à 3.3 en 1990.

2.3 Essai de diagnostic d'ensemble sur les performances démoéconomiques de la région au cours de la période 1960-1990

87. Rappelons tout d'abord les limites de cet exercice: il a pour objectif d'apprécier, autant que faire se peut, les implications réciproques entre les dynamiques de peuplement et les dynamiques économiques régionales. Le cadre de cohérence utilisé à cet effet (les matrices de comptabilité démoéconomiques) est forcément en partie "construit" (modélisé) puisque les comptes officiels ne fournissent pas toutes les données nécessaires. Cet exercice est fragile, et il soulève bien des questions d'ordre méthodologique, notamment pour ce qui concerne la prise en compte de l'économie non enregistrée, dont on sait seulement qu'elle est d'importance relative non négligeable et variable dans le temps, mais sur laquelle on ne dispose que d'informations qualitatives ou éparées¹⁷.

88. Malgré ses limites, cet exercice est utile car il incite à se poser des questions sur la plausibilité de certains agrégats et indicateurs issus des comptes officiels, qui ne sont pas toujours compatibles avec les dynamiques de peuplement, et il suggère une méthodologie d'élaboration de comptes satellites des comptes officiels qui devraient, à terme, permettre d'en améliorer la qualité et la signification.

89. Dans l'optique de l'étude WALTPS, les MCS régionales et les agrégats et indicateurs démoéconomiques tirés de ces MCS n'ont d'intérêt que dans la mesure où ils permettent d'apprécier la cohérence entre les projections économiques et les projections démographiques à long terme et de prévoir les changements structurels de l'économie qui accompagnent la redistribution de la population. Le cadre de cohérence fourni par la MCS peut alors servir à esquisser des images à long terme de l'économie régionale qui soient "compatibles" avec les images correspondantes du peuplement, et qui illustrent les effets probables des transformations structurelles correspondantes.

¹⁷ Pour une prise en compte plus exhaustive de l'économie non enregistrée, voir "*L'économie réelle du Zaïre*"; J.M. Cour, Banque Mondiale, 1988.

90. Ces réserves étant rappelées, voici quelques éléments de diagnostic qui se dégagent directement de cet exercice sur l'évolution de la région du point de vue de la démoéconomie, et qui amènent à nuancer et à interpréter de façon plus structurée le diagnostic dégagé de l'exploitation des comptes nationaux.

2.3.1 Les trois dernières décennies ont surtout été caractérisées par la croissance et la redistribution de la population régionale, et par les importants investissements de peuplement que cette croissance et cette redistribution rapides ont nécessités.

91. La population de la région a plus que doublé, de 87 millions d'habitants en 1960 à 194 millions en 1990, cependant que la population urbaine a sextuplé, de 13 à 78 millions d'habitants. Une grande partie du croît démographique a été accueillie par le secteur informel, dont l'effectif global a été multiplié par sept, et par plus de dix en milieu urbain.

92. Dans la phase actuelle de la transition démographique et du développement où se situe la région, l'investissement public et privé d'accueil des populations et des activités liées constitue nécessairement la forme la plus importante d'accumulation de capital. En Afrique de l'ouest, cet investissement d'accueil des populations et des activités est d'autant plus considérable (en proportion de l'économie) que le stock d'infrastructures et de bâtiments et l'investissement foncier rural et urbain hérités du passé précolonial étaient d'une extrême modestie : au début du siècle, la région ne possédait que très peu de pistes et de routes rurales et d'équipements publics de caractère pérenne. Les travaux entrepris durant l'intermède colonial et poursuivis depuis, sur des bases différentes, par les administrations et les populations des Etats indépendants n'ont pas suffi à rattraper le retard accumulé.

93. L'analyse démoéconomique de l'investissement résidentiel privé nécessité par l'installation de la population urbaine montre que, indépendamment des investissements de souveraineté et de prestige et des investissements considérés comme directement productifs, les villes qui croissent à des taux de 8 à 10 % par an doivent investir l'équivalent du tiers de leur PIB pour assurer, à niveau de service constant, l'élargissement de leur espace aménagé et bâti. Les enquêtes de terrain et les photographies aériennes nous confirment *a posteriori* que cet investissement a, tant bien que mal, été réalisé : les ménages ne vivent généralement pas dans la rue. A cet investissement résidentiel urbain, s'ajoutent l'investissement résidentiel rural et le renouvellement et l'amélioration progressive du parc existant. En régime de croisière et à l'échelle de la région, ce seul investissement résidentiel privé représente de l'ordre de 14 % du PRB dans les années 1960, 18 % dans les années 1970, et 14 % dans les années 1980. Ces taux peuvent varier avec la conjoncture, par surpeuplement et non-renouvellement du parc existant. Mais, sur la longue durée, il est peu vraisemblable que le taux d'investissement résidentiel privé puisse descendre notablement au-dessous de 15 % du PRB. A cet investissement résidentiel privé, s'ajoute l'investissement public d'accompagnement, qualifié ici d'investissement public de fonction locale (viabilisation des terrains, équipements publics..) dont le coût s'élève à environ un tiers de l'investissement résidentiel privé, soit environ 5 % du PRB, non compris les infrastructures et équipements publics à vocation nationale ou régionale (routes interurbaines ou les universités..). Au total, et en moyenne sur la longue durée, l'investissement public et privé de peuplement, directement lié à l'installation de la

population devrait donc s'élever à quelque 20 % du PRB, ce pourcentage pouvant fluctuer selon la conjoncture entre 13 % et 30 %. Cette moyenne de 20 % du PRB conduirait, pour le seul investissement de peuplement, à un chiffre dépassant le total de tous les investissements publics et privés rapportés par les comptes nationaux dans l'ensemble de la région sur la période 1970-1991.

94. L'accumulation de capital physique public (investissements d'infrastructure et d'équipements publics d'intérêt national et local) et surtout privé (habitat, boutiques, ateliers,...) que l'installation de la population et des activités dans le territoire exige, est mal repérée dans les comptes nationaux, surtout pour ce qui concerne l'investissement résidentiel privé. La MCS conduit à penser que l'investissement brut total de la région a été sensiblement supérieur aux estimations officielles. Pendant les années fastes (de 1960 à 1980), le taux d'investissement "réel" a sans doute été de l'ordre de 30 % du PRB hors Nigéria et de 20 % au moins au Nigéria, dont les deux tiers sont le fait du secteur privé. Malgré la crise et le ralentissement consécutif de la redistribution de la population, le taux d'investissement brut total est sans doute encore de l'ordre de 20 % aujourd'hui hors Nigeria. Le PRB cumulé sur trente ans étant de l'ordre de 3000 milliards de dollars, l'investissement réel brut de peuplement (hors amortissement) accumulé sur cette période est de l'ordre de 500 milliards de dollars, dont la valeur nette (même déduction faite des investissements de souveraineté et des "éléphants blancs") est sans doute de l'ordre de 300 milliards de dollars, soit plus de deux fois le PRB actuel. Le capital foncier et immobilier accumulé depuis 1960 serait donc en moyenne de l'ordre de 2000 dollars par habitant, ou encore de 800 dollars par habitant en milieu rural et 4000 dollars par habitant en milieu urbain. Cette accumulation de capital est d'un ordre de grandeur supérieur au total cumulé des transferts nets de ressources dont a bénéficié la région au cours des trois dernières décennies.

2.3.2 Ces investissements de peuplement, indispensables, n'ont pas été dépourvus d'efficacité sociale

95. La plupart des investissements de peuplement, consacrés à l'équipement du territoire et à l'aménagement du cadre de vie, sont des investissements à durée de vie longue (de l'ordre de la génération), et à rentabilité financière faible (sauf pour l'investissement dans l'habitat locatif de bas standing). On pourrait se demander si la région n'aurait pas dû accorder la priorité à d'autres formes d'investissements plus immédiatement et plus directement productifs que les investissements d'infrastructure et les investissements résidentiels. En fait, cette forme d'accumulation de capital, qui assure l'installation de la population dans le territoire, constituait pour la région un préalable indispensable. Au lendemain des indépendances, la région était en effet confrontée tout à la fois à un énorme déficit d'infrastructure et de capital foncier et immobilier hérité des époques antérieures, et à la nécessité de faire face à la croissance et à la redistribution de la population.

96. En matière de niveau relatif d'investissement et d'affectation de ces investissements aux infrastructures et au secteur résidentiel, la région ne procède d'ailleurs guère autrement que ne l'ont fait les pays aujourd'hui développés à une période comparable de leur histoire. Aux USA, par exemple, la moitié au moins de l'investissement total a été financée sur ressources extérieures jusqu'en 1860-1870, et plus des deux tiers de l'investissement total ont été consacrés à la mise en place du

peuplement. A la veille de la deuxième guerre mondiale, l'infrastructure et l'habitat représentaient encore respectivement quelque 40 % et 34 % de l'investissement total.

97. Si la région se distingue du reste du monde, c'est surtout dans les modalités de financement et de mise en oeuvre de ces investissements. L'investissement public d'infrastructures et d'équipement du territoire, en partie conçu et financé de l'extérieur, a beaucoup moins fait appel qu'ailleurs à la mobilisation des ressources locales (impôts locaux, corvées,...) et aux entreprises locales. Il a donc généré davantage de déficits publics et de déficits extérieurs et il a eu moins d'effets induits sur l'économie locale. Quant à l'investissement privé, la quasi-inexistence de marché foncier et d'intermédiation financière a conduit les promoteurs à recourir à l'autofinancement (avec ses conséquences sur l'allongement de la durée des travaux) ou à des crédits à très court terme, la plupart du temps informels (tontines,...) et donc très onéreux.

98. Les investissements de peuplement, parfois mal conçus, souvent mal gérés et mal entretenus, ont cependant profondément modifié le "décor" dans lequel les divers acteurs jouent leur rôle. Il suffit de relire les rapports des fonctionnaires des administrations coloniales et les récits des voyageurs des années 1950 pour s'en convaincre. Ont-ils pour autant bien servi l'économie régionale ? Malgré la faible croissance économique mesurée en termes de productivité par secteur et de PRB total et malgré les mauvaises performances du secteur moderne, la réponse est plutôt positive si l'on en juge par le fait que la forte croissance démographique a pu être accueillie dans la région sans drame et - jusqu'à présent - sans conflit généralisé, et par le fait que la très grande majorité de cette population continue à satisfaire, tant bien que mal (sans paupérisation généralisée), ses besoins essentiels : s'occuper, se nourrir, se loger, s'habiller, mener une vie de relation, se distraire.

99. La crise économique actuelle a, certes, aggravé l'incidence de la pauvreté, notamment en milieu urbain. Mais, malgré la multiplication par dix du nombre d'urbains informels en trente ans, la MCS tend à montrer que le standard de vie de cette population, s'il n'a pas progressé, n'a pas non plus régressé. Cette conclusion est globalement confirmée par l'observation du terrain. On constate en effet que l'habitat des quartiers populaires est dans l'ensemble de qualité comparable, mais est aussi mieux équipé qu'il ne l'était il y a trente ans (raccordement aux réseaux d'eau potable et d'électricité, mobilier et équipement ménager). Les habitants de ces quartiers (mais aussi les ruraux) sont chaussés (la majorité vivait pieds nus en 1960) et se déplacent davantage et plus facilement qu'en 1960, souvent en autobus, taxis de brousse et parfois même en cars climatisés sur des routes d'une qualité permettant aux transporteurs d'investir dans un matériel moderne. Et, en trente ans, le nombre absolu d'habitants de la région qui jouissent de conditions de vie approchant celles de la classe moyenne des pays riches a approximativement décuplé¹⁸.

¹⁸ Pour plus de détails, voir l'analyse des profils socio-économiques des pays d'Afrique de l'ouest présentée dans le rapport: "Peuplement et économie en Afrique de l'ouest" de David Naudet, SAH/D(93)406.

2.3.3 L'effort d'investissement de peuplement est loin d'être terminé. Son financement pourrait cependant devenir moins problématique, à terme.

100. Cette proposition, qui devrait être étayée par des études plus approfondies, repose sur deux constats. Le premier est la décroissance structurelle (non liée à la conjoncture) des taux de croissance urbains, due à l'évolution du rapport U/R. En proportion de son propre PIB, l'investissement nouveau résidentiel et de fonction locale qu'une ville doit réaliser pour assurer, à niveau donné, la croissance de son espace aménagé et accueillir ses nouveaux habitants est réduit de moitié quand son taux de croissance diminue de 8 % (cas typique des années 1970) à 4%. L'effet net sur les besoins d'investissement urbain est cependant plus faible car les investissements antérieurs doivent être réhabilités et renouvelés. Le second constat est que la croissance du niveau d'urbanisation s'accompagne d'une déconcentration et d'une décentralisation qui devraient faciliter la mobilisation des ressources locales (cf l'exemple de la Côte d'Ivoire). Tout dépendra du rythme de la croissance économique future, mais plus le taux de croissance du PRB sera fort, plus les taux de migration et les besoins d'investissement de peuplement seront élevés, plus ils seront faciles à financer.

101. A de rares exceptions près comme la Côte d'Ivoire, le niveau d'infrastructure et d'équipement des quartiers populaires des villes de la région est souvent en deça de la capacité contributive de la population de ces quartiers. L'insuffisance de l'investissement public de fonction locale constitue un goulot d'étranglement de l'investissement privé et en réduit la rentabilité. La décélération de la croissance urbaine devrait être mise à profit pour relever progressivement le niveau quantitatif et qualitatif en matière d'investissement public de fonction locale¹⁹. Ce n'est donc sans doute pas avant l'horizon 2020 que la baisse du taux d'investissement de peuplement pourra libérer des ressources pour d'autres formes d'investissement plus directement productives.

2.3.4 La croissance économique des pays de la région est très dépendante de l'extérieur.

102. Du fait même de son mode de construction, et malgré le rôle amortisseur joué par le niveau non enregistré de l'économie, la MCS confirme les conclusions des rapports de D. Naudet sur le rôle moteur des échanges au loin, et sur la sensibilité des économies des pays de la région à la conjoncture extérieure. La forte chute de la croissance économique constatée dans la décennie 1980-1990 apparaît comme directement liée à deux facteurs principaux: la forte baisse, en volume et en prix, des exportations, qui, pour l'ensemble de la région, ont chuté de 29 milliards de dollars en 1980 à 26 milliards de dollars en 1990, et la baisse des transferts nets en provenance du reste du monde: en 1990, le solde des transferts nets est pratiquement nul, les intérêts payés par la région au titre de la dette équivalant à l'ensemble des transferts nets en capital²⁰. Le retournement de la conjoncture extérieure a mis en évidence la dépendance du processus de modernisation engagé dans la période faste des deux premières décennies: les ressources tirées des exportations et des transferts ont incontestablement permis une accumulation

¹⁹ La décélération signifie la réduction du taux de croissance de la population urbaine, et non la diminution de l'accroissement annuel absolu de celle-ci, qui dépend de la population urbaine déjà accumulée.

²⁰ Voir WALTPS document de travail no. 6. sur l'évaluation des transferts et de l'aide publique au développement. J.M. Cour et D. Naudet. SAH/D(93)434.

notable de capital et une élévation du niveau de vie moyen, mais ont aussi fragilisé les économies par le recours accru à l'endettement.

2.3.5 La croissance économique globale, modeste, est surtout liée à une redistribution de la population, sans gain notable de productivité, sauf dans le secteur agricole.

103. Le constat de la croissance extensive, déjà présenté dans le rapport de première boucle, a été repris plus en détail dans les documents de travail sur l'économie (cf D. Naudet). La quantification indicative permise par la MCS permet de préciser quelque peu le concept de croissance extensive.

a) Contribution de l'économie de base à la croissance globale

104. La part du PRB réel total provenant de l'économie de base a baissé de 32 % en 1960 à 27 % en 1980, puis, du fait de la crise, est remontée à 34 % en 1990, le plus haut niveau depuis les années 1960. Sur l'ensemble de la période 1960-1990, cette économie de base a contribué à environ 35 % de l'accroissement total du PRB entre ces deux dates. Cet accroissement du PRB est entièrement imputable à l'augmentation de la production régionale des biens et services de base qui résulte non seulement de la croissance de la population totale, mais aussi de la redistribution de cette population entre les diverses strates urbaines et rurales. En tempos normal, la croissance de l'économie de base est donc supérieure à celle de la population totale. Les individus migrent entre ces diverses strates en réponse aux incitations et des déséquilibres créés principalement par l'économie moderne (publique, privée) et les contacts et échanges avec le reste du monde. En période faste, la dynamique migratoire est élevée, ainsi par conséquent que la croissance du niveau de base de l'économie. En période de récession, les flux migratoires baissent, ainsi que la croissance de ce niveau de base. Celui-ci est donc sensible à la conjoncture, mais indirectement (via les comportements migratoires) et beaucoup moins que le reste de l'économie. Dans les pays en voie de peuplement, la redistribution de la population peut donc être considérée comme un moteur auxiliaire de la croissance économique, fonctionnant selon les périodes en relais ou en secours de la croissance de l'économie exposée.

b) Agriculture et productivité agricole

105. Les performances du secteur agro-alimentaire sont globalement insuffisantes, puisque l'excédent de la balance du secteur agro-alimentaire des années 1960 a été presque entièrement résorbé en 1980, avant de se reconstituer très partiellement en 1990 du fait non de la croissance des exportations (stagnantes en valeur sur la période 1980-1990) mais de la baisse des importations. Au vu de l'évolution de la production agricole et des surfaces cultivées, on peut qualifier le mode de production de ce secteur d'extensif, puisque le rendement par hectare cultivé a peu augmenté (sauf au Nigéria). Cependant, d'après la MCS, la production par agriculteur, appelée ici productivité agricole, aurait augmenté au taux moyen de +0.4 % au Nigéria, +0.8 % dans les 18 autres pays, et +0.6 % par an en moyenne régionale sur trente ans, cette croissance résultant davantage de l'expansion du marché intérieur liée au processus d'urbanisation que des exportations. La productivité agricole marchande a augmenté au taux moyen assez notable de 2.6 % (2.7 % au Nigéria et 2.4 % dans les 18 pays). La plus forte croissance de la productivité marchande au Nigéria au cours de la dernière décennie, après la forte baisse enregistrée

pendant la période du boom pétrolier, résulte de ce que ce pays est en avance sur les autres dans son processus d'urbanisation: les exportations agricoles de ce pays ne jouent plus qu'un rôle mineur.

106. Ces considérations sur la croissance, faible mais positive, de la valeur ajoutée agricole par agriculteur vont sans doute laisser dubitatif. Il est en effet généralement admis que l'agriculture africaine régresse. L'approche de la production agricole par la dépense finale utilisée dans les MCS peut en effet introduire des biais, soit dans l'estimation de la part de la dépense totale de chaque catégorie de ménages qui est consacrée à l'alimentation, soit dans le contenu en importation de cette demande finale (mais on peut vérifier que le total des importations agricoles correspond bien aux données du commerce extérieur), soit enfin dans l'estimation de la valeur à la ferme et de la valeur ajoutée des produits agricoles.

107. Les conclusions ci-dessus peuvent être recoupées par une autre approche très différente. Un document séparé analyse en effet les performances de l'agriculture régionale en partant des statistiques de production et de commerce agro-alimentaire par produit²¹. Il est un fait que la production alimentaire enregistrée, qui est seule considérée dans ce document, s'est accrue moins vite que la population. Mais ce rapport souligne que les productions nouvelles, fortement influencées par la demande locale, comme les fruits et légumes et l'agriculture urbaine et péri-urbaine, sont probablement sous-représentées dans les statistiques officielles.

108. Ce document montre aussi que les importations agricoles de la région, y compris l'aide alimentaire, mesurées en valeur sur la base d'un système de prix fixes identiques pour tous les pays, ont certes augmenté, au taux moyen de 1.4 % par habitant, mais moins rapidement qu'en moyenne mondiale : la région reçoit aujourd'hui 1.2 % du total mondial du commerce agricole, c'est-à-dire le même pourcentage qu'en 1960, alors que sa part dans la population mondiale est passée entre temps de 2.9 % à 3.7 %. Ainsi, la valeur des importations agricoles par habitant de la région ne représente plus que 34 % de la moyenne mondiale contre 40 % en 1960 (après une pointe à 64 % de la moyenne mondiale en 1980).

109. Quant aux exportations agricoles, ce document montre que, si on les estime en dollars constants sur la base du même système de prix fixes, elles sont passées de 4.3 milliards de dollars en 1960 à 5.0 milliards en 1970, 4.8 milliards en 1980 et 6.9 milliards en 1990. Sur l'ensemble de la période, le taux moyen de croissance des exportations agricoles a donc été de 1.6 % seulement (et 2.4 % hors Nigéria). Sur la période 1980-1990, à la décroissance, au taux moyen de -1.7 %, de la valeur en dollars courants des exportations agricoles de la région données par les balances des paiements correspond en fait une croissance en volume (sur la base du système de prix fixes retenu) au taux moyen de 3.7 % (et 4.2 % hors Nigéria). Sur l'ensemble de la période 1960-1990, les importations agro-alimentaires ayant augmenté plus vite que les exportations, le bilan du secteur s'est dégradé. Mais, après le creux absolu de 1980, ce bilan s'est nettement redressé depuis : en calories et protéines, les importations alimentaires nettes représentent aujourd'hui moins de 9 % de la demande régionale, cependant que la région reste excédentaire de 5 % en lipides, et le bilan du secteur évalué en dollars constants sur la base du même système de prix fixes est excédentaire de 1.6 milliard de dollars (l'aide alimentaire, étant comme indiqué ci-dessus, valorisée aux mêmes prix que les importations commerciales).

²¹ Voir "performances du secteur agricole et redistribution de la population en Afrique de l'ouest". J.M. Cour, SAH/D(93)414.

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)
VALEURS EN MILLIARDS DE US\$

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE 1990
ECONOMIE DE BASE

	MENAGES		ADMINISTR.		DEMANDE FI BIENS & SER	ACTIVITES	COMPTES DE CAPITAL		TOTAL INTERIEUR	REGION	EXTERIEUR	GRAND TOTAL
	URBAINS	RURAUX	URBAINS	ADMINISTR.			URBAINS	RURAUX				
MENAGES URBAINS	0.0	0.0	0.0	0.0		29.2			29.2	0.0	0.0	29.2
MENAGES RURAUX	0.0	0.0	0.0	0.0		15.7			15.7	0.0	0.0	15.7
ADMINISTRATIONS	1.1	0.2			0.0	5.9			7.2		0.0	7.2
DEMANDE FINALE INTERIEURE	22.1	12.9		5.5			6.7	1.8	50.7			50.7
BIENS ET SERVICES					50.7	51.4			102.2	0.0	0.0	102.2
ACTIVITES					102.2				102.2			102.2
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	6.0						0.7	0.0	6.7		0.0	6.7
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		2.5					0.0	0.0	2.5		0.0	2.5
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS				1.7					1.7		0.0	1.7
TOTAL INTERIEUR	29.2	15.7	7.2	7.2	50.7	102.2	6.7	2.5	102.2	0.0	0.0	102.2
REGION	0.0	0.0			0.0				0.0		0.0	0.0
RESTE DU MONDE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					0.0	0.0	0.0
GRAND TOTAL	29.2	15.7	7.2	7.2	50.7	102.2	6.7	2.5	102.2	0.0	0.0	102.2

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE

1990

ECONOMIE DE BASE

EN PROPORTION DE L'ECONOMIE REELLE TOTALE

	MENAGES		MENAGES ADMINISTR.		DEMANDE FI BIENS & SER	ACTIVITES	COMPTES DE CAPITAL		TOTAL INTERIEUR	REGION	EXTERIEUR	GRAND TOTAL
	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX			URBAINS	ADMINISTR.				
MENAGES URBAINS	0.00	0.00	0.00	0.00		0.40			0.40	0.00	0.00	0.39
MENAGES RURAUX	0.00	0.00	0.00	0.00		0.42			0.41	0.00	0.00	0.39
ADMINISTRATIONS	0.39	0.38			0.00	0.40			0.28		0.00	0.27
DEMANDE FINALE INTERIEURE	0.39	0.39	0.34				0.46	0.38	0.39			0.39
BIENS ET SERVICES					0.39	0.41			0.40	0.00	0.00	0.36
ACTIVITES						0.41			0.41			0.41
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	0.53							0.37	0.49		0.00	0.46
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		0.45					ND	0.00	0.40		0.00	0.38
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS			0.34						0.34		0.00	0.25
TOTAL INTERIEUR	0.40	0.40	0.34		0.39	0.41	0.46	0.38	0.25	0.00		
REGION	0.00	0.00			0.00				0.00		0.00	0.00
RESTE DU MONDE	0.00	0.00	0.00		0.00					0.00		0.00
GRAND TOTAL	0.39	0.39	0.27		0.39	0.36	0.41	0.38	0.25	0.00	0.00	0.00

c) Secteur informel : emploi et productivité

110. D'après la MCS, la productivité moyenne du secteur informel, qui était de 430 dollars par habitant en 1960, aurait par la suite un peu augmenté, en profitant de la conjoncture favorable à l'économie urbaine résultant des cours élevés du pétrole, du café et du cacao, puis serait aujourd'hui revenue à quelque 410 dollars, un niveau proche de celui des années 1960 : globalement, la productivité moyenne de ce secteur aurait donc globalement stagné. Cependant, la population qui a trouvé à s'employer dans ce secteur et qui y a trouvé les biens et services adaptés à ses besoins a dans l'intervalle été multipliée par sept, passant de 7 à 49 millions de personnes, et la population urbaine informelle a plus que décuplé. Or, ces dizaines de millions de personnes supplémentaires sont pour la plupart arrivées du secteur agricole, où la productivité moyenne était plus de deux fois plus faible que la moyenne du secteur informel, ou de pays voisins plus pauvres.

111. Bien que la grande majorité des habitants actuels du secteur informel soit arrivée depuis peu de temps (en moyenne moins de dix ans), il faut bien admettre que ces nouveaux venus ont su, assez rapidement, s'adapter au nouveau contexte, c'est-à-dire qu'ils ont rapidement doublé ou triplé leurs dépenses totales par habitant et quintuplé au moins leurs dépenses monétarisées et donc leur revenu monétaire. Et, puisque les transferts ne représentent pas aujourd'hui une fraction plus élevée des revenus qu'il y a trente ans, il faut bien que ces revenus aient été engendrés par une contribution accrue à la production. Et ces dizaines de millions de nouveaux habitants du secteur informel ont non seulement satisfait leurs nouveaux besoins de consommation, mais ont aussi accumulé un capital résidentiel important (en proportion de leurs revenus) comme expliqué précédemment.

112. Comment a fonctionné cette mécanique ? Comment se fait-il que l'arrivée continue au taux moyen de près de 7 % sur trois décennies (!) de "nouveaux pauvres" n'ait pas contribué à appauvrir le milieu d'accueil ? L'annexe 2, intitulée : "Understanding the dynamics of urbanization: why, how, and under which conditions mobility generates economic growth" tente d'expliquer ce mystère apparent. La conclusion que l'on peut en tirer est que l'urbanisation est, malgré ses inconvénients, un mécanisme efficace de mobilisation des énergies latentes et de valorisation du capital humain.

113. Dans un contexte d'abondance permanente de main-d'oeuvre résultant des migrations, le secteur informel, qui est à forte dominante urbaine, a eu davantage comme vocation d'accueillir et d'occuper le maximum possible de nouveaux venus tout en leur procurant les moyens d'existence minimaux que d'accroître la productivité, au sens de la production de biens et services par unité de travail. Il a, à cet égard, parfaitement rempli son rôle, permettant ainsi au secteur agricole d'entrer progressivement dans une phase de productivité et de revenus croissants. Ce n'est que dans les pays et à l'époque où la croissance des effectifs du secteur informel se rapprochera de la croissance moyenne de la population totale que pourra s'engager une phase de développement du secteur informel à productivité croissante, c'est-à-dire de transformation de ce secteur informel en secteur intermédiaire : c'est déjà ce que l'on constate dans certains Etats du Nigéria.

d) Secteur moderne privé et public : le moteur en panne

114. La MCS confirme tout à fait les conclusions des rapports de D. Naudet concernant le secteur moderne. La "productivité" moyenne du secteur moderne a incontestablement baissé, mais cette moyenne, qui recouvre des situations très différentes selon les lieux et les secteurs, est difficile à interpréter²². Le fait le plus inquiétant est la très faible croissance des effectifs employés dans ce secteur au cours de la dernière décennie: alors que cette croissance était de 6 % pendant la décennie 1960-1970 puis de 5 % pendant la décennie 1970-1980, donc capable de servir de moteur à la croissance urbaine, elle est tombée aux alentours de 1 % pendant la décennie 1980-1990, soit à un niveau près de trois fois plus faible que celui de la population totale et quatre fois plus faible que la croissance urbaine, malgré la forte baisse de celle-ci: un tel écart de taux de croissance n'est évidemment pas soutenable sur la longue durée, en ce sens qu'elle serait de nature à bloquer le processus de la division du travail.

115. L'effondrement récent de pans entiers du secteur moderne (industries manufacturières produisant des biens concurrencés par le marché extérieur, banques, services publics), qui affecte autant les pays à monnaie non convertible que ceux de la zone CFA, révèle la fragilité du processus de modernisation des économies africaines et leur grande vulnérabilité à la concurrence extérieure. L'industrie "moderne" greffée de manière un peu artificielle sur des économies encore peu diversifiées a souffert à la fois de prélèvements excessifs (occultes), de coûts d'intrants prohibitifs, de marchés intérieurs à la fois étroits et atomisés et de coûts de distribution élevés. Les protections mises en place pour assurer un marché à cette industrie n'ont pas été mises à profit pour accroître la productivité et améliorer la compétitivité sous-régionale et externe.

116. Quant au secteur public, sa base de ressources - essentiellement constituée par les droits et taxes prélevés sur le commerce extérieur et par les transferts de l'aide publique au développement - a fortement souffert à la fois de la détérioration des termes de l'échange, de la baisse des transferts nets, de la réduction des importations, et de l'inflation du commerce non enregistré. Les prélèvements opérés de manière informelle sur ce commerce non enregistré ne profitent pas au budget de l'Etat.

e) Evolution des disparités inter-sectorielles

117. Les niveaux actuels de disparité entre les productivités non agricole et agricole (6.3 en moyenne régionale en 1990) et entre le milieu urbain et le milieu rural (3.3) peuvent paraître encore élevés. Ils sont en fait du même ordre de grandeur que dans les autres régions ayant un niveau de développement comparable. Les ratios b/a de productivité non agricole/ agricole sont par exemple de 5.2 pour l'ensemble des pays à revenu faible, de 5.8 en Inde, de 6.7 en Asie du sud et de 9 en Thaïlande, où les migrations du milieu rural vers les villes sont strictement contraintes. Ces mêmes ratios de productivité sont souvent au moins aussi élevés dans les pays développés: en dépit du niveau élevé d'urbanisation atteint dans ces pays, la productivité urbaine s'y accroît

²² Voir : WALTPS documents de travail 11 et 3 : *Peuplement et économie en Afrique de l'ouest 1960-1990* SAH/D(93)406 et *Eléments de vision économique prospective : l'Afrique de l'ouest à l'horizon décennal* SAH/D(93)411, D. Naudet.

souvent à un taux plus élevé que la productivité rurale. Le ratio de productivité b/a atteint par exemple 8.5 en France.

118. La baisse très rapide du ratio b/a constatée dans la région au cours de la décennie 1980-1990 est due à la conjonction de deux phénomènes. Le premier est de nature conjoncturelle (tout au moins à l'échelle de temps de la génération où se situe l'étude WALTPS) : c'est la crise économique actuelle et le traitement qui est appliqué pour en sortir, avec ses effets différenciés sur l'économie urbaine et l'économie rurale. Le second est de nature structurelle: il correspond au fait que, pendant la phase actuelle de redistribution caractérisée par l'existence d'un énorme réservoir de population rurale, la région ayant jusqu'ici bénéficié d'un environnement relativement permissif en matière de migrations internes et régionales, la croissance économique urbaine a tendance à rester extensive, donc à productivité moyenne stagnante. Toute croissance des opportunités économiques en milieu urbain se traduit par un afflux de main-d'oeuvre en provenance des autres pays ou du milieu rural, alors que, du fait même de l'urbanisation, la productivité agricole peut (et doit) augmenter pour répondre à la demande du marché régional.

f) Croissance économique et redistribution de la population.

119. Sur toute la période, l'évolution du PRB moyen par tête a donc été pour l'essentiel le résultat de l'évolution de la distribution de la population entre les zones rurales et les villes, entre le secteur agricole et le secteur informel, et, pour une part fortement décroissante dans la période récente, en direction du secteur moderne. La croissance économique modeste de la sous-région peut donc être qualifiée d'extensive, c'est-à-dire sans modification notable des techniques de production de chaque secteur, par simple accroissement de la main-d'oeuvre mobilisée, dans un contexte d'abondance de la force de travail potentielle. Cependant, le processus d'intensification est déjà engagé dans l'agriculture où la productivité agricole augmente ainsi que, localement, les rendements (production par unité de surface).

120. Bien qu'extensive au sens où la valeur ajoutée moyenne par habitant urbain a stagné puis régressé dans la dernière décennie, la croissance urbaine a cependant été "productive", au sens où elle s'est accompagnée d'une accumulation de capital non négligeable: au capital d'infrastructures et de bâtiments publics et privés, s'ajoutent la transformation du capital humain qui résulte de l'urbanisation (la ville est le lieu privilégié des transformations sociales et de l'apprentissage) et l'émergence significative des marchés régionaux qui résulte de la division du travail entre le milieu rural et le milieu urbain et à l'intérieur de ce dernier.

2.3.6 Conclusion du diagnostic

121. Selon le point de vue que l'on privilégie, on peut donc tirer de l'analyse économique rétrospective deux diagnostics un peu différents. Si l'on considère la croissance de l'agrégat Produit Régional Brut (qui a été multiplié par un facteur variant de 2 à 3 selon les sources) et celle du PRB par habitant résultant des comptes officiels ou des comptes déduits de la MCS, les performances de la région ont été moyennes pendant les deux premières décennies, puis franchement mauvaises pendant la décennie 1980-1990, en grande partie du fait de la dégradation du contexte extérieur et de la crise du secteur moderne. En trente ans, le PRB moyen par habitant n'a augmenté que de 5%

(soit une quasi-stagnation) d'après les comptes officiels convertis en parité de pouvoir d'achat, et que d'un tiers d'après les comptes déduits de la MCS, ce qui reste nettement inférieur aux performances enregistrées dans les autres régions en développement.

122. Si l'on prend aussi en compte la variable démographique, on doit conclure que, en dépit de ces médiocres performances, les trois décennies passées n'ont pas été "perdues" pour le développement. La forte croissance de la population sous-régionale a en effet pu être accommodée sans catastrophe ni paupérisation massive, et a notamment entraîné un investissement de peuplement, en grande partie privé, qui a accompagné et rendu possible la redistribution de la population sur le territoire régional. Cette accumulation de capital de peuplement constitue aujourd'hui la base indispensable de la croissance économique future. Cet effort d'investissement et les implications de cet investissement en termes d'épargne intérieure, d'activité du secteur BTP et d'activité des autres secteurs par effets induits ne sont qu'imparfaitement reflétés dans les comptes économiques officiels, de même que la contribution du secteur informel n'y est qu'imparfaitement saisie.

123. La redistribution de la population opérée au cours des décennies passées, qui représente en elle-même un investissement, constitue un avantage acquis dont bénéficieront les générations futures et qui doit impérativement être sauvegardé. Tout retour en arrière massif pourrait avoir des conséquences politiques, économiques, sociales et environnementales redoutables.

124. Les MCS esquissées ici s'efforcent, tant bien que mal, de rendre compte de l'économie réelle, en rapprochant les agrégats de production, investissement et épargne des effectifs de population concernés. En mettant la population au coeur du raisonnement, cette tentative de description de l'économie réelle fournit une interprétation différente (complémentaire) du fonctionnement actuel des économies des pays en voie de peuplement de la région, qui sera mise à profit dans la construction de l'image à long terme, dans la deuxième partie de ce document.

2.4 Eléments porteurs d'avenir et contraintes prévisibles

125. Cette analyse démoéconomique met en évidence quelques éléments porteurs d'avenir, qui pourraient déboucher sur une nouvelle phase de croissance économique accélérée et soutenable, structurellement assez différente de celles qui se sont succédé depuis les années 1960. Rappelons les principaux:

- Le premier est l'accumulation de capital significative, liée à la mise en place du peuplement, qui a été opérée au cours des trois dernières décennies;
- Le second, qui n'a pratiquement pas été abordé ici, est le développement des ressources humaines, qui est en partie lié au processus d'urbanisation. Comme démontré dans d'autres documents en cours de rédaction, l'urbanisation est un puissant facteur de déstructuration et de restructuration sociale, qui peut donner naissance à une nouvelle génération de décideurs et d'entrepreneurs.
- le troisième est l'émergence significative des marchés intérieurs et régionaux liée, pour l'essentiel, à l'urbanisation. Au delà d'un seuil minimum d'urbanisation, la croissance urbaine, même extensive (à pouvoir d'achat urbain stagnant) permet à l'agriculture de

passer progressivement et localement de la phase de croissance extensive (à production par agriculteur et à rendement par unité de surface constants) à la phase intensive (rendement et productivité de la main-d'oeuvre croissants) : le processus est déjà localement entamé dans certaines zones de pays comme le Nigéria et la Côte d'Ivoire et devrait se développer rapidement. L'intensification de la production des secteurs non agricoles sera plus longue à apparaître, sauf localement comme par exemple en pays Ibo au sud-est du Nigéria, où les fortes densités de peuplement favorisent l'émergence d'un secteur à productivité croissante, servant à la fois le marché local et le marché régional (spare-part industries).

- enfin le quatrième est la décélération structurelle du rythme de redistribution de la population, qui devrait en faciliter la gestion.

126. Inversement, la région est confrontée à un nombre d'obstacles et de tendances lourdes, bien analysées dans d'autres documents, qui risquent de peser négativement sur le développement de la région à moyen terme²³. Rappelons notamment :

- la contrainte extérieure (poids de la dette, dégradation des termes de l'échange, faible compétitivité sur des marchés de plus en plus concurrentiels, dumping des pays exportateurs);

- la "fatigue de l'aide" et l'oubli de l'ASS, dont l'importance stratégique a beaucoup diminué depuis la fin de la guerre froide;

- la renaissance du tribalisme, l'indigénisation, le rejet de l'étranger, et la paralysie croissante de l'Etat. Les études en cours sur le changement politique et social montrent que, si la ville est le lieu privilégié de l'innovation, la crise économique prolongée, l'extension du chômage urbain et la paralysie croissante des gouvernements et des administrations locales risquent de transformer les villes en poudrière;

- le découragement des élites auxquelles la région n'offre guère de perspectives de promotion et d'enrichissement. Certains pays sont fortement touchés par l'exode des cadres.

- la dégradation de la situation, liée notamment à l'extension de l'épidémie du SIDA et ses conséquences sociales et économiques potentiellement dramatiques.

²³ Voir notamment : *Eléments de vision économique prospective : l'Afrique de l'ouest à l'horizon décennal*, David Naudet, SAHND(93)411, op cité.

III ESQUISSE D'IMAGE DEMOECONOMIQUE REGIONALE A L'HORIZON 2020

3.1 Introduction

127. L'esquisse d'image à long terme (horizon 2020) de l'économie de la région présentée ci-après est construite à partir de la matrice de comptabilité sociale de l'année 1990 choisie comme année de base. Cette MCS est utilisée comme "cadre" de projection des équilibres comptables. Dans un premier temps, on a ébauché une image centrale, reposant comme indiqué ci-après sur un jeu d'hypothèses concernant principalement l'évolution du peuplement et des échanges extérieurs. Cette image centrale a été encadrée par deux images raisonnablement contrastées du point de vue de la répartition future de la population et de la croissance des échanges extérieurs. Ces trois images, qui reposent sur la même hypothèse de population totale régionale, soit 430 millions d'habitants en 2020, correspondent à trois situations de l'économie régionale qui pourraient résulter, à l'horizon d'une génération, d'évolutions plus ou moins contrastées au cours des trois décennies 1990-2020. Ce laps de temps d'une génération peut être schématiquement décomposé en deux périodes successives de quinze ans (1990-2005 et 2005-2020) correspondant la première à la sortie de crise, la seconde à une nouvelle ère de croissance moins turbulente et plus ou moins forte.

128. Les MCS 2005 et 2020 sont quantifiées, elles reposent sur un certain nombre de paramètres et de relations de comportement qui sont explicités, et qui peuvent varier avec le temps. Mais, comme dans tous les modèles, la plupart des paramètres de la matrice sont supposés invariants. L'outil MCS est donc en lui-même incapable d'intégrer des éventuels changements de structure, qui expliquent que le futur n'est jamais la pure extrapolation du passé. Nous utiliserons donc ces "projections", par nature assez mécaniques, d'une part pour évaluer l'ordre de grandeur des principaux indicateurs socio-économiques, d'autre part pour apprécier la vraisemblance de transformations structurelles que d'autres approches (par exemple basées sur des comparaisons internationales), peuvent suggérer.

3.2 Principaux facteurs structurants de l'évolution démoéconomique régionale à long terme

129. Cinq éléments de caractère structurel, de nature à influencer fortement le rythme de croissance de l'économie régionale ont été diagnostiqués : la dynamique de peuplement, la contrainte extérieure, l'évolution des échanges internes liée à la division du travail entre les villes et le milieu rural, qui concerne en particulier le secteur agro-alimentaire, l'évolution de l'activité, de la production et de la productivité urbaine, et la transformation du capital humain qui se traduit en particulier par la différenciation des classes sociales et ses implications sur la gouvernance. Ces éléments sont dans une large mesure interdépendants.

3.2.1 Dynamiques de peuplement

130. Le premier élément, relatif à la croissance et à la redistribution de la population régionale, a des implications multiples. La MCS est principalement conçue pour mettre en évidence certaines de ces interdépendances et leurs implications. L'image centrale du peuplement à l'horizon 2020, décrite en détail par ailleurs, est caractérisée par un taux

moyen de croissance de la population urbaine régionale de 4.2 % (4.5 % hors Nigéria et 4.0 % au Nigéria) et par un taux moyen de croissance de la population rurale de 1.0 % (1.4 % hors Nigéria et 0.4 % au Nigéria). Cette image centrale est encadrée par deux variantes, la première avec un taux de croissance urbaine (et de migrations régionales) réduit à 3.7 %, la seconde avec un taux de croissance urbaine porté à 4.6 %. Les populations rurales atteintes en 2020 dans ces trois images sont significativement différentes.

131. L'image de croissance urbaine faible conduit à une population urbaine de 233 millions d'habitants, soit "seulement" le triple de l'actuelle, à un niveau moyen d'urbanisation de 54 % (contre 40 % actuellement), et à une population rurale totale de près de 200 millions d'habitants, supérieure de 70 % à la population rurale actuelle. Cette image implique comme on le verra une saturation de l'espace agricole utile, elle implique aussi des niveaux de revenus agricoles peu compatibles avec la nécessaire intensification de l'agriculture. Cette image s'inscrit assez bien dans le prolongement de la tendance récente. Elle n'est donc pas improbable, mais elle n'est pour autant guère souhaitable.

132. L'image de croissance urbaine forte (mais à un taux inférieur de 2 % à la moyenne 1960-1990) correspond en 2020 à un niveau d'urbanisation de 72 % et à une population urbaine d'environ 310 millions d'habitants (près du quadruple de l'actuelle) et à une population rurale supérieure de 3 % seulement à l'effectif actuel, la population rurale commençant à décroître avant 2020 dans plusieurs pays dont le Nigéria. Cette image de croissance urbaine forte, qui suppose un taux de croissance économique très soutenu sur la longue durée, se situe clairement à la limite supérieure des hypothèses vraisemblables sur la période, compte tenu de la situation qui prévaut à court terme.

133. Enfin, l'image centrale conduit à une population urbaine de 270 millions d'habitants, soit 3.4 fois l'effectif actuel, et à niveau moyen d'urbanisation de 63 % (73 % au Nigéria et 54 % en moyenne dans les autres pays). La population rurale atteint 160 millions d'habitants, soit 1.4 fois l'effectif actuel. En matière de peuplement, et toutes proportions gardées, cette image intègre mais dépasse la crise actuelle, qui est donc supposée surmontée à un horizon de temps pas trop éloigné.

134. Les trois images 2020 présentées correspondent à trois niveaux différents d'avancement de la redistribution de la population (variation du ratio de peuplement U/R). On peut donc dire qu'elles correspondent à trois stades différents du processus de développement séculaire, à cela près qu'elles admettent toutes les trois la même population totale. Les dynamiques migratoires impliquées par ces trois images ne sont évidemment pas indépendantes des évolutions économiques : c'est ce que l'on va s'efforcer de caractériser à l'aide, entre autre, de la MCS.

3.2.2 Evolution des échanges extérieurs

135. Le second élément clef est relatif à l'évolution des échanges entre les pays de la région et l'extérieur, dont l'importance a été mise en évidence. Les ressources de la région dépendent de la croissance des exportations (qui dépend notamment de l'état du marché mondial et de la compétitivité relative des économies locales) et des transferts nets. Le produit régional brut que ces ressources extérieures permettent de soutenir dépend principalement du contenu en importation de la dépense des divers agents (qui

dépend également de l'environnement mondial, de la compétitivité des biens et services locaux et des règles du jeu du commerce international et régional).

136. Une distinction est à faire entre le marché régional et les échanges avec le reste du monde. Concernant les exportations vers le reste du monde, on fait ici l'hypothèse que les taux de croissance des exportations de produits agricoles et des produits énergétiques sont déterminés de manière exogène : on a prudemment retenu le taux de 3 % pour les exportations agro-alimentaires et de 3 à 4 % selon les variantes pour les exportations de produits pétroliers et autres produits énergétiques. Les taux de croissance des exportations des autres produits vers le reste du monde sont pris égaux au taux de croissance de la population du secteur moderne urbain (donc de 3 à 5 % environ selon les images). Dans les trois images présentées, la croissance globale des exportations à destination du reste du monde reste modeste : 3.4 %, 3.7 % et 4.2 % respectivement, soit 0.7 %, 1 % et 1.5 % par habitant.

137. Concernant l'ouverture des économies de la région, on fait l'hypothèse que les pays et la région prise dans son ensemble rejoignent progressivement les taux d'ouverture au reste du monde et d'ouverture aux échanges internes (tous biens et services, dont produits agro-alimentaires considérés séparément) qui résultent des modèles économétriques mondiaux décrits antérieurement (calés sur la situation mondiale de 1990). Cette hypothèse revient à admettre que la région connaît un changement structurel majeur: à savoir la réduction progressive du niveau d'extraversion par rapport au reste du monde, dans un contexte d'ouverture croissante des économies nationales, grâce à la conquête du marché régional. Substituer aux importations en provenance du reste du monde une part croissante d'importations en provenance des pays de la région suppose des stratégies d'intégration ou de coopération sur la base d'avantages comparatifs existants ou suscités. L'objectif de conquête du marché régional est schématisé ici par la fixation de taux de croissance des échanges intra-régionaux différents pour les produits agro-alimentaires, les produits énergétiques, les autres biens et services, et les services non facteurs.

138. Pour ce qui concerne l'évolution du contenu en importation des diverses consommations finales et intermédiaires, on a ici retenu trois hypothèses simples: la croissance au taux de 1 % par an du contenu en importation de la consommation alimentaire, conforme aux indications données par le modèle économétrique d'ouverture au marché agro-alimentaire; la décroissance au taux de 1 % par an du contenu en importation des autres postes de consommation finale, et la stabilité du contenu en importation des consommations intermédiaires²⁴. Globalement, ces hypothèses conduisent à une évolution du taux d'ouverture des pays de la région conforme aux indications données par les modèles économétriques d'ouverture aux échanges extérieurs de l'ensemble des biens et services.

²⁴ Dans l'image de croissance urbaine faible, qui correspond en fait à une prolongation de la crise avec une faible dynamique de changement structurel, on a admis que le contenu en importation des diverses consommations finales et intermédiaires restait constant.

3.2.3 Transformation de l'agriculture liée à la restructuration du marché intérieur

139. Le troisième élément concerne principalement l'évolution des structures du secteur agricole résultant du processus d'urbanisation et du rôle croissant du marché intérieur. Ce point a été décrit en détail dans un autre rapport. Retenons ici que la croissance du rapport entre la population non agricole et la population agricole crée l'une des conditions nécessaires à la commercialisation d'un surplus vivrier qui, dans un premier temps, est principalement le fait d'une agriculture traditionnelle, essentiellement manuelle et à faible consommation d'intrants. La plupart des zones rurales de la région sont encore majoritairement dans cette phase dite extensive. Mais la poursuite de la croissance du rapport entre la population non agricole et la population agricole facilite l'émergence progressive d'une agriculture vivrière de rapport, s'organisant non plus à partir de l'autosuffisance locale mais pour le marché, et capable d'investir car disposant de revenus bruts croissants. Pour que cette agriculture (qui a toujours existé localement) devienne d'une importance relative significative, il faut que le niveau d'urbanisation dépasse nettement 50 %. Ce virage est déjà pris (ou en train de s'opérer) au Nigéria, et dans certaines régions de Côte d'Ivoire et du Ghana. Il n'impliquera qu'une proportion limitée des agriculteurs, mais concernera à des degrés divers une grande partie de la région aux alentours de 2010 ou 2020, selon la vigueur de la croissance urbaine et de la croissance économique régionale.

3.2.4 Emploi et productivité en milieu urbain

140. Le quatrième élément clef concerne l'évolution de l'emploi et de la productivité urbaine et la capacité des villes à subvenir aux besoins que leur croissance engendre, tant dans les villes elles-mêmes que dans leurs hinterlands ruraux. On a vu que la stagnation de la productivité du secteur dit "informel" (qui constitue le principal secteur d'accueil des migrants) est directement liée à la vocation même de ce secteur, qui est d'absorber en permanence l'excédent de main-d'oeuvre entraîné par la nécessaire division du travail entre l'agriculture et les autres secteurs, division du travail qui n'a pas jusqu'à une date récente été excessivement entravée: de fait, les migrations interrégionales et intérieures sont restées relativement libres. On a aussi vu que ce secteur s'est considérablement développé, principalement en milieu urbain, grâce aux infrastructures et équipements de fonction locale engendrés en grande partie par et pour le secteur dit "moderne", dont la dynamique a été sérieusement mise à mal par la crise des années 1980-1990. Ce processus d'"informalisation" (au sens à la fois de la régression du secteur moderne et du développement de l'économie non enregistrée) s'accompagne naturellement du ralentissement de la redistribution de la population entre le secteur agricole et les autres secteurs et entre le milieu rural et les villes. L'exemple des dix dernières années montre que cet ajustement se produit effectivement: le taux de croissance de villes comme Abidjan est tombé de 10 % et plus à 4 % (et peut-être moins) pendant la décennie 1980-1990.

141. L'"informalisation" des économies urbaines, très marquée dans la dernière décennie, a des limites, à la fois physiques (saturation des infrastructures, dégradation de l'environnement), socio-économiques et économiques (baisse de la dépense et des revenus des ménages, chômage, arrêt ou inversion des flux migratoires), socio-politiques (affaiblissement de la puissance publique, insécurité, ..) et financières (difficulté croissante de mobiliser des ressources pour le développement des infrastructures et des services publics).

142. La simple considération de la croissance démographique globale montre que l'ajustement à la conjoncture par la forte décélération ou l'arrêt du processus d'urbanisation ne constitue pas la réponse aux défis du long terme : plus les migrations nécessaires tarderont à s'opérer, moins il sera possible de protéger l'environnement et d'engager un processus de développement écologiquement soutenable, et plus ces migrations, inévitables sur le très long terme, seront coûteuses à tous égards.

143. La poursuite du processus d'urbanisation, à des taux de croissance en tout état de cause plus modérés que par le passé, implique une reprise de la croissance des activités et des effectifs du secteur moderne, et ce à un taux qui devrait dépasser nettement le taux de croissance de la population totale. Dans les trois images présentées, il est cependant supposé que les effectifs du secteur moderne augmenteront à un taux inférieur d'environ un point à celui de la population urbaine, de sorte que la fraction de la population non agricole accueillie dans ce secteur moderne continuera à décroître, d'un tiers aujourd'hui à un quart à long terme. Ceci implique des taux de croissance soutenus du secteur dit informel, à des taux voisins de 5 %, faisant de ce secteur le secteur d'accueil de 50 à 67 % du croît démographique total selon les images. Dans deux des images présentées, l'effectif total de la population du secteur informel dépasse celui de la population agricole totale.

144. Mais ce secteur dit informel, par opposition au secteur public et privé formel, tend à se différencier. A la première génération de micro-entreprises correspondant à la population informelle récemment arrivée en ville, se substitue progressivement une deuxième génération de micro-entreprises et de petites entreprises "intermédiaires" dont les promoteurs sont des citoyens nés de parents citoyens, disposant d'un minimum de capital et d'une "culture urbaine"²⁵. Ce "secteur intermédiaire" est la source d'un développement industriel et tertiaire endogène, différent dans ses origines et sa structure du secteur formel ou moderne d'origine importée. Il se distingue du secteur informel classique par le fait qu'il peut plus facilement se dégager de la contrainte de productivité moyenne stagnante ou faiblement croissante associée à l'afflux permanent de migrants. Ce secteur intermédiaire apparaîtra d'abord dans les pays les plus avancés dans leur processus d'urbanisation, comme le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Cameroun et le Sénégal.

3.2.5 Différenciation des classes sociales et implications sur la gouvernance

145. Cette transformation structurelle majeure ne peut être pleinement prise en compte dans le champ d'analyse assez étroit de la démoéconomie. D'autres documents, en cours de rédaction, y sont consacrés. Mais il n'en est pas moins vrai que le changement politique et social est intimement lié aux transformations structurelles du peuplement et de l'économie. C'est pourquoi on l'évoque ici très brièvement.

146. En milieu rural d'abord, l'étude de l'influence des marchés sur la distribution des populations et des activités agricoles dans l'espace ouest-africain²⁶ met en évidence les

²⁵ Voir le document présenté en annexe 2 : "Understanding the dynamics of urbanization: why, how, and under which conditions mobility generates economic growth" de J.M. Cour et le document "Dynamiques et logiques de l'urbanisation en Afrique de l'ouest" de Michel Arnaud, SAH/D(93)412, WALTPS.

²⁶ Voir les documents de travail de Benoit Ninnin, WALTPS

profondes transformations qui s'opèrent dans l'économie rurale, dans un premier temps au voisinage des grands marchés urbains, puis, dans une logique plus capitaliste, de manière plus diffuse dans l'espace, en fonction des opportunités liées notamment à la situation foncière.

147. Schématiquement, en 2020, on peut estimer que quelque 25 millions d'agriculteurs (soit 15 % du total) produiront les quantités nécessaires à l'approvisionnement de 40 % des consommateurs urbains, soit 100 millions de personnes: leur productivité moyenne atteindra donc cinq fois le niveau d'autosuffisance, cependant que la productivité moyenne des 150 autres millions d'agriculteurs sera peu supérieure à la moyenne régionale d'aujourd'hui (soit 2 fois le niveau d'autosuffisance contre 1.6 fois aujourd'hui). La mise en place de cette agriculture "moderne" pour le marché intérieur et régional constitue bien l'un des grands éléments des stratégies de développement de la région. L'image de l'économie de la région à l'horizon 2020 doit éclairer le contexte dans lequel cette transformation structurelle pourra s'opérer. Cette agriculture "moderne", quelle que soit la taille des exploitations correspondantes, sera le fait de véritables exploitants au sens de chefs d'entreprise agricole, moins dépendants des appartenances familiales et ethniques et plus décidés à se faire entendre du pouvoir pour défendre leurs intérêts économiques à moyen terme.

148. En milieu urbain, à défaut de l'apparition d'une véritable "classe ouvrière" au sens classique du terme, que les évolutions technologiques ne laissent guère entrevoir, c'est sans doute l'apparition d'une classe d'entrepreneurs individuels issus du secteur informel qui constituera le phénomène le plus marquant. Comme indiqué précédemment, à la stratification actuelle de la société urbaine en deux grandes catégories (moderne -publique et privée- et "informelle") s'ajoutera un nouveau secteur intermédiaire, dont on voit déjà les premiers éléments au Nigéria, notamment en pays Ibo.

149. Quant à la gouvernance, l'étude de l'économie réelle invite à la considérer moins sous l'angle classique de la transparence et de la responsabilisation des classes dirigeantes ("accountability") que sous celui de l'apparition d'une véritable classe dirigeante, étroitement associée au monde des affaires, dont elle partage les intérêts, et qui a la capacité de prélever sur l'économie les ressources nécessaires au développement et à la croissance. L'expérience des nouveaux pays industriels semble montrer que le rapport entre gouvernance et démocratie prend des formes variées selon le contexte, et qu'il n'y a pas toujours de rapport direct entre le degré d'égalité de la distribution des revenus et la croissance économique, au moins au début du processus de développement. Les raisons pour lesquelles une classe dirigeante intéressée aux affaires (et non purement prédatrice) est généralement absente en Afrique de l'ouest ont été évoquées dans divers documents. L'horizon de l'image à long terme doit être celui où cette carence structurelle sera surmontée. L'emprise croissante du marché et le changement de génération rendent cette évolution très probable, ne serait-ce que parce que, en 2020, la fraction de la population urbaine qui sera née en ville de parents ayant une culture urbaine sera majoritaire, alors qu'elle ne représente aujourd'hui qu'une petite fraction de la population urbaine totale.

3.3 Les images démoéconomiques de la région à l'horizon 2020

150. La série de tableaux ci-après rassemble les principaux agrégats et indicateurs démographiques et économiques correspondant aux trois images 2020 évoquées ci-dessus : l'image centrale, caractérisée par un niveau moyen d'urbanisation de 63 %, et les deux

images contrastées avec des niveaux d'urbanisation moyens respectifs de 54 % et 72 %. Les tableaux détaillés du Nigéria et de la sous-région des 18 autres pays ne sont fournis que pour l'image centrale. Tous ces tableaux sont établis en dollars constants de 1990. Le document "performances du secteur agricole et redistribution de la population agricole" déjà cité fournit une description un peu plus détaillée de l'image à long terme du secteur agricole.

151. Dans l'image centrale, le PRB total quadruple presque, de 130 à 510 milliards de dollars environ, soit un taux moyen de croissance de 4.6 % sur l'ensemble de la période 1990-2020. Le secteur agricole, qui emploie encore 40 % de la population totale, fournit 14% du PRB total. Le taux moyen de croissance de la valeur ajoutée agricole est en moyenne de 3.2 %, dont 3.1% pour la production destinée au marché intérieur des pays, 2.6 % pour la production exportée vers le reste du monde, et 8.2 % pour la production destinée au marché régional, qui atteint 6 % de la production agricole totale contre 1 à 2 % dans les années 1980-1990. Le secteur informel et intermédiaire (dont l'effectif total est en 2020 du même ordre de grandeur que la population totale de la région en 1990 !) emploie 44 % de la population totale et contribue à 23 % du PRB total. Le secteur moderne non agricole, qui emploie 15 % de la population, contribue à 63 % du PRB total, comme en 1990. Le milieu urbain contribue à 82% du PRB total, contre 66 % en 1990. L'économie dite non enregistrée contribue à 26 % du PRB total, contre 34 % en 1990.

152. Le PRB moyen par habitant atteint un peu moins de 1200 dollars par habitant en 2020, soit un accroissement de 75 % par rapport à 1990 et un taux de croissance moyen de 1.9 % sur l'ensemble de la période. La productivité agricole (valeur ajoutée par agriculteur) atteint 370 dollars (+ 85 %) et la productivité marchande atteint 230 dollars, soit 2.4 fois le niveau de 1990. La productivité moyenne du secteur informel (dont une partie s'est transformée en secteur intermédiaire) atteint 570 dollars, l'écart de productivité entre ce secteur et le secteur agricole baisse, pour atteindre 1.5, et même 1.2 au Nigéria, où le taux de migration du milieu rural vers les villes est fortement ralenti. Le PRB moyen par habitant s'accroît de 40 % en milieu urbain et en milieu rural, l'écart de productivité entre le milieu urbain et le milieu rural restant à peu près constant à 3.3. Le PRB moyen par habitant urbain retrouve en 2020 son maximum historique de 1530 dollars atteint en 1980.

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

DONNEES DE PEUPLEMENT

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR	VALEUR	VALEUR	VALEUR	TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1980	1990	2020	1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	41	58	69	105	1.7	1.7	1.4
POPULATION URBAINE	U	7	20	32	121	4.7	5.5	4.5
POPULATION AGRICOLE	PP	40	59	71	117	1.8	2.0	1.7
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	8	19	29	109	4.5	4.5	4.4
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	4	10	20	81	6.6	5.5	4.8
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	4	9	10	27	1.3	3.1	3.5
POPULATION TOTALE	P	47	78	101	226	2.5	2.6	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.32	0.41	0.92	2.6	2.5	2.7
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.26	0.32	0.53			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.55	0.67	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR	VALEUR	VALEUR	VALEUR	TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1980	1990	2020	1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	6	9	12	31	3.2	2.6	3.1
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	0	4	-3.1	1.2	8.4
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	3	3	7	1.1	4.3	2.6
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	7	12	16	41	2.6	2.8	3.3
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	2	5	9	49	5.7	5.6	5.6
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	16	35	39	145	1.3	3.1	4.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	18	40	49	193	2.0	3.5	4.7
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	24	52	64	234	2.1	3.3	4.4
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	27	57	70	254	2.1	3.3	4.4
PRB RURAL	Y (R)	16	23	25	50	0.8	1.6	2.3
PRB URBAIN	Y (U)	11	34	44	205	2.9	4.8	5.2
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	7	15	20	60	3.5	3.4	3.7
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	19	42	49	194	1.5	3.2	4.7
RATIOS								
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.03	0.04	0.02	0.09			
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.12	0.22	0.19	0.16			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.59	3.32	3.12	4.73			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.72	0.77	0.76	0.83			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.41	0.59	0.64	0.80			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.28	0.26	0.29	0.24			

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR				TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1980	1990	2020	1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US\$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	121	114	122	136	0.7	0.0	0.4
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	5	5	3	16	-5.5	-1.3	5.6
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	18	35	30	29	-1.4	1.7	-0.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	154	155	181	0.0	0.3	0.5
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	372	512	484	856	-0.6	0.9	1.9
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	561	725	691	1124	-0.5	0.7	1.6
PRB DE BASE PAR HABITANT	$y1 = Y1 / P$	158	185	203	267	0.9	0.8	0.9
PRB EXPOSE PAR HABITANT	$y2 = Y2 / P$	403	539	489	858	-1.0	0.6	1.9
PRODUCTIVITE EN US\$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	$a = A/PP$	172	204	219	348	0.7	0.8	1.6
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	$a - (A1+A2)/P$	46	84	94	196	1.1	2.4	2.5
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P	am / a	0.27	0.41	0.43	0.56	0.4	1.6	0.9
NON AGRICOLE	$b = B/PP$	2247	2113	1655	1783	-2.4	-1.0	0.2
PRODUCTIVITE INFORMELLE	$b1 = B1 / PNP1$	477	522	479	601	-0.8	0.0	0.8
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	$b2 = B2 / PNP2$	4016	4058	4042	5327	-0.0	0.0	0.9
PRODUCTIVITE MOYENNE	$y = Y/P$	561	725	691	1124	-0.5	0.7	1.6
PRODUCTIVITE RURALE	$y(R) = Y(R) / R$	384	400	368	470	-0.8	-0.1	0.8
PRODUCTIVITE URBAINE	$y(U) = Y(U) / U$	1672	1655	1383	1696	-1.8	-0.6	0.7
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	$b1 / a$	2.8	2.6	2.2	1.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	$b2 / b1$	8.4	7.8	8.4	8.9			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/b	13.0	10.4	7.6	5.1			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	$y(U) / y(R)$	4.3	4.1	3.8	3.6			

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

DONNEES DE PEUPLEMENT NIGERIA

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	34	41	48	55	1.7	1.2	0.4
POPULATION URBAINE	U	6	30	45	150	4.3	7.0	4.0
POPULATION AGRICOLE	PP	33	42	50	60	1.8	1.4	0.6
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	7	29	44	144	4.3	6.4	4.0
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	3	16	29	108	6.4	7.4	4.4
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	3	13	14	36	1.1	4.9	3.1
POPULATION TOTALE	P	40	70	94	204	2.9	2.9	2.6
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.21	0.69	0.88	2.38	2.5	4.9	3.4
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.15	0.42	0.49	0.73			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.55	0.67	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	5	7	10	24	3.4	2.0	3.1
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	0	0	12.7	0.6	6.9
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	0	0	0	0	-9.4	-4.1	2.5
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	6	7	10	25	3.1	1.8	3.1
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	1	7	11	59	4.5	7.4	5.8
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	8	40	39	155	-0.4	5.4	4.7
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	9	47	49	215	0.4	5.7	5.0
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	15	55	59	239	0.8	4.7	4.8
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	17	61	62	253	0.1	4.4	4.8
PRB RURAL	Y (R)	11	14	15	27	0.3	0.8	2.0
PRB URBAIN	Y (U)	5	47	48	226	0.1	7.5	5.3
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	6	17	24	70	3.7	4.6	3.6
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	11	44	38	183	-1.6	4.3	5.4
RATIOS								
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.01	0.00	0.01	0.02			
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.08	0.05	0.01	0.01			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	1.61	6.52	5.03	8.70			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.62	0.87	0.83	0.90			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.32	0.77	0.77	0.90			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.38	0.28	0.39	0.28			

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR	VALEUR	VALEUR	VALEUR	TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1980	1990	2020	1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL								
EN US\$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	132	98	103	117	0.5	-0.8	0.4
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	1	0	1	2	9.5	-2.3	4.2
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	12	5	1	1	-12.0	-6.8	-0.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	145	103	105	121	0.2	-1.1	0.5
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	234	672	529	1051	-2.4	2.8	2.3
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	426	870	664	1238	-2.7	1.5	2.1
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	161	241	261	341	0.8	1.6	0.9
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	265	629	402	897	-4.4	1.4	2.7
PRODUCTIVITE								
EN US\$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	175	174	198	408	1.3	0.4	2.4
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	42	76	94	288	2.1	2.7	3.8
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P NON AGRICOLE	am / a	0.24	0.44	0.47	0.71	0.8	2.3	1.3
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b = B/PNP	1364	1651	1132	1493	-3.7	-0.6	0.9
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b1 = B1 / PNP1	373	440	368	549	-1.8	-0.0	1.3
PRODUCTIVITE MOYENNE	b2 = B2 / PNP2	2355	3131	2684	4328	-1.5	0.4	1.6
	y = Y/P	426	870	664	1238	-2.7	1.5	2.1
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	339	345	302	486	-1.3	-0.4	1.6
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	916	1586	1045	1512	-4.1	0.4	1.2
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.1	2.5	1.9	1.3			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 / b1	6.3	7.1	7.3	7.9			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	7.8	9.5	5.7	3.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	2.7	4.6	3.5	3.1			

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

DONNEES DE PEUPELEMENT AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR	VALEUR	VALEUR	VALEUR	TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1980	1990	2020	1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	75	99	117	160	1.7	1.5	1.1
POPULATION URBAINE	U	12	50	78	270	4.5	6.3	4.2
POPULATION AGRICOLE	PP	73	101	121	178	1.8	1.7	1.3
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	48	73	252	4.4	5.5	4.2
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	7	26	49	189	6.5	6.5	4.6
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	7	21	24	63	1.2	4.0	3.3
POPULATION TOTALE	P	87	149	194	430	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPELEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.47	0.60	1.42	2.5	3.7	2.9
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.34	0.40	0.63			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.55	0.67	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR	VALEUR	VALEUR	VALEUR	TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1980	1990	2020	1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	11	16	22	55	3.3	2.3	3.1
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	0	4	-1.8	1.1	8.2
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	3	3	7	0.3	3.0	2.6
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	19	25	66	2.8	2.4	3.2
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	3	12	20	108	5.0	6.4	5.7
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	24	75	78	300	0.4	4.0	4.6
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	87	98	408	1.2	4.4	4.9
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Y ₀	40	107	124	474	1.5	3.9	4.6
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	118	132	507	1.1	3.8	4.6
PRB RURAL	Y (R)	27	37	40	76	0.6	1.3	2.2
PRB URBAIN	Y (U)	16	81	92	431	1.3	5.9	5.3
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	14	31	45	130	3.6	4.0	3.6
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	30	87	87	377	0.0	3.7	5.0
RATIOS								
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.02	0.02	0.01	0.06			
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.10	0.16	0.12	0.10			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	4.52	3.86	6.22			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Y ₀	0.68	0.82	0.79	0.86			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.38	0.68	0.70	0.85			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.32	0.27	0.34	0.26			

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR	VALEUR	VALEUR	VALEUR	TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1980	1990	2020	1980 -1990	1990 -1990	1990 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US\$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	126	106	113	127	0.6	-0.4	0.4
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	3	3	2	9	-4.4	-1.5	5.4
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	21	16	16	-2.4	0.2	-0.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	130	131	152	0.1	-0.3	0.5
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	309	588	506	949	-1.5	1.7	2.1
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	793	678	1178	-1.6	1.0	1.9
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	159	212	231	302	0.9	1.2	0.9
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	340	582	447	876	-2.6	0.9	2.3
PRODUCTIVITE EN US\$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	174	191	210	368	0.9	0.6	1.9
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	44	82	95	232	1.5	2.6	3.0
PART DU SURPLUS DE VAL. AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P NON AGRICOLE	am / a	0.26	0.43	0.45	0.63	0.6	1.9	1.1
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b = B/PNP	1835	1835	1343	1618	-3.1	-1.0	0.6
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b1 = B1 / PNP1	428	473	413	571	-1.3	-0.1	1.1
PRODUCTIVITE MOYENNE	b2 = B2 / PNP2	3242	3500	3231	4758	-0.8	-0.0	1.3
	y = Y/P	499	793	678	1178	-1.6	1.0	1.9
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	364	378	341	476	-1.0	-0.2	1.1
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	1310	1614	1185	1594	-3.0	-0.3	1.0
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.5	2.5	2.0	1.6			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 / b1	7.6	7.4	7.8	8.3			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/s	10.6	9.6	6.4	4.4			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	3.6	4.3	3.5	3.4			

MATRICE DES ECHANGES INTRAREGIONAUX ET EXTERIEURS DU NIGERIA ET DU RESTE DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

ENSEMBLE DES BIENS ET SERVICES

VALEURS EN MILLIARDS DE US DOLLARS. PRIX ANNEE DE BASE 1990

ANNEE FINALE DE PROJECTION

2020

ECONOMIE REELLE

	NIGERIA	WA18	TOT.EXPORT INTRA WA	EXPORTATIO VERS LE RDM	TOTAL DES EXPORTATIO	DONT NON ENREGISTRE	B. & S. UTILISES SUR LE MARCHÉ INTERIEUR	GRAND TOTA
NIGERIA		7.0	7.0	33.2	40.2	2.0	258.4	298.6
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA WA18 (18 PAYS)	6.6	10.4	17.0	35.9	52.9	3.2	262.6	315.6
TOTAL DES IMPORTATIONS INTRAREGIONALES WA	6.6	17.4	24.0	69.1	93.2	5.2	521.0	614.2
IMPORTATIONS EN PROVENANCE DU RESTE DU MONDE	39.2	44.1	83.3					
TOTAL DES IMPORTATIONS	45.9	61.4	107.3					
DONT IMPORTATIONS NON ENREGISTREES	2.0	3.2	5.2					
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX D'ORIGINE INTERIEURE	252.8	254.1	506.9					
TOTAL DES UTILISATIONS FINALES DE BIENS ET SERVICES	298.6	315.6	614.2					

PRINCIPAUX RATIOS CONCERNANT LES ECHANGES TOTAUX

	NIGERIA	WA18	WA
PART DES IMPORTATIONS TOTALES DANS LA DEMANDE TOTALE	0.15	0.19	0.17
PART DE LA REGION DANS LES IMPORTATIONS TOTALES	0.14	0.28	0.22
PART DES EXPORTATIONS DANS LE TOTAL DES UTILISATIONS DE BIENS ET SERVICES	0.13	0.17	0.15
PART DE LA REGION DANS LES EXPORTATIONS TOTALES	0.17	0.32	0.26
RATIO (IMPORT + EXPORT) TOTAL / PRODUIT REGIONAL BRUT	0.34	0.45	0.40
RATIO (IMPORT + EXPORT) INTRAREGIONAL / PRB (OUVERTURE INTRAREGIONALE)	0.05	0.14	0.09
RATIO (IMPORT + EXPORT) RESTE DU MONDE / PRB (OUVERT. DE LA REGION AU RDM)	0.29	0.31	0.30

TAUX DE CROISSANCE DES ECHANGES TOTAUX

	NIGERIA	WA18	WA
IMPORTATIONS TOTALES EN PROVENANCE DE LA REGION	6.7	8.9	8.1
IMPORTATIONS TOTALES EN PROVENANCE DU RESTE DU MONDE	5.4	3.6	4.3
IMPORTATIONS TOTALES	5.6	4.5	4.9
EXPORTATIONS TOTALES A DSTINATION DE LA REGION	7.0	8.8	8.1
EXPORTATIONS TOTALES A DESTINATION DU RESTE DU MONDE	3.3	3.7	3.5
EXPORTATIONS TOTALES	3.7	4.7	4.2

MATRICE DES ECHANGES INTRAREGIONAUX ET EXTERIEURS DU NIGERIA ET DU RESTE DE LA REGION AFRIQUE DE L'OUEST**IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020****PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES**

VALEURS EN MILLIARDS DE US DOLLARS. PRIX ANNEE DE BASE 1990

ANNEE FINALE DE PROJECTION

2020

ECONOMIE REELLE

	NIGERIA	WA18	TOT. EXPORT INTRA WA	EXPORT AGR VERS LE RDM	TOTAL EXPO AGROALIMEN	B & S. FIANUX AGROALIM. U SUR LE MARCHÉ INTERIEUR	GRAND TOTAL
NIGERIA		1.2	1.2	0.8	2.1	58.2	60.3
AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA WA18 (18 PAYS)	3.2	6.4	9.6	18.0	27.5	71.2	98.8
TOTAL DES IMPORTATIONS INTRAREGIONALES WA	3.2	7.7	10.8	18.8	29.6	129.5	159.1
IMPORT AGROALIM EN PROVENANCE DU RDM	5.7	6.6	12.4				
TOTAL DES IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES	8.9	14.3	23.2				
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX AGRICOLES D'ORIGINE INT	51.4	84.5	135.9				
TOTAL DES BIENS ET SERVICES FINAUX AGRICOLES	60.3	98.8	159.1				

PRINCIPAUX RATIOS CONCERNANT LES ECHANGES AGROALIMENTAIRES

	NIGERIA	WA18	WA
PART DES IMPORTATIONS TOTALES DANS LA DEMANDE AGROALIMENTAIRE TOTALE	0.15	0.14	0.15
PART DE LA REGION DANS LES IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	0.36	0.54	0.47
PART DES EXPORTATIONS DANS LA PRODUCTION AGRICOLE	0.03	0.28	0.19
PART DE LA REGION DANS LES EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES	0.61	0.35	0.37

TAUX DE CROISSANCE DES ECHANGES AGROALIMENTAIRES

	NIGERIA	WA18	WA
IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES EN PROVENANCE DE LA REGION	6.9	10.0	8.8
IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES EN PROVENANCE DU RESTE DU MONDE	4.4	1.8	2.8
IMPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	5.1	4.1	4.4
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES A DESTINATION DE LA REGION	7.6	9.0	8.8
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES A DESTINATION DU RESTE DU MONDE	3.0	3.0	3.0
EXPORTATIONS AGROALIMENTAIRES TOTALES	5.0	4.2	4.2

IMAGE CENTRALE A L'HORIZON 2020

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

PRINCIPAUX AGREGATS DES COMPTES NATIONAUX ANNEE
ECONOMIE REELLE
VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIARDS DE US\$

2020

	SECTEUR PRIVE	SECTEUR PUBLIC	TOTAL PAYS	MILIEU URBAIN	MILIEU RURAL	TAUX DE CROISSANCE		
						1990 TOTAL	-2020 URBAIN	RURAL
CONSOMMATION	326	68	394	332	62	4.5	5.3	1.9
INVESTISSEMENT BRUT	94	33	127	115	12	5.6	6.1	2.5
EPARGNE INTERIEURE BRUTE	80	28	108	86	19	5.4	5.9	3.8
BALANCE INVESTISSEMENT - EPARGNE	13	5	19	26	-7	6.4	6.8	8.3
EXPORTATIONS FOB TOTALES			93			4.2		
DONT EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE			69			3.5		
DONT EXPORTATIONS VERS LA REGION			24			8.1		
IMPORTATIONS CIF TOTALES			107			4.9		
DONT IMPORTATIONS DU RESTE DU MONDE			83			4.3		
DONT IMPORTATIONS DE LA REGION			24			8.1		
TRANSFERTS COURANTS NETS RECUS DU RDM	3	-8	-4			0.2		
TRANSFERTS COURANTS PAYES A LA REGION	4		4			5.0		
TRANSFERTS COURANTS RECUS DE LA REGION	4		4			5.0		
BALANCE IMPORT - EXPORT TOTALES			14			ERR		
BALANCE IMPORT - EXPORT - TRANSFERTS COURANTS			19			6.4		
TRANSFERTS EN CAPITAL RECU DU RDM	5	13	19			6.4		
PRODUIT INTERIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	364	34	418	346	72	4.6	5.4	2.2
TAXES INDIRECTES ET TAXES IMPORT-EXPORT		89	89	85	4	4.7	5.0	1.3
PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHÉ	364	123	507	431	76	4.6	5.3	2.2
TAUX D'INVESTISSEMENT BRUT	0.24	0.27	0.25	0.27	0.15			
PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT (US \$ / HAB)			1178	1584	476	1.9	1.0	1.1

153. Les écarts de productivité entre le secteur informel et le secteur agricole et entre le milieu urbain et le milieu rural qui résultent en 2020 de cette image centrale sont en fait anormalement faibles par comparaison avec les ratios constatés dans les autres régions du monde. Ceci tend à montrer que, dans l'hypothèse de peuplement associée à cette image centrale, un changement structurel, non repéré dans la MCS se produirait sans doute avant l'horizon 2020. Ce changement structurel se traduirait par une croissance de la productivité moyenne non agricole et urbaine plus forte que celle décrite dans la MCS.

154. La croissance économique est plus rapide au Nigéria (taux moyen 2.1 % par habitant) qu'en moyenne pour le reste de la sous-région (1.6 %). La part du Nigéria dans le PRB total s'accroît ainsi de 47 à 50 %. Sous la pression du marché intérieur, la productivité agricole y croît plus vite que dans le reste de la région, la productivité agricole marchande atteignant 290 dollars, soit près 50 % de plus que la moyenne du reste de la région.

155. La matrice des échanges intra-régionaux et extérieurs de l'ensemble des biens et services associée à cette image centrale se traduit par un taux d'ouverture total (rapport entre importation plus exportation et PRB) de 39 %, à peu près égal à celui de 1990. Mais le taux d'ouverture de la région au reste du monde est sensiblement réduit, de 36 % en 1990 à 30 %. Le commerce intra-régional contribue en effet à 22 % du total des importations des pays contre 9 % en 1990.

156. D'après la matrice des échanges intra-régionaux et extérieurs de produits agro-alimentaires, la part importée de la demande agro-alimentaire régionale totale augmente de 11 % en 1990 à 15 % en 2020, mais les échanges intra-régionaux assurent une part des besoins totaux d'importation fortement croissante, de 14 % en 1990 à 46 % en 2020. Pour qu'il en soit ainsi, le taux moyen de croissance du commerce agro-alimentaire intra-régional devrait se maintenir aux environs de 9 % sur trois décennies. Toutefois, ces échanges intra-régionaux ne contribueraient encore qu'à 7 % de la consommation régionale totale. Le Nigéria, dont la balance commerciale totale est excédentaire par rapport au reste de la région, est importateur net de produits agro-alimentaires.

157. Par rapport à cette image centrale, l'image de faible croissance urbaine conduit à un PRB total, un PRB moyen par habitant et une productivité agricole marchande (qui est l'un des principaux déterminants des revenus monétaires des agriculteurs) de l'ordre de 25 % plus faible que dans l'image centrale. Les écarts de productivité entre le secteur moderne et le secteur informel, le secteur informel et le secteur agricole, le milieu urbain et le milieu rural sont plutôt plus élevés que dans l'image centrale.

158. L'image de croissance urbaine forte conduit à des variations opposées et d'amplitude comparable. Le PRB total est supérieur de 20 %, la productivité agricole totale et la productivité marchande sont supérieures de 28 % et 42 % par rapport à l'image centrale, et tous les écarts de productivité entre secteurs sont plus faibles que dans l'image centrale.

159. Comme déjà noté dans le cas de l'image centrale, certains des écarts de productivité constatés dans cette image de croissance urbaine accélérée atteignent des niveaux très faibles, et peu vraisemblables. La MCS sous-estime probablement l'accroissement de productivité (intensification) qui se produira dans les secteurs

IMAGE 2020

VARIANTE: TAUX DE CROISSANCE URBAIN REDUIT DE 0.5 % PAR RAPPORT A L'IMAGE CENTRALE

DONNEES DE PEUPLEMENT

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	75	99	117	197	1.7	1.5	1.8
POPULATION URBAINE	U	12	50	78	233	4.5	6.3	3.7
POPULATION AGRICOLE	PP	73	101	121	207	1.8	1.7	1.8
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	48	73	223	4.4	5.5	3.8
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	7	26	49	167	6.5	6.5	4.2
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	7	21	24	56	1.2	4.0	2.8
POPULATION TOTALE	P	87	149	194	430	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPLEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.47	0.60	1.08	2.5	3.7	1.9
NIVEAU D'URBANISATION	UP	0.14	0.34	0.40	0.54			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.55	0.67	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	11	16	22	54	3.3	2.3	3.0
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGION	A2	0	0	0	1	-1.8	1.1	3.2
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MOND	A3	1	3	3	7	0.3	3.0	2.7
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	19	25	62	2.8	2.4	3.0
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	3	12	20	84	5.0	6.4	4.9
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	24	75	78	235	0.4	4.0	3.7
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	87	98	319	1.2	4.4	4.0
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	40	107	124	381	1.5	3.9	3.8
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	118	132	406	1.1	3.8	3.8
PRB RURAL	Y (R)	27	37	40	80	0.6	1.3	2.4
PRB URBAIN	Y (U)	16	81	92	326	1.3	5.9	4.3
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	14	31	45	120	3.6	4.0	3.3
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	30	87	87	287	0.0	3.7	4.1
RATIOS								
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOT	A2/A	0.02	0.02	0.01	0.02			
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A3/A	0.10	0.16	0.12	0.12			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	4.52	3.86	5.18			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.68	0.82	0.79	0.84			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.38	0.68	0.70	0.80			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.32	0.27	0.34	0.29			

IMAGE 2020

VARIANTE: TAUX DE CROISSANCE URBAIN REDUIT DE 0.5 % PAR RAPPORT A L'IMAGE CENTRALE

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR	VALEUR	VALEUR	VALEUR	TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1980	1990	2020	1980 -1990	1980 -1990	1990 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US\$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	126	106	113	125	0.6	-0.4	0.3
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	3	3	2	2	-4.4	-1.5	0.5
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	21	16	16	-2.4	0.2	0.0
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	130	131	143	0.1	-0.3	0.3
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	309	588	506	743	-1.5	1.7	1.3
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	793	678	946	-1.6	1.0	1.1
PRB DE BASE PAR HABITANT	$y1 = Y1 / P$	159	212	231	279	0.9	1.2	0.6
PRB EXPOSÉ PAR HABITANT	$y2 = Y2 / P$	340	582	447	667	-2.6	0.9	1.3
PRODUCTIVITE EN US\$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	$a = A/PP$	174	191	210	298	0.9	0.6	1.2
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	$a - (A1+A2)/P$	44	82	95	171	1.5	2.6	2.0
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ PAR HABITANT	am / a	0.26	0.43	0.45	0.57	0.6	1.9	0.8
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE	$b = B/PNP$	1835	1835	1343	1432	-3.1	-1.0	0.2
PRODUCTIVITE INFORMELLE	$b1 = B1 / PNP1$	428	473	413	504	-1.3	-0.1	0.7
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	$b2 = B2 / PNP2$	3242	3500	3231	4216	-0.8	-0.0	0.9
PRODUCTIVITE MOYENNE	$y = Y/P$	499	793	678	946	-1.6	1.0	1.1
PRODUCTIVITE RURALE	$y(R) = Y(R) / R$	364	378	341	406	-1.0	-0.2	0.6
PRODUCTIVITE URBAINE	$y(U) = Y(U) / U$	1310	1614	1185	1404	-3.0	-0.3	0.6
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	$b1 / a$	2.5	2.5	2.0	1.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFORMELLE	$b2 / b1$	7.6	7.4	7.8	8.4			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE / AGRICOLE	b/a	10.6	9.6	6.4	4.8			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	$y(U) / y(R)$	3.6	4.3	3.5	3.5			

IMAGE 2020**VARIANTE: TAUX DE CROIS. URBAIN ACCRU DE 0.5 % (SAUF NIGERIA : 0.3 %) PAR RAPPORT A L'IMAGE CENTRAL****DONNEES DE PEUPEMENT****AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)**

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	75	99	117	120	1.7	1.5	0.1
POPULATION URBAINE	U	12	50	78	310	4.5	6.3	4.7
POPULATION AGRICOLE	PP	73	101	121	145	1.8	1.7	0.6
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	48	73	285	4.4	5.5	4.6
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	7	26	49	214	6.5	6.5	5.0
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	7	21	24	71	1.2	4.0	3.7
POPULATION TOTALE	P	87	149	194	430	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.47	0.60	1.97	2.5	3.7	4.0
NIVEAU D'URBANISATION	UP	0.14	0.34	0.40	0.72			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.55	0.67	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT**AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)****ECONOMIE REELLE**

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1980 -1990	1960 -1990	1990 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	11	16	22	56	3.3	2.3	3.2
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGION	A2	0	0	0	5	-1.8	1.1	9.2
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MOND	A3	1	3	3	7	0.3	3.0	2.5
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	19	25	67	2.8	2.4	3.3
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	3	12	20	144	5.0	6.4	6.7
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	24	75	78	342	0.4	4.0	5.0
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	87	98	485	1.2	4.4	5.5
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	40	107	124	553	1.5	3.9	5.1
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	118	132	593	1.1	3.8	5.1
PRB RURAL	Y (R)	27	37	40	63	0.6	1.3	1.6
PRB URBAIN	Y (U)	16	81	92	529	1.3	5.9	6.0
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	14	31	45	141	3.6	4.0	3.9
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	30	87	87	452	0.0	3.7	5.6
RATIOS								
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TOT	A2/A	0.02	0.02	0.01	0.08			
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A3/A	0.10	0.16	0.12	0.10			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	4.52	3.86	7.20			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.68	0.82	0.79	0.88			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.38	0.68	0.70	0.89			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.32	0.27	0.34	0.24			

IMAGE 2020**VARIANTE: TAUX DE CROIS. URBAIN ACCRU DE 0.5 % (SAUF NIGERIA : 0.3 %) PAR RAPPORT A L'IMAGE CENTRAL**

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1980	VALEUR 1990	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1980 -1990	1990 -1990	1990 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US\$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHE NATIONAL	A1/P	126	106	113	130	0.6	-0.4	0.5
AGRICULTURE DE MARCHE REGIONAL	A2/P	3	3	2	12	-4.4	-1.5	6.3
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	21	16	15	-2.4	0.2	-0.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	130	131	157	0.1	-0.3	0.6
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	309	588	506	1129	-1.5	1.7	2.7
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	793	678	1379	-1.6	1.0	2.4
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	159	212	231	328	0.9	1.2	1.2
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	340	582	447	1051	-2.6	0.9	2.9
PRODUCTIVITE EN US\$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	174	191	210	466	0.9	0.6	2.7
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	44	82	95	324	1.5	2.6	4.2
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ PAR HABITANT	am / a	0.26	0.43	0.45	0.70	0.6	1.9	1.4
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE	b = B/PP	1835	1835	1343	1703	-3.1	-1.0	0.8
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b1 = B1 / PNP1	428	473	413	672	-1.3	-0.1	1.6
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b2 = B2 / PNP2	3242	3500	3231	4797	-0.8	-0.0	1.3
PRODUCTIVITE MOYENNE	y = Y/P	499	793	678	1379	-1.6	1.0	2.4
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	364	378	341	529	-1.0	-0.2	1.5
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	1310	1614	1185	1707	-3.0	-0.3	1.2
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.5	2.5	2.0	1.4			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFORMELLE	b2 / b1	7.6	7.4	7.8	7.1			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / AGRICOLE	b/a	10.6	9.6	6.4	3.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	3.6	4.3	3.5	3.2			

traditionnels d'accueil des migrants (secteur informel, secteur moderne, et milieu urbain en général) du fait du fort ralentissement des flux migratoires apparaissant en fin de période. Une autre logique d'organisation de la production, moins intensive en main-d'oeuvre, apparaîtrait localement dans ces secteurs. Ce serait l'amorce d'une phase de croissance économique accélérée, c'est-à-dire du véritable décollage, qui a apparemment tant tardé à se manifester, pour les raisons décrites dans la deuxième partie.

3.4 Conclusion provisoire : un cheminement 1990-2020 vraisemblable

160. Les opportunités et contraintes auxquelles la région est confrontée à l'horizon décennal ont bien été mises en évidence dans le document de David Naudet déjà cité²⁷. Les divers scénarios passés en revue montrent que les perspectives de croissance à moyen terme sont peu favorables, sauf retournement peu vraisemblable de la conjoncture intérieure et extérieure. Le scénario de l'intégration régionale, qui est le plus favorable à la région dans une perspective de temps long, *"ne permettrait pas d'envisager une amélioration sensible des niveaux de vie avant un terme lointain. Le tarissement des rentes commerciales, l'augmentation des prix due aux mesures protectrices généreraient plutôt des tendances récessives. Le développement des productions locales ne peut se concevoir qu'à terme et il sera très faiblement productif... Ce scénario d'intégration n'offre que des bénéfices incertains et limités. Mais c'est le seul scénario qui propose une perspective de développement vraiment régionale, il constitue pour beaucoup de pays l'alternative unique à la résignation"*.

161. La difficile conjoncture que traversent la plupart des pays depuis une dizaine d'années conduit en effet, très logiquement, à ces prévisions assez pessimistes. Et pourtant, après plus de trente ans de "croissance sans développement" ou de croissance basée sur l'exploitation de rentes artificielles, la population de la région, qui a plus que doublé, continue à vivre. On peut parier qu'elle continuera à vivre, à se nourrir, à se loger, à s'habiller, à s'éduquer et se distraire, à mener une vie de relation (dont la qualité n'a rien à envier à celle des autres régions du monde) et on peut aussi parier qu'une fraction notable de la population fera mieux que survivre et verra son standard de vie se rapprocher des niveaux internationaux, non pas uniquement en prélevant sans contrepartie sur la communauté, mais en contribuant aussi à la création de richesses et à l'accumulation de capital.

162. Comment réconcilier ces deux visions : la vision "réaliste", qui est fortement influencée par le constat des performances apparentes des dix dernières années, et la vision "démoéconomique", basée sur une période de référence plus longue et selon laquelle les individus, qui font l'économie réelle, ne se sont pas autant endormis que ne le montrent les statistiques officielles et ne se laisseront pas dépérir ? La réponse à cette question passe nécessairement par une relecture multidisciplinaire et pragmatique du passé, que seuls les pays concernés peuvent mener à bien avec toute la profondeur nécessaire. L'étude WALTPS aborde cette relecture sous divers angles complémentaires, mais cette relecture reste encore excessivement simplificatrice et n'est pas forcément exempte de biais.

²⁷ Voir WALTPS document de travail no. 3, *Eléments de vision économique prospective. L'Afrique de l'ouest à l'horizon décennal*, SAH/D(93)411, David Naudet.

163. On peut toutefois tenter de raccorder les scénarios à l'horizon décennal et les images 2020 esquissées ci-dessus. Pour ce faire, l'intervalle de temps 1990-2020 a été divisé en deux périodes 1990-2005 et 2005-2020. Une image 2005, résumée dans le tableau joint, a été esquissée avec les hypothèses de l'image de faible croissance urbaine présentée précédemment. L'année 2005 est considérée dans cette image comme postérieure à la période troublée de sortie de crise : à cette date, une nouvelle phase de croissance est déjà engagée sur des bases assainies dans la plupart des pays importants de la région. Le taux moyen de croissance du PRB régional sur cette période 1990-2005 est modéré (4.4 %), mais supérieur à celui de la population totale. Le taux de croissance du PIB atteint en fait 5.0 % au Nigéria, après la profonde récession des années 1980-1990, et 3.8 % en moyenne dans le reste de la région. La poursuite, à un taux ralenti, de la division du travail entre le milieu urbain et le milieu rural permet aux marchés intérieurs et au marché régional de poursuivre leur développement. Les échanges intra-régionaux commencent à décoller, mais sont encore modestes : ils n'atteignent que le double de leur niveau de 1990.

164. La profonde restructuration du peuplement et des économies engagée depuis les indépendances étant alors suffisamment avancée et la crise des années 1980-1990 étant totalement digérée, une nouvelle phase de croissance accélérée peut s'engager sur des bases assainies. Une image proche de l'image centrale décrite précédemment est ainsi atteinte en 2020, grâce à un taux de croissance économique régional proche de 5 % hors Nigéria. Cette croissance accélérée de l'économie régionale est toujours en partie tributaire des transferts et des échanges avec le reste du monde, mais elle profite de plus en plus de l'intensification des échanges intra-régionaux, dont le taux de croissance atteint de l'ordre de 12 % sur la période 2015-2020.

IMAGE 2020

VARIANTE : SORTIE DE CRISE JUSQU'EN 2005 PUIS CROISSANCE CONDUISANT A L'IMAGE CENTRALE 2020

DONNEES DE PEUPEMENT

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR				TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1990	2005	2020	1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	41	69	93	105	1.7	2.1	0.8
POPULATION URBAINE	U	7	32	58	121	5.5	4.0	5.0
POPULATION AGRICOLE	PP	40	71	98	117	2.0	2.1	1.2
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	8	29	53	109	4.5	4.0	4.8
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	4	20	37	81	5.5	4.4	5.3
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	4	10	16	27	3.1	3.4	3.6
POPULATION TOTALE	P	47	101	151	226	2.6	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.41	0.55	0.92	2.5	1.9	3.5
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.32	0.38	0.53			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.67	0.70	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1960-1990, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR				TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1990	2005	2020	1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	6	12	19	31	2.6	3.1	3.2
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	1	4	1.2	3.3	13.9
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	3	5	7	4.3	2.7	2.5
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	7	16	24	41	2.8	3.0	3.5
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	2	9	19	49	5.6	4.8	6.4
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	16	39	69	145	3.1	3.8	5.1
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	18	49	88	193	3.5	4.0	5.4
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	24	64	112	234	3.3	3.8	5.0
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	27	70	121	254	3.3	3.8	5.1
PRB RURAL	Y (R)	16	25	36	50	1.6	2.5	2.1
PRB URBAIN	Y (U)	11	44	85	205	4.8	4.4	6.1
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	7	20	34	60	3.4	3.4	3.9
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	19	49	87	194	3.2	3.9	5.5
RATIOS								
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.03	0.02	0.02	0.09			
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.12	0.19	0.19	0.16			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.59	3.12	3.61	4.73			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.72	0.76	0.78	0.83			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.41	0.64	0.70	0.80			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.26	0.29	0.28	0.24			

IMAGE 2020

VARIANTE : SORTIE DE CRISE JUSQU'EN 2005 PUIS CROISSANCE CONDUISANT A L'IMAGE CENTRALE 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1990, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR	VALEUR	VALEUR	VALEUR	TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1990	2005	2020	1980 -1990	1990 -2005	2005 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL								
EN US\$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	121	122	128	136	0.0	0.3	0.4
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	5	3	3	16	-1.3	0.5	10.8
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	18	30	30	29	1.7	0.0	-0.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	155	161	181	0.3	0.3	0.8
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	372	484	582	856	0.9	1.2	2.6
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	561	691	802	1124	0.7	1.0	2.3
PRB DE BASE PAR HABITANT	$y1 = Y1 / P$	158	203	223	267	0.8	0.7	1.2
PRB EXPOSE PAR HABITANT	$y2 = Y2 / P$	403	489	578	858	0.8	1.1	2.7
PRODUCTIVITE								
EN US\$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	$a = A/PP$	172	219	250	348	0.8	0.9	2.2
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	$a - (A1+A2)/P$	46	94	118	196	2.4	1.5	3.4
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P NON AGRICOLE	am / a	0.27	0.43	0.47	0.56	1.6	0.7	1.2
PRODUCTIVITE INFORMELLE	$b = B/PNP$	2247	1655	1644	1783	-1.0	-0.0	0.5
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	$b1 = B1 / PNP1$	477	479	513	601	0.0	0.5	1.1
PRODUCTIVITE MOYENNE	$b2 = B2 / PNP2$	4016	4042	4284	5327	0.0	0.4	1.5
	$y = Y/P$	561	691	802	1124	0.7	1.0	2.3
PRODUCTIVITE RURALE	$y(R) = Y(R) / R$	384	368	391	470	-0.1	0.4	1.2
PRODUCTIVITE URBAINE	$y(U) = Y(U) / U$	1672	1383	1465	1696	-0.6	0.4	1.0
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	$b1 / a$	2.8	2.2	2.1	1.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO AGRICOLE	$b2 / b1$	8.4	8.4	8.3	8.9			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	b/a	13.0	7.6	6.6	5.1			
	$y(U) / y(R)$	4.3	3.8	3.8	3.6			

IMAGE 2020

VARIANTE : SORTIE DE CRISE JUSQU'EN 2005 PUIS CROISSANCE CONDUISANT A L'IMAGE CENTRALE 2020

DONNEES DE PEUPEMENT

NIGERIA

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1990	VALEUR 2005	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	34	48	61	55	1.2	1.7	-0.8
POPULATION URBAINE	U	6	45	77	150	7.0	3.5	4.6
POPULATION AGRICOLE	PP	33	50	63	60	1.4	1.6	-0.3
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	7	44	75	144	6.4	3.8	4.5
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	3	29	52	108	7.4	3.9	4.9
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	3	14	22	36	4.9	3.0	3.2
POPULATION TOTALE	P	40	94	138	204	2.9	2.6	2.6
RATIOS DE PEUPEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.21	0.88	1.18	2.38	4.9	2.0	4.8
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.15	0.49	0.55	0.73			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.67	0.70	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT

NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1990	VALEUR 2005	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	5	10	15	24	2.0	3.2	3.0
VAL.AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	0	0	0.6	2.7	11.4
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	0	0	0	0	-4.1	2.2	2.8
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	6	10	16	25	1.8	3.2	3.0
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	1	11	23	59	7.4	5.1	6.6
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	8	39	76	155	5.4	4.6	4.9
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	9	49	98	215	5.7	4.7	5.3
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	15	59	114	239	4.7	4.4	5.1
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	17	62	120	253	4.4	4.5	5.1
PRB RURAL	Y (R)	11	15	22	27	0.8	2.9	1.1
PRB URBAIN	Y (U)	5	48	98	226	7.5	4.9	5.8
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	6	24	39	70	4.6	3.2	3.9
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	11	38	81	183	4.3	5.2	5.6
RATIOS								
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.01	0.01	0.01	0.02			
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.08	0.01	0.01	0.01			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	1.61	5.03	6.25	8.70			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.62	0.83	0.86	0.90			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.32	0.77	0.81	0.90			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.38	0.39	0.33	0.28			

IMAGE 2020

VARIANTE : SORTIE DE CRISE JUSQU'EN 2005 PUIS CROISSANCE CONDUISANT A L'IMAGE CENTRALE 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

NIGERIA

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1960-1990, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1990	VALEUR 2005	VALEUR 2020	TAUX DE CROISSANCE		
						1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL								
EN US\$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	132	103	112	117	-0.9	0.5	0.3
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	1	1	1	2	-2.3	0.1	8.5
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	12	1	1	1	-6.8	-0.4	0.1
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	145	105	114	121	-1.1	0.5	0.4
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	234	529	712	1051	2.8	2.0	2.6
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	426	664	870	1238	1.5	1.8	2.4
PRB DE BASE PAR HABITANT	$y1 = Y1 / P$	161	261	286	341	1.6	0.6	1.2
PRB EXPOSE PAR HABITANT	$y2 = Y2 / P$	265	402	584	897	1.4	2.5	2.9
PRODUCTIVITE								
EN US\$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	$a = A/PP$	175	198	248	408	0.4	1.5	3.4
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	$a - (A1+A2)/P$	42	94	136	288	2.7	2.5	5.2
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P NON AGRICOLE	am / a $b = B/PP$	0.24	0.47	0.55	0.71	2.3	0.9	1.7
PRODUCTIVITE INFORMELLE	$b1 = B1 / PNP1$	1364	1132	1317	1493	-0.6	1.0	0.8
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	$b2 = B2 / PNP2$	373	368	434	549	-0.0	1.1	1.6
PRODUCTIVITE MOYENNE	$y = Y/P$	2355	2684	3376	4328	0.4	1.5	1.7
PRODUCTIVITE RURALE	$y (R) = Y (R) / R$	426	664	870	1238	1.5	1.8	2.4
PRODUCTIVITE URBAINE	$y (U) = Y (U) / U$	339	302	365	486	-0.4	1.3	1.9
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS		916	1045	1276	1512	0.4	1.3	1.1
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	$b1 / a$	2.1	1.9	1.7	1.3			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	$b2 / b1$	6.3	7.3	7.8	7.9			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	7.8	5.7	5.3	3.7			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	$y (U) / y (R)$	2.7	3.5	3.5	3.1			

IMAGE 2020

VARIANTE : SORTIE DE CRISE JUSQU'EN 2005 PUIS CROISSANCE CONDUISANT A L'IMAGE CENTRALE 2020

DONNEES DE PEUPEMENT

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

POPULATIONS EN MILLIONS D'HABITANTS

	NOTATION	VALEUR				TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1990	2005	2020	1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
POPULATION								
POPULATION RURALE	R	75	117	155	160	1.5	1.9	0.2
POPULATION URBAINE	U	12	78	134	270	6.3	3.7	4.8
POPULATION AGRICOLE	PP	73	121	161	178	1.7	1.9	0.7
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	15	73	128	252	5.5	3.8	4.6
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	7	49	90	189	6.5	4.1	5.1
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	7	24	38	63	4.0	3.1	3.4
POPULATION TOTALE	P	87	194	289	430	2.7	2.7	2.7
RATIOS DE PEUPEMENT								
POPULATION NON AGRICOLE / POPULATION AGRICOLE	PNP/PP	0.20	0.60	0.80	1.42	3.7	1.9	3.9
NIVEAU D'URBANISATION	U/P	0.14	0.40	0.46	0.63			
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON AGRICOLE	PNP1/PNP	0.50	0.67	0.70	0.75			

PRODUIT REGIONAL BRUT

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN MILLIARDS DE DOLLARS

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1980, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR				TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1990	2005	2020	1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
PRODUIT REGIONAL								
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	11	22	35	55	2.3	3.1	3.1
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ REGIO	A2	0	0	1	4	1.1	3.2	13.5
VAL AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE DU MON	A3	1	3	5	7	3.0	2.7	2.5
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	13	25	40	66	2.4	3.1	3.3
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	3	20	42	108	6.4	5.0	6.5
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	24	78	144	300	4.0	4.2	5.0
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	27	98	186	408	4.4	4.3	5.4
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	40	124	226	474	3.9	4.1	5.0
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	44	132	241	507	3.8	4.1	5.1
PRB RURAL	Y (R)	27	40	59	76	1.3	2.6	1.7
PRB URBAIN	Y (U)	16	92	182	431	5.9	4.7	5.9
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU DE BASE	Y1	14	45	73	130	4.0	3.3	3.9
PRODUIT REGIONAL BRUT DU NIVEAU EXPOSE	Y2	30	87	168	377	3.7	4.5	5.5
RATIOS								
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE TO	A2/A	0.02	0.01	0.01	0.06			
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VAL. AJ. AGRICOLE T	A3/A	0.10	0.12	0.12	0.10			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.14	3.86	4.64	6.22			
RATIO PRB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXES	B / Yo	0.68	0.79	0.82	0.86			
RATIO PRB URBAIN / PRB TOTAL	Y (U) / Y	0.38	0.70	0.76	0.85			
PART DU PRB DE BASE DANS LE PRB REEL	Y1 / Y	0.32	0.34	0.30	0.26			

IMAGE 2020

VARIANTE : SORTIE DE CRISE JUSQU'EN 2005 PUIS CROISSANCE CONDUISANT A L'IMAGE CENTRALE 2020

VALEURS AJOUTEES PAR HABITANT ET RATIOS DE PRODUCTIVITE

AFRIQUE DE L'OUEST (19 PAYS)

ECONOMIE REELLE

VALEURS AJOUTEES EN DOLLARS PAR HABITANT

PRIX CONSTANTS BASE 1980 POUR LA PERIODE 1960-1990, ET PRIX CONSTANTS BASE 1990 POUR LA PERIODE 1990-2020

	NOTATION	VALEUR				TAUX DE CROISSANCE		
		1960	1990	2005	2020	1960 -1990	1990 -2005	2005 -2020
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TOTAL EN US\$ PAR HABITANT								
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	126	113	120	127	-0.4	0.4	0.4
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	3	2	2	9	-1.5	0.5	10.6
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU MONDE	A3/P	15	16	16	16	0.2	0.0	-0.2
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	131	139	152	-0.3	0.4	0.6
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	309	506	644	949	1.7	1.6	2.6
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	499	678	834	1178	1.0	1.4	2.3
PRB DE BASE PAR HABITANT	y1 = Y1 / P	159	231	253	302	1.2	0.6	1.2
PRB EXPOSE PAR HABITANT	y2 = Y2 / P	340	447	581	876	0.9	1.8	2.8
PRODUCTIVITE EN US\$ PAR HABITANT								
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	174	210	249	368	0.6	1.1	2.6
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1+A2)/P	44	95	127	232	2.6	1.9	4.1
PART DU SURPLUS DE VAL AJ. AGRICOLE MISE EN MARCHÉ P NON AGRICOLE	am / a	0.26	0.45	0.51	0.63	1.9	0.8	1.4
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b = B/PP	1835	1343	1454	1618	-1.0	0.5	0.7
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b1 = B1 / PNP1	428	413	467	571	-0.1	0.8	1.4
PRODUCTIVITE MOYENNE	b2 = B2 / PNP2	3242	3231	3755	4758	-0.0	1.0	1.6
	y = Y/P	499	678	834	1178	1.0	1.4	2.3
PRODUCTIVITE RURALE	y (R) = Y (R) / R	364	341	380	476	-0.2	0.7	1.5
PRODUCTIVITE URBAINE	y (U) = Y (U) / U	1310	1185	1357	1594	-0.3	0.9	1.1
ECARTS DE PRODUCTIVITE ENTRE SECTEURS								
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE	b1 / a	2.5	2.0	1.9	1.6			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE / INFO	b2 / b1	7.6	7.8	8.0	8.3			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE	b/a	10.6	6.4	5.8	4.4			
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE	y (U) / y (R)	3.6	3.5	3.6	3.4			

ANNEXE 1 :

PRESENTATION DU CADRE DE COMPTABILITE DEMOECOMIQUE

(VERSION ANGLAISE)

Introduction and statement of the problem

1. One of the purposes of the WALTPS is to identify the reciprocal implications between population redistribution and macroeconomic, socioeconomic and environmental issues in the Region. The overall regional population growth will inevitably involve high rates of domestic and intraregional migrations and major changes in the patterns of settlement. These changes will modify the behavior of individuals, their perception of their basic needs, their expenditure and income, and, therefore, the nature and spatial distribution of activities and transactions, and the whole structure of the economies of the region.

2. Analyzing these linkages between population dynamics and economic variables and between demand and supply requires a series of accounting frameworks and models at various levels. Spatial interactions between demand and supply can only be analyzed and projected in spatially referenced accounting frameworks and models. The Geographic Information System, which is being prepared, provides the framework for these spatial analyses. A separate note will present the meso-level models which will be used for these spatial analyses.

3. At the macro-level, the WALTPS uses a combination of two complementary accounting and modeling frameworks. The first one is the so-called "demeoeconomic" accounting and modeling framework, which is presented in this paper. The focus of this framework is the presentation of the socioeconomic and macroeconomic linkages between population dynamics and the economy. Since population dynamics is a long term phenomenon, this demeoeconomic framework is of a long term nature, and is primarily concerned with megatrends and the determinants of long term growth patterns. While this demeoeconomic framework allows for a relatively detailed analysis of the macro linkages between the needs of the growing population and its expenditure, between expenditure and income, between domestic demand and domestic supply, and between consumption, income, production and exchange patterns, it largely overlooks prices, linkages between prices and quantities, and financial issues. The second framework, under preparation, is intended to address those price and financial issues which are important to consider in long term perspective studies. However, unlike in CGE models, prices are not endogenous and are only introduced to capture the effects of changes in relative prices on income and expenditure of various agents and on the competitiveness of the economy considered. These two macroeconomic frameworks are both multisectorial and use the same Leontief input-output representation of the production accounts, with a distinction between modern and informal sectors, and between imported and domestic inputs.

The main structure of the demeoeconomic framework

4. Unlike in national accounts as they are presently compiled in most countries of SSA, and unlike in most usual macroeconomic models, private expenditure (consumption and transfers) is the focal point of this framework. The systematic search for detailed balances between expenditure and income and between supply and demand of various agents naturally leads to the construction of **social accounting matrices** (SAMs), which are square tables that identify source and use of all transactions and show how incomings

(in rows) and outgoings (in columns) of various agents and accounts are balanced. Transactions between the country or area considered and the rest of the world are recorded in one or several accounts of the rest of the world.

5. To the extent possible, economic transactions must be localised. At the macro level of the demoeconomic framework, the spatial dimension of analysis is limited to the distinction made between the urban sub-system and the rural subsystem. The reason for this systematic urban-rural disaggregation is evident: these two milieus induce very different economic and socioeconomic patterns, and the process of urbanization is at the core of population dynamics. All accounts are disaggregated between these two subsystems, and the national SAM itself is a two-layer urban-rural SAM, showing transactions which take place inside each of these two sub-systems as well as transactions which take place between these two sub-systems and the rest of the world.

6. Since the objective of the demoeconomic framework is to provide a global picture of economic activities and transactions which support the real life of people, it must include all physical and financial flows, be they traditionally recorded or unrecorded, and monetized or non monetized. This whole system, which is broader than the one considered in national accounts, is called here the "real economy". Although this may not seem evident, it is easier to assess the "real economy" as a whole than any of its components taken in isolation, because it is only at that level that the balance and compatibility between supply and demand, between income and expenditure, between social status and standard of living, between population distribution and economic activity can be checked.

7. In the version used in the present report, it is considered that the real economy is composed of two complementary sub-systems or layers. The first layer also called "unrecorded" or rather "unrecordable" is formed of various sorts of non monetized and monetized activities, transactions and transfers which provide the various categories of households with a minimum of "basic needs", such as food, housing, footwear, private services and local public services. The supply of these basic needs is determined by the demand, which only depends on the number of households of the various categories. In this sub-system, there are no transactions with the rest of the world, the income generated by the production process is equal to the value of production and the savings is equal to investment. This subsystem of production-consumption only depends on the rest of the economy through the population redistribution process, is mostly insensitive to the macroeconomic context. It is this "unrecordable" layer of the real economy that provides this economy with a certain degree of "homeostasy", or capacity to survive to external and domestic shocks. Zaire provides a good example of the capacity of african real economies to survive, at least for several years, to such incredible distortions which would promptly lead to developed economies to a total breakdown. The second sub-system or layer of the real economy, which is called here "recordable", corresponds more or less to the official economy less the "basic needs" transactions such as the non monetized productions and consumptions, which are generally not adequately recorded in national accounts. This second layer of the real economy is more traditional, it behaves as assumed in macroeconomic models and is in particular highly sensitive to the macroeconomic context.

The Social Accounting Matrix in its most aggregated presentation.

		EXPENDITURES								
		1. Households	2. Government	3. Wants	4. Commodities	5. Activities	6. Household capital account	7. Government capital account	8. Rest of the world (ROW)	9. Total
1. Households		Transfers among households	Transfers from government to households			Value added paid to households including capital remuneration			Current transfer from ROW to households	Total household income
2. Government		Direct taxes, user fees, etc.	Transfers among government		Indirect taxes on commodities Import/export taxes	Net indirect taxes on activities			Net current transfer from ROW to government	Total government income
3. Wants		Acquisition of goods and services by households	Acquisition of goods and services by government				Acquisition of investment goods by households	Acquisition of investment goods by government		Total wants demand
4. Commodities				Conversion of wants into commodities		Intermediate commodities used by activities			Exports at market prices	Total commodity demands
5. Activities					Domestic commodity supply					Total activity revenues market prices
6. Household capital account		Household savings							Net capital transfer from ROW to households	Total household capital receipts
7. Government capital account		Government savings							Net capital transfer from ROW to government	Net total government capital receipts.
8. Rest of the world (ROW)		Household transfers to ROW	Public debt interest		Imports					Total current transfers to ROW
9. Total		Total household expenditure	Total government expenditure	Total wants acquisition	Total commodity supply at market prices	Total activities at market prices	Household investment	Government investment	Total receipts from ROW	
R E C E I P T S										

8. The main structure of the demoeconomic SAMs is presented in Table 1. The various accounts considered are assembled in eight groups of rows and columns, plus intermediate and border totals. The two first groups of accounts correspond to the two types of institutions considered, households and governments. The two next groups correspond to wants (which link final demand to commodities) and commodities. The fifth group of accounts corresponds to activities. The sixth and seventh groups correspond to household and government capital accounts. And the last group of accounts corresponds to the rest of the world. Each of the entries of the matrix corresponds to a particular transaction between the two corresponding accounts. For instance, the entry in the first line (households) and second column (governments) records the transfers from governments to households. The definition and detailed content of these accounts is explained later.

9. Since the purpose of the demoeconomic framework is to analyse linkages between population distribution, consumption, income, production and transaction patterns, the total population is disaggregated into various categories of households which can be characterized by their specific patterns of consumption and expenditure, production, transfers and income. The distribution of households that is used in the demoeconomic framework is presented in the matrix of population distribution, detailed later.

10. The total demand for goods and services includes four main components: the final demand of the area's households and governments, exports to the rest of the country and to the rest of the world, and intermediate consumptions of the area's economic activities. The corresponding supply is provided by local production and imports from the rest of the country and the rest of the world.

11. Production is analysed in an input-output matrix, where activities are disaggregated into a number of sectors which correspond to the various types of commodities and modes of production that must be considered. A distinction is made between monetized and non monetized, and between "modern" and "informal activities and modes of production. Also, a distinction is made between supply-driven sectors and demand-driven sectors. The former generally correspond to activities of a "modern" nature, using a clearly defined combination of capital and labor, and where the capacity of production is often considered as the limiting factor, although the importance of this factor depends on the time horizon considered. The latter correspond to the bulk of activities producing goods and services which are produced for own consumption or traded on the domestic (and regional) markets for the satisfaction of the needs of individuals and institutions. Most of these goods and services are generally considered as "non-tradable".

The main accounting equations

12. The SAM of the year considered records, among others, the following basic accounting identities. Households share their total expenditure between inter household transfers, payments to governments, purchase of goods and services, transfers to the rest of the world (of which transfer to other areas, if the area considered is not the whole country), and savings, considered as a residual. Central and local governments also share their total expenditure between transfers to households, inter government transfers, purchase of goods and services, payments to the rest of the world, and savings considered as a residual. Households and governments also have investment expenditure, as

recorded in their capital accounts. The total of final demand for consumption and investment by households and governments determines the vector of wants.

13. The total demand for commodities is composed of these wants, plus the exports, and intermediate goods and services needed by the production process. These commodities (estimated at the market prices) are obtained, in part from import, in part from domestic production, estimated at factor cost plus indirect taxes. Total domestic supply is provided by activities, which must purchase intermediate goods, pay taxes to governments, and pay factors of production. Here, three production factors are considered: labor, capital, and "power" (in fact the power that some individuals have to levy a tribute on activities). These three forms of remuneration go to households and represent the totality of the value added at factor costs, since the framework does not identify enterprises as such, but only activities. The profits are totally distributed to households, in their quality of individual entrepreneurs or capitalists, who eventually save part of the corresponding income or transfer part of it to the rest of the world

14. The rest of the world pays current transfers to households and to governments, pays exports, and pays the balance of the capital accounts of households and governments.

15. The same reading of the matrix can be done from the income side. For instance, the total household income is provided by inter household transfers, by transfers from governments, by income from activities (remuneration of labor, remuneration of capital, and tribute), and current transfers from abroad.

Calibration and construction of the base year SAM

16. At each period of time considered, the various accounts of the SAM satisfy the various accounting equilibriums. For instance, households and governments spend their total income (including transfers), and aggregate supply of each commodity equals aggregate demand. The base-period SAM is constructed in such a way as to satisfy all these conditions. The calibration of the base year SAM involves the fixation of the values of parameter, for instance the input-output coefficients, or the share of added value of each activity going to each factor. This calibration is done by hand, starting from those parameters which are best known, either from data of the country considered or by comparison with other similar countries.

17. During the calibration phase, all linkages among variables of the SAM are kept except those relating the expenditure of the various categories of households to their incomes. The vector of household expenditure is derived from household expenditure surveys. All other aggregates and parameters given by available sources, such as public expenditure, imports, exports, the share of import of various components of final and intermediate expenditure, etc.. are introduced into the matrix. The production- transfer process described in the SAM generates a vector of household income, which is not consistent with the vector of household expenditure assumed in the beginning. Parameters are then adjusted so as to progressively narrow the gap between the vector of household expenditure, as recorded in surveys, and the resulting vector of income. When the remaining gap is small enough, all parameters are fixed, and the linkage between household income and household expenditure is established. Then, the SAM is used as an equilibrium model, where the vector of household income generated by the

vector of household expenditure is used as the new vector of expenditure of the next iteration, which, in turn, generates a new vector of income, and so on. At the end of the iteration process, all accounts are balanced, and the resulting SAM is taken as the base year SAM.

Interpretation of the base year SAM

18. Discrepancies between the macroaggregates which can be derived from this SAM and aggregates of the national accounts are identified and interpreted. Some of these discrepancies result from differences in the definition of aggregates: for instance, the "real GDP", which is assumed to incorporate unrecorded added values, should be larger than the official GDP. However, other more substantial discrepancies may appear, and must be interpreted, case by case. On the one hand, given the very superficial way of dealing with financial variables and external accounts in the demoeconomic SAM, discrepancies in these accounts must be regarded as a weakness of the SAM, which may be corrected with the results of other reliable sources. On the other hand, major discrepancies on real aggregates may reveal weaknesses of official accounts. For instance, experience shows that private "real" investment, as determined in the SAM, is often larger than official private investment, and that the volume and structure of the non monetized economy and of the informal sector, as determined in the SAM, have little to do with their official counterparts. Since these aggregates are generally not treated with care in official national accounts, it seems reasonable to say that the corresponding estimations resulting from the demoeconomic SAM are less worse, or better, than official data, insofar as they better explain how different kinds of people manage to satisfy their basic needs in their various respective environments.

The demoeconomic models

19. The demoeconomic SAM of the base year serves as a consistency framework for the demoeconomic models used in the WALTPS to assess past trends and to explore long term scenarios. These various models differ only by the level of disaggregation and by the selection of behavioral relations and independent variables used. These models are presently using spreadsheet softwares (Quattro Pro, or Lotus), because these softwares are well known and available almost everywhere.

20. Considering the level of disaggregation first, two broad models are available. The first one, which is called SAMSUFI, is relatively simple, and can be easily used at the regional level. A complete printout of the model, applied to the case of the West Africa region (19 countries), is attached in Annex 2, with a detailed presentation (in french) of the various parameters used and of the tables of results. This simplified version uses only four categories of households (two urban, two rural), ten categories of private expenditure per category of household, four categories of exports, and a ten by ten input-output matrix. Only one urban-rural spatial entity (one country or a group of countries) can be handled in that model, although foreign transactions are disaggregated between the rest of the west africa region and the rest of the world.

The complete version of the model, called SAM, is ten times larger. This model uses seven categories of urban households and six categories of rural households, and two to three times more categories of private expenditure, exports, activities, etc than SAMSUFI. The input-output matrix has 24 lines and columns. Different types of

behavioral relations are used. For instance, some items of expenditure are fixed proportions of total expenditure, others are linked to total expenditure of each category of households through elasticities. Some technical coefficients, for instance in the input-output matrix are functions of other variables. For instance, the share of input of agriculture is a function of the level of productivity (production per farmer). The same model can be used to analyze the entire country and one of its subregions, in two interlinked spreadsheets. Also, standard tables are generated in various forms for inclusion in reports.

21. This version of the model is of course more demanding in terms of data and parameters, but experience shows that it is easier to make a decision on the values of these parameters when they correspond to a more narrowly defined group of activities or transactions. For instance, while the input coefficients of the construction sector considered as a whole are not easy to determine for the base year and to project, a reasonable assumption can be made about the values of these input coefficients of each sub-sector, i.e. self help construction, informal sector construction, modern construction, and public works.

22. In both models, the first pages of the spreadsheet contain unprotected cells where all parameters are introduced by the user. The starting point is always a filled spreadsheet, corresponding to an earlier application. This helps the process of calibration, since preexisting values of some parameters can be kept as a first approximation. All other cells are protected, and only contain formulas, but no hidden parameter. It is always possible to change these formulas and corresponding behavioral relations, but this requires much care and is tedious, because the spreadsheet language is not really adapted to this type of modelization.

Use of the demoeconomic model for projections

23. It must first be stated that the SAM model is not a dynamic model, since the status of the economy in one year has no direct influence on the following year. For instance, the future production of one given sector is not explicitly linked to past investment in that sector. The SAM model is therefore quite simplistic, and cannot be used alone. However, consistency mechanisms are introduced, that limit the risks of developing impossible projections. For instance, minima and maxima constraints can be put to limit growth rates in a plausible range. Nevertheless, projections generated with the SAM model must be regarded as purely illustrative, which is exactly what they intend to be. Despite these caveats, experience shows that such simple projections are very useful to think of alternative growth strategies in a consistent way, and to sketch long term visions corresponding to a range of plausible scenarios involving various assumptions regarding exogenous variables. Also, long term retroprojections can easily be made. These retrospective snapshots of the economy help to identify the main structural changes that occurred in the economy, for instance in the relative importance of urban and rural areas, or of the domestic market.

24. Recent examples of long term scenarios prepared with this model include Zaire, Madagascar, Cote d'Ivoire. Although it is, in theory, possible to endogenize migrations, in all these recent applications consider the growth rates of each category of population are considered as exogenous. Several different long term visions of the economy can be prepared with different rates of international and domestic migrations, and their implications can be compared. The likelihood of the assumptions made on internal

migrations can be assessed in the light of changes in the distribution of per capita income in the various population categories. An example of such analyses is presented in the CIVLTPS/0 draft report, which sketches two 2010 images of the economy involving high and low migration rates. Many variables, such as the activity of the construction sector, the level of local purpose public investment, the savings-investment gaps of agents, the volume of urban-rural exchanges, the productivity of farmers, per capita income of various categories of households, and urban-rural disparities appear to be very sensitive to the migration rates.

25. Different variants of the projections can be prepared, using a different set of exogenous growth rates. For instance, in the CIVLTPS/0 report, growth rates of exports that are directly linked to the exploitation of natural resources, such as coffee or rubber exports, are exogenous, while the growth rate of urban-based exports such as textile products, furniture,.. are endogenously determined as a function of the growth rate of the modern sector of the urban economy. Such assumptions can indeed be questioned. Other assumptions can easily be tested. Also, in the version of the SAM model used in the CIVLTPS/0 report, the volume of net ODA transfers is assumed to be linked to time and to three demographic variables which are the total population, the net number of immigrants from abroad, and the number of internal migrants. This rule is used to link ODA to population mobility, which is seen as a key determinant of long term of economic growth, and to the cost of local purpose investments that must be undertaken by central and local governments to accommodate new comers and their related activities. Of course, other rules can be used and tested.

Use of the demoeconomic model for other types of analyses

26. Other types of analyses can be undertaken within the SAM framework. The first one is directly linked to the main theme of the WALTPS, and is intended to understand why, how and under which conditions urbanization - and, more generally, population mobility - generates economic growth. It is often considered that "migrations from rural to urban areas, stimulated by "urban biased" policies, pump the available labor force out of the agricultural sector and aggravate food shortages, have little or no positive effect on the urban production, and simply increase the need for costly infrastructures and the burden on urban institutions". One also often wanders "how the simple fact of moving around people between rural and urban areas change anything to total output and total income? If the population which shares the overall income produced by the urban sector increases, each of the individuals will necessarily receive a smaller share of this overall income. And how could it be that additional people automatically and immediately receive the average per capita income of the cohort that they join?" The demoeconomic model helps to overcome these apparently strong objections by showing how the economy functions in the "steady state of urbanization", where the continuous flow of migrants to cities, who are new poor in their new environment, does not impoverish the economy, and how sudden changes in the migration patterns adversely affect households, enterprises, local governments and the entire economy²⁸.

27. The second category of uses of the demoeconomic model is sensitivity analyses. The model is used to assess the direct and indirect effects of a modification of one or

²⁸ See Annex 3 : "Understanding the dynamics of urbanization"

several exogenous parameters on the whole system. Several such analyses are presented in earlier reports using this framework, for instance in the report on the real economy of Zaire: what happens if the official wages of civil servants are divided by two? Other examples are presented in the reports on the real economy of Madagascar and Cote d'Ivoire: what happens if, for lack of local purpose public investment, the growth of urban population must in part or in totality be absorbed by an overcrowding of the existing housing stock? What happens in the rural economy and in the urban economy if the export price of cocoa is divided by two? Results of these sensitivity analyses obviously depend upon the underlying behavioral equations used in the model. Alternative behaviors can be compared, and useful lessons can be drawn from these exercises.

28. A third example of uses of the demoeconomic model is the analysis of the "keynesian" effect of various sorts of public expenditure or foreign aid that are spatially identified. An injection of an additional expenditure somewhere in the matrix generates a series of direct, indirect and induced effects throughout all the accounts, with more or less leakages through imports, depending on the type of commodities required and the systems of production involved and the distribution of the income generated at each stage. This type of analysis is useful to assess the importance of domestic demand as an engine of growth, and to assess the role that public expenditure, for instance in construction sectors, can play in that respect. An example of this analysis is presented in the Madagascar urban sector report: the lack of urban effective demand has been identified as one of the main obstacles to growth in the agricultural sector, because farmers have no incentive to increase their production beyond local needs, for lack of clients. It is therefore desirable to explore all means of injecting a new purchasing power in some categories of urban households, and well targetted public expenditure, with the highest possible multiplier, may be one solution, whose direct costs must be compared to the benefits induced through the expenditure-income, supply-demand and rural-urban linkages.

J.M. Cour, The World Bank and Club du Sahel
Paris, June 1993

ANNEXE 2 :

FEUILLE DE CALCUL DU CADRE DE COMPTABILITE

DEMOECONOMIQUE DE LA REGION

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA

ANNEE DE BASE 1990

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

CADRE DE COMPTABILITE DEMOECONOMIQUE SIMPLIFIE A DEUX CATEGORIES DE POPULATION (AGRICOLE ET NON AGRICOLE)

LA PREMIERE PARTIE DU TABLEAU (PAGE 1 A 6) CONTIENT TOUS LES PARAMETRES DU MODELE
 LA SECTION A (PAGE 1) DE CETTE PREMIERE PARTIE CONTIENT LES AGREGATS DEMOGRAPHIQUES ET MACROECONOMIQUES DONT LE CHARGEMENT EST AUTOMATIQUE
 LA SECTION B (PAGES 2 A 6) CONTIENT LES DIVERS PARAMETRES QUI DOIVENT ETRE ENTRES MANUELLEMENT
 LA DEUXIEME PARTIE DU TABLEAU (PAGES 7 A 21) PRESENTE LES RESULTATS.

SEULES. LES CASES NON PROTEGEES DE LA PREMIERE PARTIE PEUVENT ETRE MODIFIEES POUR L'INTRODUCTION EVENTUELLE DES NOUVEAUX PARAMETRES
 CES CASES NON PROTEGEES SONT ENCADREES ET ECRITES EN CARACTERES ITALIQUES

LE CALIBRAGE DU MODELE S'EFFECTUE EN DONNANT A L'INDICATEUR "J" LA VALEUR 0. CE QUI A POUR EFFET
 DE RENDRE LA DEPENSE DES MENAGES INDEPENDANTE DES REVENUS GENERES PAR LE MODELE
 APRES CALIBRAGE. REDONNER A L'INDICATEUR "J" LA VALEUR 1 TOUS LES COMPTES SONT ALORS EQUILIBRES.
 POUR EFFECTUER LES CALCULS. UTILISER LA MACRO "ALT C"

PREMIERE PARTIE. SECTION A : TRANSFERT DES DONNEES DEMO ET MACROECONOMIQUES

FEUILLE DE TRANSFERT DES DONNEES DEMOGRAPHIQUES MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

CE TRANSFERT EST EFFECTUE A L'AIDE DE LA MACRO "ALT D" ET DU FICHIER WTWA WQ'
 CE FICHIER WTWA WQ' DOIT ETRE PREALABLEMENT CHARGE ET TRAITÉ POUR LE PAYS CONSIDERE ET POUR L'ANNEE DE BASE SELECTIONNEE

PAYS : AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
 ANNEE DE BASE: 1990

SECTION A1 : DONNEES DEMOGRAPHIQUES

SOURCE : BASE DE DONNEES WALTPS
 DONNEES EN MILLIERS D'HABITANTS. RELATIVES A L'ANNEE DE BASE

POPULATION TOTALE	100841
POPULATION URBAINE	32135
PART DE LA POPULATION AGRICOLE DANS LA POPULATION URBAINE	0.296

TAUX DE CROISSANCE DE LA DECENNIE PRECEDANT L'ANNEE DE BASE ET DE LA PERIODE DE PROJET: DECENNIE PRECEDENTE

TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION TOTALE	2.55
TAUX DE CROISSANCE NATURELLE (HORS MIGRATIONS)	2.74
TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION URBAINE	4.62
TAUX DE CROISSANCE DE LA POPULATION AGRICOLE URBAINE	2.89

SECTION A2 : DONNEES MACROECONOMIQUES ET FINANCIERES

SOURCE WORLD TABLES. EDITION 1993	1990
VALEURS EXPRIMEES EN MILLIONS DE DOLLARS US COURANTS	
MONNAIE NATIONALE	US DOLLAR
TAUX DE CHANGE PARALLELE POUR L'ANNEE DE BASE 1 US\$ =	1.00
PIB AUX PRIX DU MARCHÉ (SOURCE COMPTES NATIONAUX)	51053
CONSOMMATION PRIVEE	38887
CONSOMMATION PUBLIQUE	7198
INVESTISSEMENT BRUT	7553
EPARGNE	4987
BALANCE DES RESSOURCES	-2666
EXPORTATIONS BSNF FOB (SOURCE COMPTES NATIONAUX)	12684
IMPORTATIONS BSNF CIF (SOURCE COMPTES NATIONAUX)	15261
EXPORTATIONS BSNF CIF (SOURCE BOP)	12502
DONT EXPORTATIONS DE SERVICES NON FACTEURS (BOP)	2256
DONT EXPORTATIONS DE MARCHANDISES TOTAL (BOP)	10233
DONT EXPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES FOB	7632
DONT EXPORTATION DE PRODUITS PETROLIERS FOB	1624
IMPORTATIONS BSNF CIF (SOURCE BOP)	15274
DONT IMPORTATIONS DE SERVICES NON FACTEURS (BOP)	5088
DONT IMPORTATIONS DE MARCHANDISES (BOP)	10186
DONT IMPORTATIONS DE PRODUITS AGRICOLES FOB	2246
DONT IMPORTATION DE PRODUITS PETROLIERS FOB	1716
NET OFFICIAL TRANSFERS	2402
LONG TERM CAPITAL INFLOWS EXCLUDING DIRECT FOREIGN INVESTMENT NET	1650
OTHER CAPITAL INFLOWS NET	1582
TOTAL TRANSFERS NET EXCLUDING OTHER CAP INFLOWS AND DIRECT INVESTMENT	4051
DIRECT FOREIGN INVESTMENT	147
GRAND TOTAL CAPITAL TRANSFERS EXCLUDING OTHER CAP INFLOWS NET	4198
TERME CORRECTEUR = OTHER CAPITAL FLOWS - CHANGES IN RESERVES	1212
REMUNERATION NETTE DES FACTEURS (INTERETS)	-2377
TRANSFERTS PRIVES COURANTS NETS RECUS DU RESTE DU MONDE HORS REGION	264
TRANSFERTS PRIVES POSITIFS RECUS DE LA REGION	908
TRANSFERTS PRIVES PAYES A LA REGION	930
TOTAL DES TRANSFERTS PRIVES NETS RECUS	242

PREMIERE PARTIE, SECTION B : LISTE DES PARAMETRES A FIXER DE MANIERE EXOGENE.

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ANNEE ANTERIEURE 1980
 INTERVALLE ENTRE L'ANNEE ANTERIEURE ET L' 10 ANS
 ANNEE DE BASE : 1990
 INTERVALLE DE PROJECTION : 0 ANS
 ANNEE FINALE DE PROJECTION 1990

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

TAUX DE CHANGE UTILISE: POUR L'ANNEE DE BASE RETENUE, 1 US\$ = US DOLLAR 1

INDICATEUR J =

SI J=1, LA DEPENSE ET LES REVENUS DES MENAGES SONT EQUILIBRES.
 SI J=0, LA DEPENSE DES MENAGES EST FIXEE DE MANIERE EXOGENE

POPULATION

	URBAINE	RURALE	TOTALE	
POPULATION TOTALE ANNEE DE BASE	32135.0		100841.0	
REPARTITION ANNEE DE BASE				
	URBAINE	RURALE	TOTALE	
POPULATION AGRICOLE (PP)	0.30	0.90		
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	0.70	0.10		
TOTAL	1.00	1.00	1.00	
TAUX DE CROISSANCE SUR LA DECENNIE PASSEE				
	URBAIN	RURAL	TOTAL DU PAYS	NATUREL DU PAYS
POPULATION AGRICOLE (PP)	2.89			
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)				
TOTAL	4.62		2.55	2.74
TAUX DE CROISSANCE SUR LA PERIODE DE PROJECTION				
	URBAIN	RURAL	TOTAL	NATUREL
POPULATION AGRICOLE (PP)	0.00			
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)				
TOTAL	0.00		0.00	0.00

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

DEPENSE TOTALE DES MENAGES SELON ENQUETES, ACTUALISEES A L'ANNEE DE BASE
VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN 1000 US\$

1990

DEPENSE PAR HABITANT	URBAINS		RURAUX		PART DE B.&S. ESSENTIELS	
	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX
POPULATION AGRICOLE (PP)	262	240	0.5	0.5		
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	1100	662	0.4	0.4		

PARAMETRES DE REPARTITION DES DEPENSES DES MENAGES

PROPORTION DE LA DEPENSE TOTALE	URBAINS		RURAUX		CALIBRAGE ANNEE DE BASE	ELASTICITE /DEPENSE T
	PP	PNP	PP	PNP		
PROD ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	0.58	0.37	0.68	0.51	1.08 ENTRE .80 ET 1.20	0.50
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	0.18	0.25	0.13	0.21		
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	0.09	0.13	0.03	0.07	1.00 ENTRE .80 ET 1.20	1.40
TRANSFERTS PRIVES INTERNES	0.02	0.04	0.01	0.04		
IMPOTS	0.01	0.04	0.01	0.03		
TRANSFERTS NETS VERSES AU RDM HORS REGION	0.00	0.05	0.00	0.03	2.50	1.5114 (DETERMINE PAR LA BALANCE DES PAIEMENTS)
TRANSFERTS VERSES A LA REGION	0.02	0.03	0.02	0.02		
EPARGNE (SOLDE)	0.10	0.09	0.12	0.10		
TOTAL	1.00	1.00	1.00	1.00		

PARAMETRES DES INVESTISSEMENTS PRIVES RESIDENTIELS DES MENAGES

INVEST PAR HAB SUP / REVENU MOYEN	URBAINS		RURAUX	
	PP	PNP	PP	PNP
TAUX DE RENOUVELLEMENT DU PARC	1.50	2.00	1.50	2.00
COEFFICIENT D'EXPANSION DU PARC (RAPPORT ENTRE CROIS. DE LA POP ET CROIS. DU PARC)	0.03	0.03	0.03	0.03
	0.70	0.70	0.70	0.70

PROPORTION DES DEPENSES DE CONSOMMATION ET DE BIENS D'EQUIPEMENT DES MENAGES D'ORIGINE INTERIEURE

PROD ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	URBAINS		RURAUX		CALIBRAGE	TAXES (DT) MARGES IN	
	PP	PNP	PP	PNP		SUR IMPOR	SUR IMPOR
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	0.85	0.80	0.85	0.82	1.00	0.10	0.30
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	0.59	0.49	0.64	0.54		0.25	0.30
CONSTRUCT & EQUIPT RESIDENTIEL	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	0.25	0.30
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0.80	0.70	0.85	0.75		0.15	0.30
	0.60	0.50	0.70	0.55	1.00	0.15	0.30

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ANNEE DE BASE :

1990

PARAMETRES RELATIFS AUX DEPENSES ET REVENUS DES ADMINISTRATIONS

REPARTITION DES DEPENSES COURANTES

	PROPORTION DES DEP. COURANTES	PART D'ORIGINE INTERIEURE	TAXES (DTI) SUR IMPORTS	MARGES INTERIEURES SUR IMPORT HORS DTI
BIENS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES	0,01	0,90	0,10	0,30
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	0,25	0,60	0,25	0,30
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	0,10	1,00		0,30
SALAIRES	0,30	1,00		
EPARGNE	0,24	1,00		
TOTAL COURANT HORS SERVICE DE LA DETTE	1,00			

PARAMETRES DES DEPENSES EN CAPITAL

	RATIO	PART D'ORIGINE INTERIEURE	TAXES (DTI) SUR IMPORTS	MARGES INTERIEURES SUR IMPORT HORS DTI
IFL PUBLIC / INVEST RES PRIVE	0,25	0,55	0,15	0,30
AUTRE INVEST PUBLIC NON LOCAL		0,50	0,15	0,30

SERVICE DE LA DETTE EXTERIEURE

	VALEUR
INTERETS SUR DETTE EXTERIEURE (NET)	2377

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ANNEE DE BASE :

1990

TRANSFERTS NETS DU RESTE DU MONDE, ANNEE DE BASE

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN 1000 US\$

APD ET PRETS PUBLICS NETS	VALEUR PA	VALEUR TOTALE	PONDERATION DES POPULATIONS
APD ET EMPRUNTS A LONG TERME NETS PAR IMMIGRANT	388		10
APD ET EMPRUNTS A LONG TERME NETS PAR HABITANT TOTAL	39		7
APD ET EMPRUNTS A LONG TERME NETS PAR MIGRANT INTERNE N	194		5
TRANSFERTS PUBLICS OFFICIELS NETS		2402	
EMPRUNTS A LONG TERME NETS		1650	
VALEUR TOTALE DES TRANSFERTS EN CAPITAL NETS. HORS MVTS DE CAPTX E		4051	
INVESTISSEMENTS DIRECTS. EMPRUNTS PRIVES NETS. ETC.		147	
TOTAL DES TRANSFERTS EN CAPITAL NETS PUBLICS ET PRIVES HORS MVT DE		4198	
AUTRES MOUVEMENTS DE CAPITAL A COURT TERME		1582	
TRANSFERTS PRIVES COURANTS RECUS DU RESTE DU MONDE		1446	
TRANSFERTS PRIVES COURANTS PAYES AU RESTE DU MONDE		1183	
TRANSFERTS PRIVES COURANTS RECUS DE LA REGION		908	
TRANSFERTS PRIVES COURANTS VERSES A LA REGION		930	
MVTS DE CAPITAL A C.T. ET TRANSFERTS COURANTS RECUS DU RDM (TERME		1212	
TAUX DE REVERSEMENT AU PRIVE DES TRANSFERTS PUBLICS RECUS DU RDM			0.61
TAUX DE REVERSEMENT AU PRIVE DES TRANSFERTS COURANTS RECUS DU ROM (TERME CORRECTEUR			0.81

EXPORTATIONS ANNEE DE BASE

1990

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN 1000 US\$

EXPORTATIONS OFFICIELLES TOTALES (COMPRIS INTRA-REGIONALES)	OFFICIELLE NON ENREGISTREES		TAUX DE TAXES EXPORT	TAUX DE CROISSANCE HT	PART D'EXPORTATION O VERS LE RESTE DU MON
	HORS TAXE EXPORT	HORS TAXES EXPORT			
AGRICOLE	7067	496	0.10	0.00	0.97
NON AGRICOLE	888	62	0.10	0.00	0.93
PRODUITS PETROLIERS ET COMBUSTIBLES	1476	103	0.10	0.00	0.93
SERVICES NON FACTEURS	2061	144	0.10	0.00	0.93
VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS HORS TAXES EXPORT	11483	804	0.09	0.00	0.95

EXPORTATIONS VERS LA REGION

EXPORTATIONS VERS LA REGION	OFFICIELLE NON ENREGISTREES		TAUX DE TAXES EXPORT	EXPORT. NON ENREGIST DES EXPORTATIONS OFF VERS LA RE VERS LE RE	
	HORS TAXE EXPORT	HORS TAXES EXPORT			
AGRICOLE	212	496	0.08	0.11	0.10
NON AGRICOLE	62	62	0.10	0.11	0.10
PRODUITS PETROLIERS ET COMBUSTIBLES	103	103	0.10	0.11	0.10
SERVICES NON FACTEURS	144	144	0.10	0.11	0.10
VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS HORS TAXES EXPORT	521	804	0.09	0.07	0.00
RAPPORT IMPORT / EXPORT DES ECHANGES INTRAREGIONAUX DE PRODUITS ALIMENTAIRES				0.60	
RAPPORT IMPORT / EXPORT DES ECHANGES INTRAREGIONAUX DE TOUS AUTRES BIENS ET SERVICES				1.40	
RAPPORT MOYEN (TOUS B.&S.) IMPORT / EXPORT DES ECHANGES INTRAREGIONAUX				0.96	

EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE

EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE	OFFICIELLE NON ENREGISTREES		TAUX DE TAXES EXPORT
	HORS TAXE EXPORT	HORS TAXES EXPORT	
AGRICOLE	6855	0	0.08
NON AGRICOLE	826	0	0.10
PRODUITS PETROLIERS ET COMBUSTIBLES	1373	0	0.10
SERVICES NON FACTEURS	1908	0	0.10
VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS HORS TAXES EXPORT	10961	0	0.09

PARAMETRES DES COMPTES D'EXPLOITATION DES ACTIVITES ET DE REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE

TAUX DES CHARGES ET CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES

BRANCHE	AGRICOLE	NON AGRIC	IND.EXPORT	CONSTRUC	INVT PRIVE	BTP PUBLIC	LOCATION	SERVICES		SALAIRES	CALIBRAGE
								NON FACTE	SERVICES IMPORTATI		
TAUX DE TAXES INDIRECTES	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07	0.07	0.00	
TAUX DE REMUNERATION DU CAPITAL	0.03	0.06	0.10	0.04	0.04	0.04	0.15	0.12	0.12	0.00	
TAUX DE CONSOM.INTERMED TOTALE	0.60	0.60	0.65	0.60	0.65	0.65	0.15	0.60	0.60	0.00	
PROP.D'INTRANTS D'ORIGINE INTERIEURE	0.74	0.55	0.51	0.60	0.41	0.46	0.69	0.51	0.51	1.00	0.92
TAXE (DTI) SUR INTRANTS IMPORTES	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15	0.15		
MARGES SUR INTRANTS IMPORTES HT	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30	0.30		
ELASTICITE TAUX DE REMUNERATION DU CAPITAL	0.50										
ELASTICITE TAUX DE CONSOM. INTERMEDIAIRE AGR	0.10										

REPARTITION PAR BRANCHE DES INTRANTS D'ORIGINE INTERIEURE

AGRICOLE	0.02	0.04	0.07	0.01	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
NON AGRICOLE	0.90	0.71	0.68	0.70	0.70	0.62	0.70	0.80	0.80	0.00	
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
CONSTRUCTION PRIVEE	0.00	0.10	0.10	0.16	0.17	0.10	0.20	0.10	0.10	0.00	
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.15	0.00	0.00	0.00	0.00	
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	0.00	0.15	0.15	0.13	0.13	0.13	0.10	0.10	0.10	0.00	
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
SERV. NON FACTEURS	-0.00	0.00	-0.00	-0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	
TOTAL (=1.00. POUR CONTROLE)	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	1.00	

CLEF DE REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE (MAIN D'OEUVRE ET MARGE D'EXPLOITATION) ENTRE LES MENAGES

COEFFICIENTS DE PONDERATION DES POPULATIONS

BRANCHES D'ACTIVITES	URBAINS		RURAUX	
	PP	PNP	PP	PNP
AGRICOLE	1.00	0.00	1.00	0.00
NON AGRICOLE	0.10	1.00	0.10	0.70
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0.00	1.00	0.00	0.60
CONSTRUCTION PRIVEE	0.10	1.00	0.10	0.80
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0.00	1.00	0.00	0.70
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	0.00	1.00	0.00	0.70
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	0.20	1.00	0.20	0.60
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0.00	1.00	0.00	0.60
SERV. NON FACTEURS	0.00	1.00	0.00	0.50
SERVICES D'IMPORTATION	0.00	1.00	0.00	0.40
REMUNERATION DU CAPITAL ET REVERSEMENT DES ARRIERES DE PAIEMENT DU GOUVERNEMENT	0.10	1.00	0.10	0.50

CLEF DE REPARTITION DES TRANSFERTS ET REVERSEMENTS ENTRE LES BENEFICIAIRES

	TRANSFERTS PRIVES INTERNES	REVERSEMENT DE L'APD ET DES EMPRUNTS EXTERIEURS
PROPORTION DES TRANSFERTS LIEE AU DEFICIT D'EPARGNE	0.50	0.80
PROPORTION DES TRANSFERTS LIEE A LA CROISSANCE DE LA POPULATION	0.25	0.10
PROPORTION DES TRANSFERTS LIEE A L'EFFECTIF DE LA POPULATION (SOLDE)	0.25	0.10
TOTAL	1.00	1.00

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

MATRICE DE PEUPEMENT ANNEE DE BASE 1990

POPULATION	R E P A R T I T I O N			T A U X D E C R O I S A N C E D E L A D E C E N N I E P A S S E			P O P U L A T I O N D E L A D E C E N N I E P		
	URBAINE	RURALE	TOTALE	URBAINE	RURALE	TOTALE	URBAINE	RURALE	TOTALE
POPULATION AGRICOLE (PP)	9528	61835	71363	2.9	1.7	1.9	7164	52147	59311
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	22607	6871	29478	5.5	1.7	4.4	13297	6794	19091
TOTAL	32135	68706	100841	4.6	1.7	2.5	20461	57941	78402

NOMBRE DE MIGRANTS ANNEE DE BASE 1990

MIGRANTS INTERNES NETS	URBAINS	RURAUX	TOTAL
PP	33	0	33
PNP	656	0	656
<u>TOTAL MIGRANTS INTERNES</u>	689	0	689
<u>NOMBRE D'IMMIGRANTS NETS</u>			-189

MATRICE DE PEUPEMENT ANNEE 1990

POPULATION	R E P A R T I T I O N			T A U X D E C R O I S S A N C E		
	URBAINE	RURALE	TOTALE	URBAINE	RURALE	TOTALE
POPULATION AGRICOLE (PP)	9528	61835	71363	2.9	1.7	1.9
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	22607	6871	29478	5.5	1.7	4.4
TOTAL	32135	68706	100841	4.6	1.7	2.5

NOMBRE DE MIGRANTS ANNEE 1990

MIGRANTS INTERNES NETS	URBAINS	RURAUX	TOTAL
PP	33	0	33
PNP	656	0	656
<u>TOTAL MIGRANTS INTERNES</u>	689	0	689
<u>NOMBRE D'IMMIGRANTS NETS</u>			-189

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

DEPENSE TOTALE DES MENAGES (D'APRES ENQUETE) ANNEE DE BASE

	POPULATION URBAINE		POPULATION RURALE		POPULATION TOTALE	
	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL
POPULATION AGRICOLE (PP)	262	2498	240	14810	243	17308
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	1100	24874	662	4552	998	28426
TOTAL	852	27372	282	19362	463	46734

DEPENSE TOTALE DES MENAGES (RESULTAT DU MODELE) ANNEE 1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	POPULATION URBAINE		POPULATION RURALE		POPULATION TOTALE	
	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL
POPULATION AGRICOLE (PP)	207	1973	198	12226	199	14199
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	954	21578	604	4149	873	25727
TOTAL	733	23551	238	16374	396	39925

TAUX DE CROISSANCE DE LA DEPENSE TOTALE DES MENAGES ENTRE L'ANNEE DE BASE ET L'ANNEE 1980

ECONOMIE ENREGISTREE

	POPULATION URBAINE		POPULATION RURALE		POPULATION TOTALE	
	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL
POPULATION AGRICOLE (PP)	-0.64	2.33	-0.44	1.23	-0.46	1.37
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	-3.10	2.27	-0.91	0.75	-2.38	2.01
TOTAL	-2.33	2.28	-0.56	1.10	-0.74	1.78

REPARTITION DE LA DEPENSE TOTALE PAR HABITANT ANNEE 1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE	REPARTITION PAR POSTE DE LA DEPENSE TOTALE		
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL		URBAINE	RURALE	TOTALE
PROD. ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	121	350	282	135	306	152	193	0.39	0.64	0.49
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	37	239	179	26	127	36	81	0.24	0.15	0.21
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	19	124	93	6	42	10	36	0.13	0.04	0.09
TRANSFERTS PRIVES	4	38	28	2	24	4	12	0.04	0.02	0.03
IMPOTS	2	38	27	2	18	4	11	0.04	0.02	0.03
TRANSFERTS VERS RDM	0	48	34	0	15	2	12	0.05	0.01	0.03
TRANSFERTS VERS LA REGION	3	29	21	3	9	4	9	0.03	0.02	0.02
EPARGNE	21	88	68	25	62	28	41	0.09	0.12	0.10
TOTAL	207	954	733	198	604	238	396	1.00	1.00	1.00

REPARTITION DE LA DEPENSE TOTALE PAR HABITANT ANNEE 1980

ECONOMIE ENREGISTREE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE	TAUX DE CROIS. DE LA DEPENSE P		
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL		URBAINE	RURALE	TOTALE
PROD. ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	119	445	331	130	311	148	195	-1.57	0.23	-0.11
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	40	327	226	27	139	38	87	-2.33	-0.61	-0.63
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	20	170	117	6	46	10	38	-2.33	-0.65	-0.49
TRANSFERTS PRIVES	4	52	36	2	26	5	13	-2.33	-0.71	-0.59
IMPOTS	2	52	35	2	20	4	12	-2.33	-0.68	-0.55
TRANSFERTS VERS RDM	0	52	34	0	13	1	10	-0.13	1.33	1.85
TRANSFERTS VERS LA REGION	3	30	20	2	8	3	7	0.40	2.22	2.20
EPARGNE	33	179	128	37	98	43	65	-6.07	-4.10	-4.48
TOTAL	221	1308	927	207	662	252	427	-2.33	-0.56	-0.74

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

DEPENSE TOTALE DES MENAGES ANNEE 1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL	TOTALE
DEPENSE COURANTE							
PROD ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	1151	7924	9074	8318	2106	10424	19498
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	355	5395	5750	1589	871	2461	8210
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	178	2805	2983	367	290	657	3640
TRANSFERTS PRIVES	39	863	903	122	166	288	1191
IMPOTS	20	863	883	122	124	247	1130
TRANSFERTS VERS RDM	0	1079	1079	0	104	104	1183
TRANSFERTS VERS LA REGION	30	652	682	185	63	247	930
EPARGNE	201	1998	2198	1522	424	1946	4144
TOTAL	1973	21578	23551	12226	4149	16374	39925
INVESTISSEMENT PRIVE							
EXPANSION PARC LOGEMENTS	60	1647	1706	221	100	320	2027
RENOUVELLEMENT PARC LOGTS	89	1295	1383	550	249	799	2183
TOTAL INVESTISSEMENT RESIDENTIEL	149	2941	3090	771	349	1120	4209
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	134	1312	1447	817	248	1066	2512
TOTAL INVESTISSEMENT PRIVE	283	4254	4537	1588	597	2185	6722

DEPENSE TOTALE DES MENAGES D'ORIGINE INTERIEURE ANNEE 1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL	TOTALE
PROD ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	978	6339	7317	7071	1727	8797	16114
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	209	2665	2874	1012	472	1483	4357
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	178	2805	2983	367	290	657	3640
TRANSFERTS PRIVES	39	863	903	122	166	288	1191
IMPOTS	20	863	883	122	124	247	1130
TRANSFERTS VERS RDM	0	1079	1079	0	104	104	1183
TRANSFERTS VERS LA REGION	30	652	682	185	63	247	930
EPARGNE	201	1998	2198	1522	424	1946	4144
TOTAL COURANT	1655	17264	18918	10400	3370	13770	32689
TOTAL INVESTISSEMENT RESIDENTIEL	119	2059	2178	655	262	917	3095
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	80	656	737	572	137	709	1445
TOTAL INVESTISSEMENT PRIVE	199	2715	2915	1227	398	1625	4540

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

DEPENSE TOTALE DES MENAGES (RESULTAT DU MODELE) ANNEE

1990

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

	POPULATION URBAINE		POPULATION RURALE		POPULATION TOTALE	
	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL
POPULATION AGRICOLE (PP)	131	1249	120	7405	121	8654
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	440	9950	265	1821	399	11770
TOTAL	348	11199	134	9226	203	20425

TAUX DE CROISSANCE DE LA DEPENSE TOTALE DES MENAGES ENTRE L'ANNEE DE BASE ET L'ANNEE

1980

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

	POPULATION URBAINE		POPULATION RURALE		POPULATION TOTALE	
	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL	PAR HAB.	TOTAL
POPULATION AGRICOLE (PP)	0.00	2.99	0.00	1.68	0.01	1.85
POPULATION NON AGRICOLE (PNP)	0.00	5.55	0.00	1.68	0.33	4.84
TOTAL	0.49	5.23	0.00	1.68	0.89	3.46

REPARTITION DE LA DEPENSE TOTALE PAR HABITANT ANNEE

1990

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE	REPARTITION PAR POSTE DE LA DE		
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL		URBAINE	RURALE	TOTALE
PROD. ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	76	162	136	81	135	87	103	0.39	0.65	0.51
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	24	110	84	16	56	20	40	0.24	0.15	0.20
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	12	57	44	4	19	5	17	0.13	0.04	0.09
TRANSFERTS PRIVES	0	0	0	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00
IMPOTS	1	18	13	1	8	2	5	0.04	0.01	0.03
TRANSFERTS VERS RDM	0	0	0	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00
TRANSFERTS VERS LA REGION	0	0	0	0	0	0	0	0.00	0.00	0.00
EPARGNE	18	94	71	18	48	21	37	0.20	0.16	0.18
TOTAL	131	440	348	120	265	134	203	1.00	1.00	1.00

REPARTITION DE LA DEPENSE TOTALE PAR HABITANT ANNEE

1980

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE	TAUX DE CROIS. DE LA DEPENSE P		
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL		URBAINE	RURALE	TOTALE
PROD. ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	71	150	122	75	125	80	91	1.12	0.77	1.19
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	24	110	80	16	56	20	35	0.57	0.00	1.37
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	12	57	41	4	19	5	14	0.57	0.00	1.88
TRANSFERTS PRIVES	0	0	0	0	0	0	0	ND	ND	ND
IMPOTS	1	18	12	1	8	2	4	0.71	0.00	1.82
TRANSFERTS VERS RDM	0	0	0	0	0	0	0	ND	ND	ND
TRANSFERTS VERS LA REGION	0	0	0	0	0	0	0	ND	ND	ND
EPARGNE	24	106	77	24	58	27	40	-0.77	-2.64	-0.83
TOTAL	131	440	332	120	265	134	185	0.49	0.00	0.89

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

DEPENSE TOTALE DES MENAGES ANNEE

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL	TOTALE
DEPENSE COURANTE							
PROD.ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	728	3654	4382	5038	924	5963	10345
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	225	2487	2712	963	382	1345	4067
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	112	1293	1406	222	127	350	1755
TRANSFERTS PRIVES	0	0	0	0	0	0	0
IMPOTS	12	398	410	74	55	129	539
TRANSFERTS VERS RDM	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS VERS LA REGION	0	0	0	0	0	0	0
EPARGNE	171	2117	2288	1108	332	1440	3728
TOTAL	1249	9950	11199	7405	1821	9226	20425
INVESTISSEMENT PRIVE							
EXPANSION PARC LOGEMENTS	38	759	797	134	44	177	975
RENOUVELLEMENT PARC LOGTS	56	597	653	333	109	442	1096
TOTAL INVESTISSEMENT RESIDENTIEL	94	1356	1450	467	153	620	2070
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	48	1130	1177	309	172	481	1658
TOTAL INVESTISSEMENT PRIVE	142	2486	2628	776	325	1101	3728

DEPENSE TOTALE DES MENAGES D'ORIGINE INTERIEURE ANNEE

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS) ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL	TOTALE
PROD.ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	728	3654	4382	5038	924	5963	10345
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	225	2487	2712	963	382	1345	4067
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	112	1293	1406	222	127	350	1755
TRANSFERTS PRIVES	0	0	0	0	0	0	0
IMPOTS	12	398	410	74	55	129	539
TRANSFERTS VERS RDM	0	0	0	0	0	0	0
TRANSFERTS VERS LA REGION	0	0	0	0	0	0	0
EPARGNE	171	2117	2288	1108	332	1440	3728
TOTAL COURANT	1249	9950	11199	7405	1821	9226	20425
TOTAL INVESTISSEMENT RESIDENTIEL	94	1356	1450	467	153	620	2070
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	48	1130	1177	309	172	481	1658
TOTAL INVESTISSEMENT PRIVE	142	2486	2628	776	325	1101	3728

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

DEPENSE TOTALE DE BIENS ET SERVICES DES MENAGES D'ORIGINE IMPORTEE ANNEE

1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL	TOTALE
PROD ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	173	1585	1757	1248	379	1627	3384
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	146	2730	2876	578	399	977	3853
LOGEMENT ET CHARGES LOCATIVES	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL COURANT	319	4314	4633	1825	778	2604	7237
INVEST IMMOBILIER	30	882	912	116	87	203	1115
AUTRE INVESTISSEMENT	54	656	710	245	112	357	1067
GRAND TOTAL	348	5197	5545	1941	866	2807	9419

DEPENSE TOTALE DES ADMINISTRATIONS ANNEE

1990

ECONOMIE ENREGISTREE

**ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES E
ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES E**

	TOTAL	LOCAL	IMPORTE	TOTAL
PROD ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	97	87	10	37
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	2423	1454	969	931
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	969	969	0	372
SALAIRES	3877	3877	0	1490
EPARGNE	2326	2326	0	894
REVERSEMENT AU PRIVE DES TRANSFERTS COURANTS (TERME C	969	969	0	0
REVERSEMENT AIDE EXT AU PRIVE	2431	2431	0	0
INTERETS SUR DETTE EXTERIEURE	2377	2377	0	0
TOTAL COURANT	15470	14491	979	3724
INVEST PUB FONCT LOCALE	1052	579	474	894
AUTRE INVEST PUBLIC	2894	1592	1303	0
TOTAL INVESTISSEMENT	3947	2171	1776	894

EXPORTATIONS ANNEE

1990

EXPORTATIONS TOTALES

	EXP ENREG HORS TAXE	TAXES D'EXPORT	TOTAL FOB TTC	EXPORTATI NON ENREG	EXPORTATI TOTALES	TAUX DE CROISSANCE 1980	-1990
AGRICOLE	7067	565	7632	495	8127	0.63	
NON AGRICOLE	888	89	977	62	1039	-0.34	
PRODUITS PETROLIERS ET COMBUSTIBLES	1476	148	1624	103	1727	7.33	
SERVICES NON FACTEURS	2051	205	2256	144	2400	1.77	
VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS	11483	1007	12489	804	13293	1.39	

EXPORTATIONS VERS LA REGION

	EXP ENREG HORS TAXE	TAXES D'EXPORT	TOTAL FOB TTC	EXPORTATI NON ENREG	EXPORTATI TOTALES	TAUX DE CROISSANCE 1980	-1990
AGRICOLE	212	17	229	495	724	-3.15	
NON AGRICOLE	62	6	68	62	131	-0.34	
PRODUITS PETROLIERS ET COMBUSTIBLES	103	10	114	103	217	7.33	
SERVICES NON FACTEURS	144	14	158	144	302	1.77	
VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS VERS LA REGION	521	48	569	804	1373	-0.83	

EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE

	EXP ENREG HORS TAXE	TAXES D'EXPORT	TOTAL FOB TTC	EXPORTATI NON ENREG	EXPORTATI TOTALES	TAUX DE CROISSANCE 1980	-1990
AGRICOLE	6855	548	7403	0	7403	1.10	
NON AGRICOLE	826	83	909	0	909	-0.34	
PRODUITS PETROLIERS ET COMBUSTIBLES	1373	137	1510	0	1510	7.33	
SERVICES NON FACTEURS	1908	191	2098	0	2098	1.77	
VALEUR TOTALE DES EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE	10961	969	11920	0	11920	1.69	

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

DEMANDE TOTALE DE BIENS ET SERVICES IMPORTES AUX PRIX DU MARCHÉ ANNEE

1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	DEMANDE FINALE			INTRANTS IMPORTES UTILISES PAR LES ACTIVITES	DEMANDE TOTALE IMPORTEE
	PRIVEE	PUBLIQUE	TOTALE		
PROD. ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	3384	10	3394	3585	6979
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	3853	969	4822	6536	11358
PROD. DES INDUSTRIES D'EXPORT.				472	472
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	0	0	0	318	318
SALAIRES ADMINISTRATIONS		0	0	0	0
SERV. NON FACTEURS				605	605
SERVICES D'IMPORTATION B.S. COURANTS				1513	1513
TOTAL B.S. COURANTS	7237	979	8216	13029	21245
CONSTRUCTION PRIVEE	1115		1115	1061	2176
AUTRES INVESTS PRIVES	1067		1067	512	1579
B.T.P. ET INVT PUBLIC		1776	1776	739	2516
SERVICES D'IMPORTATION B.S. D'INVEST				445	445
TOTAL COMPRIS BIENS D'INVESTISSEMENT	9419	2755	12174	15786	27959

DROITS ET TAXES D'IMPORTATION ET MARGES INTERIEURES SUR IMPORTATIONS ANNEE

1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION			MARGES D'IMPORTATION HORS DTI		
	DEMANDE FINALE	INTRANTS PAR ACTIVI	DEMANDE TOTALE	DEMANDE FINALE	INTRANTS PAR ACTIVI	DEMANDE TOTALE
PROD. ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	323	512	835	921	922	1843
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	1147	933	2080	1103	1681	2784
PROD. DES INDUSTRIES D'EXPORT.		67	67		121	121
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	0	48	48	0	81	81
SALAIRES ADMINISTRATIONS		0	0		0	0
SERV. NON FACTEURS		86	86		156	156
SERVICES D'IMPORTATION B.S. COURANTS		216	216		389	389
TOTAL B.S. COURANTS	1470	1862	3332	2024	3350	5374
CONSTRUCTION PRIVEE	159	151	311	287	273	560
AUTRES INVESTS PRIVES	152	73	225	274	132	406
B.T.P. ET INVT PUBLIC	253	106	359	457	190	647
SERVICES D'IMPORTATION B.S. D'INVEST		63	63		114	114
GRAND TOTAL	2035	2255	4290	3042	4059	7101

CONTENU EN IMPORTATIONS, PRIX CIF, DE LA DEMANDE FINALE ET INTERMEDIAIRE ANNEE

1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	DEMANDE INTRANTS IMPORTES FINALE PAR ACTIVITES		DEMANDE TOTALE	DONT IMPORTE DU RDM DE LA REGI ENREGISTR		DONT IMPORTATION NON ENREG ENREGISTR	PROPORTIO PART IMPO DE LA DEMANDE		
PROD. ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	2150	2151	4301	3867	434		0.14		
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	2573	3922	6495	6014	481		0.41		
PROD. DES INDUSTRIES D'EXPORT.		283	283	262	21				
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	0	189	189	175	14		0.03		
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0	0	0	0	0				
SERV. NON FACTEURS	0	363	363	336	27				
SERVICES D'IMPORTATION B.S. COURANTS	0	908	908	841	67				
TOTAL B.S. COURANTS	4722	7817	12539				0.21		
CONSTRUCTION PRIVEE	669	637	1306	1209	97				
AUTRES INVESTS PRIVES	640	307	947	877	70				
B.T.P. ET INVT PUBLIC	1066	444	1510	1398	112				
SERVICES D'IMPORTATION B.S. D'INVEST	0	267	267	247	20		0.26		
TOTAL	7097	9471	16568	15226	1343	15765	804	0.95	0.22

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

MATRICE DES DEPENSES D'EXPLOITATION ET DES CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES ANNEE 1990

ECONOMIE ENREGISTREE

ACTIVITES	AGRICOLE	NON AGRIC	IND.EXPORT	CONSTRUC	INVT PRIVE	BTP PUBLIC
TAXES INDIRECTES	1703	1830	111	331	101	159
REMUNERATION DU CAPITAL	679	1459	147	176	54	84
CONSOMM. INTERMEDIAIRES TOTALES	13579	14590	965	2639	874	1369
CONSOMM. INTERMED. IMPORTEES	3585	6536	472	1061	512	739
CONSOMM. INTERMED. LOCALES	9994	8054	483	1578	362	630
AGRICOLE	200	322	34	16	0	0
NON AGRICOLE	8995	5718	329	1105	253	391
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0	0	0	0	0	0
CONSTRUCTION PRIVEE	0	805	48	252	61	63
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0	0	0	0	0	0
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	0	0	0	0	0	94
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	800	1208	72	205	47	82
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0	0	0	0	0	0
SERV. NON FACTEURS	-0	0	-0	0	0	0
MARGES SUR INTRANTS IMPORTEES	922	1681	121	273	132	190
TAXES SUR INTRANTS IMPORTEES	512	933	67	151	73	106

MATRICE DES DEPENSES D'EXPLOITATION ET DES CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES (FIN DU TABLEAU)

ECONOMIE ENREGISTREE

ACTIVITES	LOCATION	SALAIRES	SERV NON F	SERVICES D' IMPORTATION	B&S INTERM LOCAUX TOTX
TAXES INDIRECTES	515	0	154	497	5401
REMUNERATION DU CAPITAL	1026	0	245	792	4662
CONSOMM. INTERMEDIAIRES TOTALES	1026	0	1225	3962	40219
CONSOMM. INTERMED. IMPORTEES	318	0	606	1957	15786
CONSOMM. INTERMED. LOCALES	708	0	620	2005	24433
AGRICOLE	0	0	0	0	572
NON AGRICOLE	496	0	496	1604	19385
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0	0	0	0	0
CONSTRUCTION PRIVEE	142	0	62	200	1635
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0	0	0	0	0
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	0	0	0	0	94
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	71	0	62	200	2747
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0	0	0	0	0
SERV. NON FACTEURS	0	0	0	0	0
MARGES SUR INTRANTS IMPORTEES	81	0	156	503	4059
MARGES SUR BIENS FINAUX IMPORTEES					3042
TAXES (DTI) SUR INTRANTS IMPORTEES	48	0	86	279	2255
TOTAL INTRANTS PRODUITS PAR LES ACTIVITES INTERIEURES (HORS MARGES D'IMPORTATION)					24433
TOTAL INTRANTS PRODUITS PAR LES ACTIVITES INTERIEURES (HORS DTI)					31534

DEMANDE ET PRODUCTION TOTALES D'ORIGINE INTERIEURE ANNEE 1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	DEMANDE FINALE INTERIEURE			EXPORTATIONS HORS TAXES EXPORT	PROD. INTERIEURE D'INTRANTS	DEMANDE TOTALE = OFFRE INTERIEURE
	PRIVE	PUBLIC	TOTAL			
PROD ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	16114	87	16201	7562	572	24335
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	4357	1454	5811	950	19385	26147
PROD. DES INDUSTRIES D'EXPORT.				1579	0	1579
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	3640	969	4609		2747	7357
SALAIRES ADMINISTRATIONS		3877	3877		0	3877
SERV. NON FACTEURS				2195	0	2195
SERVICES D'IMPORTATION					5488	5488
TOTAL B&S COURANTS	24112	6388	30499	12286	28192	70978
CONSTRUCTION PRIVEE	3095		3095		1635	4729
AUTRES INVESTS PRIVES	1445		1445		0	1445
B.T.P. ET INVT PUBLIC		2171	2171		94	2265
SERV. D'IMP DE B&S D'INVT					1613	1613
GRAND TOTAL	28652	8558	37210	12286	31534	81030

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

MATRICE DES DEPENSES D'EXPLOITATION ET DES CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES ANNEE 1990

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

ACTIVITES	AGRICOLE	NON AGRIC	IND.EXPORT	CONSTRUC	INVT PRIVE	BTP PUBLIC
TAXES INDIRECTES	772	1587	0	285	116	69
REMUNERATION DU CAPITAL	308	1265	0	151	62	37
CONSOMM INTERMEDIAIRES TOTALES	6157	12648	0	2271	1002	594
CONSOMM INTERMED IMPORTEES	0	0	0	0	0	0
CONSOMM INTERMED LOCALES	6157	12648	0	2271	1002	594
AGRICOLE	123	506	0	23	0	0
NON AGRICOLE	5541	8980	0	1590	701	368
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0	0	0	0	0	0
CONSTRUCTION PRIVEE	0	1265	0	363	170	59
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0	0	0	0	0	0
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	0	0	0	0	0	89
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	493	1897	0	296	130	77
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0	0	0	0	0	0
SERV NON FACTEURS	-0	0	0	-0	0	0
MARGES SUR INTRANTS IMPORTES	0	0	0	0	0	0
TAXES SUR INTRANTS IMPORTES	0	0	0	0	0	0

MATRICE DES DEPENSES D'EXPLOITATION ET DES CONSOMMATIONS INTERMEDIAIRES (FIN DU TABLEAU)

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

ACTIVITES	LOCATION	SALAIRES	SERV NON FACTEURS	B&S INTERM. LOCAUX TOTX
TAXES INDIRECTES	356	0	0	3185
REMUNERATION DU CAPITAL	710	0	0	2533
CONSOMM INTERMEDIAIRES TOTALES	710	0	0	23382
CONSOMM INTERMED IMPORTEES	0	0	0	0
CONSOMM INTERMED LOCALES	710	0	0	23382
AGRICOLE	0	0	0	652
NON AGRICOLE	497	0	0	17678
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0	0	0	0
CONSTRUCTION PRIVEE	142	0	0	2000
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0	0	0	0
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	0	0	0	89
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	71	0	0	2964
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0	0	0	0
SERV NON FACTEURS	0	0	0	0
MARGES SUR INTRANTS IMPORTES	0	0	0	0
MARGES SUR BIENS FINAUX IMPORTES				
TAXES (DTI) SUR INTRANTS IMPORTES	0	0	0	0
TOTAL INTRANTS PRODUITS PAR LES ACTIVITES INTERIEURES (HORS MARGES D'IMPORTATION)				23382
TOTAL INTRANTS PRODUITS PAR LES ACTIVITES INTERIEURES (HORS DTI)				23382

DEMANDE ET PRODUCTION TOTALES D'ORIGINE INTERIEURE ANNEE 1990

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

	DEMANDE FINALE INTERIEURE PRIVE	PUBLIC TOTALE	PROD.INTERIEURE D'INTRANTS	DEMANDE TOTALE = OFFRE INTERIEURE
PROD.ALIMENTAIRES ET AGRICOLES	10345	37	10382	11034
BIENS ET SERVICES NON AGRICOLES	4057	931	4988	22666
PROD DES INDUSTRIES D'EXPORT			0	0
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	1755	372	2128	5091
SALAIRES ADMINISTRATIONS		1490	1490	1490
SERV NON FACTEURS			0	0
SERVICES D'IMPORTATION				0
TOTAL B&S COURANTS	16157	2830	18988	40281
CONSTRUCTION PRIVEE	2070		2070	4070
AUTRES INVESTS PRIVES	1658		1658	1658
B.T.P. ET INVT PUBLIC		894	894	963
SERV.D'IMP DE B&S D'INVT				0
GRAND TOTAL	19885	3724	23610	46992

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

REPARTITION DE LA PRODUCTION ET DE LA VALEUR AJOUTEE DES ACTIVITES ANNEE

1990

ECONOMIE REELLE

ACTIVITES	PRODUCTION TOTALE	CONSOMM INTERMED	VAL. AJOUT TAX INCLUS	TAXES INDIRECTES	REMUNERA DU CAPITAL	REMUNERA MAIN D'OEUVRE	REP. VAL. AJ PAR BRANC	PART DE LA PRODUCTIO NON ENREGISTREE		TAUX DE CROIS. VAL AJ 1980 -1990
								0.24	0.31	
AGRICOLE	35368	19736	15633	2476	987	12170	0.24	0.31	2.59	
NON AGRICOLE	48813	27238	21575	3417	2724	15435	0.33	0.46	2.23	
INDUSTRIES D'EXPORTATION	1579	955	825	111	147	367	0.01	0.00	7.33	
CONSTRUCTION PRIVEE	8800	4910	3889	616	327	2946	0.06	0.46	0.95	
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	3103	1876	1227	217	115	895	0.02	0.53	0.32	
BTP PUBLIC	3248	1964	1285	227	121	936	0.02	0.30	-1.07	
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	12448	1736	10712	871	1736	8104	0.17	0.41	2.26	
SALAIRES ADMINISTRATIONS	5367	0	5367	0	0	5367	0.08	0.28	2.58	
SERV. NON FACTEURS	2195	1225	970	154	245	572	0.02	0.00	1.77	
SERVICES D'IMPORTATION	7101	3962	3139	497	792	1849	0.05	0.00	1.07	
TOTAL HORS TAXES IMPORT ET EXPORT	128022	63601	64421	8586	7196	48641	1.00	0.37	2.12	
DROITS ET TAXES IMPORT ET EXPORT			5297							
PRODUIT INTERIEUR BRUT COMPRIS TAXES IMPORT EXPORT			69718							

REVENUS TOTAUX DES DIVERSES CATEGORIES DE MENAGES ANNEE

1990

ECONOMIE REELLE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE
	PP	PNP	U	PP	PNP	R	
REMUNERATION DE LA MAIN D'OEUVRE							
AGRICOLE	1764	0	1764	10406	0	10406	12170
NON AGRICOLE	426	10099	10524	2762	2148	4911	15435
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0	311	311	0	57	57	367
CONSTRUCTION PRIVEE	80	1890	1970	517	460	976	2946
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0	738	738	0	157	157	895
BTP PUBLIC	0	772	772	0	164	164	936
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	377	4468	4845	2444	815	3259	8104
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0	4539	4539	0	828	828	5367
SERV. NON FACTEURS	0	496	496	0	75	75	572
SERVICES D'IMPORTATION	0	1649	1649	0	200	200	1849
TOTAL REMUNERATION MAIN D'OEUVRE	2646	24961	27607	16130	4904	21034	48641
REMUNERATION DU CAPITAL	207	4902	5109	1341	745	2086	7196
REVENU DES TRANSFERTS PRIVES INTERNES	120	476	596	536	60	595	1191
REVENUS DES TRANSFERTS INTRAREGIONAUX	86	204	289	557	62	619	908
REVENUS DES TRANSFERTS COURANTS DU RDM	137	324	461	887	99	986	1446
REVERSEMENT AU PRIVE DES TRANSFERTS COURA	28	661	688	181	100	281	969
REVENU TOTAL DES MENAGES	3222	31528	34750	19631	5969	25600	60350
REVERSEMENTS DE TRANSFERTS D'APD ET D'EMPR	247	1057	1304	1014	113	1126	2431
AUTRES TRANSFERTS EN CAPITAL DU RDM	3	127	130	15	2	16	147
TOTAL TRANSFERTS AU COMPTE DE CAPITAL	250	1184	1434	1029	114	1143	2577

DONT REVENUS DES MENAGES FOURNIS PAR L'ECONOMIE NON ENREGISTREE

REMUNERATION DE LA MAIN D'OEUVRE	U	R	P
AGRICOLE	513	3284	3797
NON AGRICOLE	4555	2612	7167
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0	0	0
CONSTRUCTION PRIVEE	849	514	1363
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	367	111	478
BTP PUBLIC	218	66	283
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	1847	1468	3315
SALAIRES ADMINISTRATIONS	1174	315	1490
SERV. NON FACTEURS	0	0	0
SERVICES D'IMPORTATION	0	0	0
TOTAL REMUNERATION MAIN D'OEUVRE	9623	8369	17892
REMUNERATION DU CAPITAL	1676	856	2533
REMUNERATION = VALEUR AJOUTEE NON ENREGISTREE	11199	9226	20425

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

MATRICE ORIGINE-DESTINATION DES TRANSFERTS PRIVES ANNEE 1990

ECONOMIE REELLE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE
	PP	PNP	TOTAL U	PP	PNP	TOTAL R	
TRANSFERTS PRIVES INTERNES							
TRANSFERTS PRIVES PAYES	39.5	863.1	902.6	122.3	165.9	288.2	1190.8
TRANSFERTS PRIVES RECUS	120	476	596	536	60	596	1191
DONT LIES AU DEFICIT D'EPARGNE	61	273	334	235	26	261	595
DONT LIE A LA CROISSANCE DE LA POP	31	136	167	118	13	131	298
DONT LIE A L'EFFECTIF DE LA POPULATION	28	67	95	183	20	203	298
REVERSEMENTS EN CAPITAL DE L'APD ET DES EMPRUNTS EXTERI							
	247	1057	1304	1014	113	1126	2431
DONT LIES AU DEFICIT D'EPARGNE	199	891	1091	769	85	854	1945
DONT LIE A LA CROISSANCE DE LA POP	25	111	136	96	11	107	243
DONT LIE A L'EFFECTIF DE LA POPULATION	23	54	77	149	17	166	243
ALLOCATION DES TRANSFERTS RECUS DE LA REGION							
LIEE A L'EFFECTIF DE LA POPULATION	86	204	289	557	62	619	908
ALLOCATION DES TRANSFERTS COURANTS RECUS DU BDM							
LIEE A L'EFFECTIF DE LA POPULATION	137	324	461	887	99	986	1446
ALLOCATION DE L'INVESTISSEMENT DIRECT NET RECUE DU BDM							
	3	127	130	15	2	16	147
DONT LIES AU DEFICIT D'EPARGNE	0	117	117	0	0	0	117
DONT LIE A LA CROISSANCE DE LA POP	2	7	8	6	1	6	15
DONT LIE A L'EFFECTIF DE LA POPULATION	1	3	5	9	1	10	15
REVERSEMENT AU PRIVE DES TRANSFERTS COURANTS /TERME C							
	28	661	688	181	100	281	969
CALCUL DES COEFFICIENTS DE REPARTITION							
EPARGNE DE LA CATEGORIE DE MENAGES	201	1998	2198	1522	424	1946	4144
INVESTISSEMENT IMMOBILIER	149	2941	3090	771	349	1120	4209
EPARGNE - INVEST. IMMOBILIER	52	-944	-892	751	76	827	-65
DEFICIT D'EPARGNE	0	944	944	0	0	0	944
PROPORTION DU DEFICIT D'EPARGNE	0.00	1.00	1.00	0.00	0.00	0.00	1.00
CROISSANCE DE LA POPULATION	276	1232	1508	1063	118	1181	2689
PROP. DE LA CROISSANCE TOTALE	0.10	0.46	0.56	0.40	0.04	0.44	1.00
EFFECTIF DE LA POPULATION TOTALE	9528	22607	32135	61835	6871	68706	100841
PROP. DE LA POPULATION TOTALE	0.09	0.22	0.32	0.61	0.07	0.68	1.00
COF. DE DEFICIT D'EPARGNE UTILISE	0.10	0.46	0.56	0.40	0.04	0.44	1.00

REPARTITION DE LA VALEUR AJOUTEE DES BRANCHES D'ACTIVITE ENTRE LES CATEGORIES DE MENAGES ANNEE

ACTIVITES	URBAINS		RURAUX		TOTAL DES POIDS
	PP	PNP	PP	PNP	
AGRICOLE	0.14	0.00	0.86	0.00	72316
NON AGRICOLE	0.03	0.65	0.18	0.14	34553
INDUSTRIES D'EXPORTATION	0.00	0.85	0.00	0.15	26729
CONSTRUCTION PRIVEE	0.03	0.64	0.18	0.16	35240
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	0.00	0.82	0.00	0.18	27417
BTP PUBLIC	0.00	0.82	0.00	0.18	27417
LOCATION ET CHARGES LOCATIVES	0.06	0.55	0.30	0.10	41002
SALAIRES ADMINISTRATIONS	0.00	0.85	0.00	0.15	26729
SERV. NON FACTEURS	0.00	0.87	0.00	0.13	26042
SERVICES D'IMPORTATION	0.00	0.89	0.00	0.11	25355
REMUNERATION DU CAPITAL	0.03	0.68	0.19	0.10	33179

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

REVENU DES ADMINISTRATIONS ANNEE	1990	VALEUR A L'ANNEE		TAUX DE CROISSANCE	
		1980	1980	-1990	
ECONOMIE ENREGISTREE					ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)
REVENUS DE SOURCE INTERIEURE					
IMPOTS DIRECTS	1130	929		1.98	539
TAXES INDIRECTES	5401	4707		1.38	3185
TAXES SUR EXPORTATIONS	1007	854		1.66	
TAXES SUR IMPORT CONS FIN	1470	1231		1.79	
TAXES SUR IMPORT INVST	565	673		-1.74	
TAXE SUR IMPORTATION D'INTRANTS	2255	1842		2.04	
TOTAL DES REVENUS DE SOURCE INTERIEURE	11827	10236		1.46	3724
TRANSFERTS COURANTS RECUS DU RDM (TERME CORRECTEUR)	1212	782		4.75	
TOTAL GENERAL DES REVENUS COURANTS	13039	10998		1.72	3724
TRANSFERTS EN CAPITAL NETS RECUS DU RDM					
LIES A L'IMMIGRATION DE L'ETRANGER	0	0			
LIES A LA POPULATION TOTALE DU PAYS	3918	3420		1.37	
LIES AUX MIGRATIONS INTERIEURES	134	143		-0.68	
TRANSFERTS TOTAUX EN CAPITAL NETS RECUS DU RDM	4051	3563		1.29	0
TOTAL REVENUS COURANTS ET EN CAPITAL DES ADMINISTRATIO	17090	14561		1.61	3724

BALANCE DU COMPTE DE CAPITAL DU SECTEUR PRIVE ANNEE 1990

ECONOMIE ENREGISTREE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL	
EPARGNE	201	1998	2198	1522	424	1946	4144
REVERSEMENT DE TRANSFERTS D'APD	247	1057	1304	1014	113	1126	2431
AUTRES TRANSFERTS PRIVES DU RDM	3	127	130	15	2	16	147
TOTAL RESSOURCES COMPTE DE CAPITAL	451	3182	3633	2551	539	3089	6722
CONSTRUCT & EQUIPT RESIDENTIEL	149	2941	3090	771	349	1120	4209
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	134	1312	1447	817	248	1066	2512
TOTAL EMPLOIS COMPTE DE CAPITAL	283	4254	4537	1588	597	2185	6722
SOLDE COMPTE DE CAPITAL PRIVE	168	-1072	-904	963	-59	904	0
TRANSFERT DE CAPITAL DES RURAUX AUX URBAINS							904
TRANSFERT DE CAPITAL DES URBAINS AUX RURAUX							0

ECONOMIE NON ENREGISTREE (BIENS ET SERVICES ESSENTIELS)

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL	
EPARGNE	171	2117	2288	1108	332	1440	3728
REVERSEMENT DE TRANSFERTS D'APD							
AUTRES TRANSFERTS PRIVES DU RDM							
TOTAL RESSOURCES COMPTE DE CAPITAL	171	2117	2288	1108	332	1440	3728
CONSTRUCT & EQUIPT RESIDENTIEL	94	1356	1450	467	153	620	2070
AUTRES INVESTISSEMENTS PRIVES	48	1130	1177	309	172	481	1658
TOTAL EMPLOIS COMPTE DE CAPITAL	142	2486	2628	776	325	1101	3728
SOLDE COMPTE DE CAPITAL PRIVE	29	-368	-339	332	7	339	0
TRANSFERT DE CAPITAL DES RURAUX AUX URBAINS							339
TRANSFERT DE CAPITAL DES URBAINS AUX RURAUX							0

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

TABLEAU D'AJUSTEMENT DEPENSES - REVENUS DES MENAGES ANNEE

1990

ECONOMIE REELLE

	POPULATION URBAINE			POPULATION RURALE			POPULATION TOTALE
	PP	PNP	TOTAL	PP	PNP	TOTAL	
DEPENSE DES MENAGES	3222	31528	34750	19631	5969	25600	60350
REVENUS TOTAUX DES MENAGES	3222	31528	34750	19631	5969	25600	60350
<u>AJUSTEMENT</u>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

PRINCIPAUX AGREGATS DES COMPTES NATIONAUX ANNEE

1990

ECONOMIE REELLE

VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

	SECTEUR PRIVE	SECTEUR PUBLIC	TOTAL PAYS	MILIEU URBAIN	MILIEU RURAL	TAUX DE CROISSANCE		
						1980 TOTAL	-1990 URBAIN	RURAL
CONSOMMATION	47506	10197	57703	34931	22772	2.75	3.48	1.73
INVESTISSEMENT BRUT	10450	4841	15291	11258	4032	-0.55	-0.14	-1.61
EPARGNE INTERIEURE BRUTE	7872	3220	11093	7210	3883	-1.02	-0.19	-2.39
BALANCE INVESTISSEMENT - EPARGNE	2577	1621	4198	4048	150	0.83	-0.04	ERR
EXPORTATIONS FOB TOTALES			13293			1.39		
DONT EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE			11920			1.69		
DONT EXPORTATIONS VERS LA REGION			1373			-0.83		
IMPORTATIONS CIF TOTALES			16568			1.07		
DONT IMPORTATIONS DU RESTE DU MONDE			15226			1.10		
DONT IMPORTATIONS DE LA REGION			1343			0.79		
TRANSFERTS COURANTS NETS RECUS DU RDM	264	-1165	-901			0.61		
TRANSFERTS COURANTS PAYES A LA REGION	930		930			4.80		
TRANSFERTS COURANTS RECUS DE LA REGION	908		908			0.32		
BALANCE IMPORT - EXPORT TOTALES			3275			-0.12		
BALANCE IMPORT - EXPORT - TRANSFERTS COURANTS			4198			0.83		
TRANSFERTS EN CAPITAL RECU DU RDM	147	4051	4198			0.83		
PRODUIT INTERIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS	50469	5367	55835	32716	23120	2.13	2.99	1.03
TAXES INDIRECTES ET TAXES IMPORT-EXPORT		10698	10698	9048	1650	1.40	2.09	-1.66
PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHE	50469	16065	69718	41764	24769	2.06	2.79	0.83
TAUX D'INVESTISSEMENT BRUT	0.21	0.30	0.22	0.27	0.16			
PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR HABITANT (US \$ / HAB)			691	1300	361	-0.47	-1.84	-0.84

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

ECONOMIE REELLE

BILAN DU COMMERCE EXTERIEUR ANNEE 1990
VALEURS EN US\$ PAR HABITANT ET EN MILLIONS DE US\$

COMMERCE EXTERIEUR TOTAL	BIENS ET SERVICES		VALEUR A L'ANNEE 1990	TAUX DE CROISSANCE	
	COURANTS	D'INVESTISST TOTAUX		1990	-1990
IMPORTATIONS					
IMPORTATIONS AUX PRIX DU MARCHE	21689	6270	27959	25018	1.12
MARGES LOCALES SUR IMPORTATIONS	5488	1613	7101	6382	1.07
TAXES D'IMPORTATION (DTI)	3395	895	4290	3746	1.37
IMPORT BSNF CIF HORS DTI & MARGES	12806	3763	16568	14890	1.07
DONT MARCHANDISES			11049	10416	0.59
DONT SERVICES NON FACTEURS			5519	4474	2.12
DONT IMPORTATIONS ENREGISTREES			15765	14007	1.19
DONT IMPORTATIONS NON ENREGISTREES			804	883	-0.93
EXPORTATIONS					
EXPORTATIONS ENREGISTREES HORS TAXES EXPORT			11483	9838	1.56
TAXES D'EXPORTATION			1007	854	1.66
EXPORTATIONS ENREGISTREES FOB COMPRIS TAXES			12489	10693	1.57
EXPORTATIONS NON ENREGISTREES			804	883	-0.93
EXPORTATIONS TOTALES			13293	11576	1.39
COMMERCE INTRAREGIONAL					
IMPORTATIONS DE LA REGION			1343	1241	0.79
EXPORTATIONS VERS LA REGION			1373	1492	-0.83
PROPORTION DES IMPORTATIONS PROVENANT DE LA REGION			0.08	0.08	
COMMERCE AVEC LE RESTE DU MONDE					
IMPORTATIONS DU RDM			15226	13649	1.10
EXPORTATIONS VERS RDM			11920	10084	1.69
PART DU RESTE DU MONDE DANS LES EXPORTATIONS			0.90	0.87	

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

PRINCIPAUX AGREGATS DES COMPTES NATIONAUX ANNEE 1990
 ECONOMIE REELLE
 EN MONNAIE LOCALE. EN MILLIARDS DE US DOLLAR PRIX ANNEE DE BASE 1990

	SECTEUR PRIVE	SECTEUR PUBLIC	TOTAL PAYS	MILIEU URBAIN	MILIEU RURAL	POUR CONTROLE. DONNEES WT9		
						PRIVE	PUBLIC	TOTAL
CONSOMMATION	47.5	10.2	57.7	34.9	22.8	38.9	7.2	46.1
INVESTISSEMENT BRUT	10.4	4.8	15.3	11.3	4.0			7.8
EPARGNE INTERIEURE BRUTE	7.9	3.2	11.1	7.2	3.9			5.0
BALANCE INVESTISSEMENT - EPARGNE	2.6	1.6	4.2	4.0	0.1			2.6
EXPORTATIONS FOB TOTALES			13.3					12.5
DONT EXPORTATIONS VERS LE RESTE DU MONDE			11.9					
DONT EXPORTATIONS VERS LA REGION			1.4					
IMPORTATIONS CIF TOTALES			16.6					15.3
DONT IMPORTATIONS DU RESTE DU MONDE			15.2					
DONT IMPORTATIONS DE LA REGION			1.3					
TRANSFERTS COURANTS NETS RECUS DU RDM	0.3	-1.2	-0.9			0.3	-1.2	-0.9
TRANSFERTS COURANTS PAYES A LA REGION	0.9		0.9			0.9		0.9
TRANSFERTS COURANTS RECUS DE LA REGION	0.9		0.9			0.9		0.9
BALANCE IMPORT - EXPORT TOTALES			3.3					2.8
BALANCE IMPORT - EXPORT - TRANSFERTS COURANTS			4.2					3.7
TRANSFERTS EN CAPITAL RECU DU RDM	0.1	4.1	4.2					4.2
PRODUIT INTERIEUR BRUT AU COUT DES FACTEURS TAXES INDIRECTES ET TAXES IMPORT-EXPORT	50.5	5.4	55.8	32.7	23.1			
		10.7	10.7	9.0	1.6			
PRODUIT INTERIEUR BRUT AUX PRIX DU MARCHE	50.5	16.1	69.7	41.8	24.8			51.1
Taux d'investissement brut	0.21	0.30	0.22	0.27	0.16			0.15
Produit interieur brut par habitant (US \$ / hab)			697	1300	361			506

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

PRESENTATION DU PIB SOUS LA FORME : $Y = y \cdot P = a \cdot PP + b \cdot PNP$

OU : $Y = A/P \cdot \{1 + (b/a) \cdot (PNP/PP)\} \cdot P$ PRIX ANNEE DE BASE 1990

ECONOMIE REELLE

	NOTATION	VALEUR 1960	VALEUR 1970	VALEUR 1980	VALEUR 1990	TX DE CROI 1960 -1970	TX DE CROI 1970 -1980	TX DE CROI 1980 -1990	TX DE CROI 1960 -1990
POPULATION									
EN MILLIONS D'HABITANTS									
POPULATION RURALE	R	41	49	58	69	1.9	1.7	1.7	1.7
POPULATION URBAINE	U	7	12	20	32	6.0	5.7	4.7	5.5
POPULATION AGRICOLE	PP	40	49	59	71	2.1	2.0	1.8	2.0
POPULATION NON AGRICOLE	PNP	8	12	19	29	4.4	4.6	4.5	4.5
POPULATION NON AGRICOLE INFORMELLE	PNP1	4	6	10	20	4.4	5.6	6.6	5.5
POPULATION NON AGRICOLE MODERNE	PNP2	4	6	9	10	4.4	3.5	1.3	3.1
POPULATION TOTALE	P	47	61	78	101	2.6	2.6	2.5	2.6
RATIO DE PEULEMENT									
	PNP/PP	0.20	0.25	0.32	0.41	2.3	2.6	2.6	2.5
PART DU SECTEUR INFORMEL DANS LA POP. NON A NIVEAU D'URBANISATION									
	PNP1/PNP	0.50	0.50	0.55	0.67				
	U/P	0.14	0.19	0.26	0.32				
PRODUIT REGIONAL									
EN MILLIARDS DE US\$. PRIX ANNEE DE BASE									
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE DE MARCHÉ NATIONAL	A1	6	7	9.0	12.3	2.5	2.0	3.2	2.6
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE MARCHÉ	A2	0	0	0.4	0.3	4.0	3.0	-3.1	1.2
VAL. AJOUTEE AGRICOLE D'EXPORT. VERS LE RESTE	A3	1	2	2.7	3.0	9.3	2.8	1.1	4.3
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE	A = A1+A2+A3	7	10	12	16	3.7	2.2	2.6	2.8
PART DU MARCHÉ REGIONAL DANS LA VALEUR AJ.	A2/A	0.03	0.03	0.04	0.02	0.3	0.8	-5.6	-1.5
PART DU MARCHÉ EXTERIEUR DANS LA VALEUR AJ.	A3/A	0.12	0.21	0.22	0.19	5.5	0.6	-1.5	1.5
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE	B	18	27	40	49	4.2	4.2	2.0	3.5
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE INFORMELLE	B1	2	3	5	9	5.3	5.7	5.7	5.6
VALEUR AJOUTEE NON AGRICOLE MODERNE	B2	16	24	35	39	4.1	4.0	1.3	3.1
PRODUIT REGIONAL HORS TAXES IMPORT-EXPORT	Yo	24	36	52	64	4.1	3.7	2.1	3.3
PRODUIT REGIONAL BRUT	Y	27	40	57	70	4.1	3.7	2.1	3.3
PIB RURAL	Y(R)	16	20	23	25	2.7	1.1	0.8	1.5
PIB URBAIN	Y(U)	11	19	32	42	5.8	5.2	2.8	4.6
RATIO PIB NON AGRICOLE / PRB AGRICOLE	B/A	2.59	2.74	3.32	3.12	0.6	1.9	-0.6	0.6
RATIO PIB NON AGRICOLE / PRB TOTAL HORS TAXE	B / Yo	0.72	0.73	0.77	0.76	0.2	0.5	-0.1	
RATIO PIB URBAIN / PIB TOTAL	Y(U) / Y	0.41	0.48	0.56	0.60	1.7	1.5	0.7	
VALEUR AJOUTEE PAR HABITANT TO EN US\$ PAR HABITANT									
AGRICULTURE DE MARCHÉ NATIONAL	A1/P	121	121	114	122	-0.1	-0.6	0.7	0.0
AGRICULTURE DE MARCHÉ REGIONAL	A2/P	5	5	5	3	1.4	0.4	-5.5	-1.3
AGRICULTURE D'EXPORTATION VERS LE RESTE DU	A3/P	18	34	35	30	6.6	0.2	-1.4	1.7
VALEUR AJOUTEE AGRICOLE TOTALE PAR HABITANT	A/P	144	160	154	155	1.1	-0.4	0.0	0.3
SECTEURS NON AGRICOLES	B/P	372	438	512	484	1.6	1.6	-0.6	0.9
TOTAL PRODUIT REGIONAL	Y/P	561	651	725	691	1.5	1.1	-0.5	0.7
PRODUCTIVITE									
EN US\$ PAR HABITANT									
PRODUCTIVITE AGRICOLE TOTALE	a = A/PP	172	200	204	219	1.5	0.2	0.7	0.8
PRODUCTIVITE AGRICOLE MARCHANDE	a - (A1-A2)/P	46	74	84	94	4.7	1.3	1.1	2.4
PART DU SURPLUS DE VAL. AJ. AGRICOLE MISE EN	am / a	0.27	0.37	0.41	0.43	3.2	1.1	0.4	1.6
NON AGRICOLE	b = B/PNP	2247	2204	2113	1655	-0.2	-0.4	-2.4	-1.0
PRODUCTIVITE INFORMELLE	b1 = B1 / PNP1	477	519	522	479	0.8	0.1	-0.8	0.0
PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODERNE	b2 = B2 / PNP2	4016	3888	4058	4042	-0.3	0.4	-0.0	0.0
PRODUCTIVITE MOYENNE	y = Y/P	561	651	725	691	1.5	1.1	-0.5	0.7
PRODUCTIVITE RURALE	y(R) = Y(R) / R	384	416	392	361	0.8	-0.6	-0.8	-0.2
PRODUCTIVITE URBAINE	y(U) = Y(U) / U	1672	1642	1565	1300	-0.2	-0.5	-1.8	-0.8
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRI / AGRICOLE									
	b/a	13.0	11.0	10.4	7.6				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE NON AGRICOLE MODE									
	b2/b1	8.4	7.5	7.8	8.4				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE INFORMELLE / AGRICOLE									
	b1/a	2.8	2.6	2.6	2.2				
RAPPORT DE PRODUCTIVITE URBAINE / RURALE									
	y(U) / y(R)	4.3	3.9	4.0	3.6				

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

VALEURS EN MILLIONS DE US\$

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE 1990
ECONOMIE REELLE

	MENAGES URBAINS		MENAGES RURAUX		DEMANDE F BIENS & SE	ACTIVITES		COMPTES DE CAPITAL		TOTAL INTERIEUR	REGION	EXTERIEUR	GRAND TOTAL
	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX		URBAINS	RURAUX	ADMINISTR.	ADMINISTR.				
MENAGES URBAINS	452	144	688			32716				34000	289	461	34750
MENAGES RURAUX	451	144	281			23120				23996	619	986	25600
ADMINISTRATIONS	1293	375			5297	8586				15552		1212	16763
DEMANDE FINALE INTERIEURE	26307	21199	10197					7164	3286	72994			72994
BIENS ET SERVICES					72994	63601				136595	1373	11920	149888
ACTIVITES					128022					128022			128022
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	4486							1243	1304	7034		130	7164
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		3386						0	1126	4513		16	4529
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS			3220							3220		4051	7271
TOTAL INTERIEUR	32989	25249	14387		72994	133319	128022	7164	4529	7271	2281		
REGION	682	247				1343				2272		8	2281
RESTE DU MONDE	1079	104	2377			15226					0		18785
GRAND TOTAL	34750	25600	16763		72994	149888	128022	7164	4529	7271	2281	18785	

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
VALEURS EN US\$ PAR HABITANT URBAIN OU RURAL (MENAGES) ET PAR HABITANT (AUTRES COMPTES)

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE 1990
ECONOMIE REELLE

	MENAGES URBAINS		MENAGES ADMINISTR. RURAUX		DEMANDE F BIENS & SE ACTIVITES	COMPTES DE CAPITAL URBAINS		TOTAL INTERIEUR	REGION	EXTERIEUR	GRAND TOTAL
	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX		URBAINS	ADMINISTR.				
MENAGES URBAINS	14	2	21		1018			1058	9	14	1081
MENAGES RURAUX	14	2	4		337			349	9	14	373
ADMINISTRATIONS	40	5		53	85			154		12	166
DEMANDE FINALE INTERIEURE	819	309	101			48	48	724			724
BIENS ET SERVICES				724	631			1355	14	118	1486
ACTIVITES				1270				1270			1270
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	140					18	41	219		4	223
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		49				0	16	66		0	66
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS			32					32		40	72
TOTAL INTERIEUR	1027	367	143	724	1322	223	66	72	23		
REGION	21	4			13			23		0	23
EXTERIEUR	34	2	24		151				0		186
GRAND TOTAL	1081	373	166	724	1486	223	66	72	23	186	

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)
VALEURS EN % DU PIB AUX PRIX DU MARCHE

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE 1990
ECONOMIE REELLE

	MENAGES		MENAGES ADMINISTR.		DEMANDE F BIENS & SE	COMPTES DE CAPITAL		TOTAL	REGION	EXTERIEUR	GRAND TOTAL
	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX		URBAINS	ADMINISTR.				
MENAGES URBAINS	0.6	0.2	1.0		46.9			48.8	0.4	0.7	49.8
MENAGES RURAUX	0.6	0.2	0.4		33.2			34.4	0.9	1.4	36.7
ADMINISTRATIONS	1.9	0.5			7.6			22.3		1.7	24.0
DEMANDE FINALE INTERIEURE	37.7	30.4	14.6					104.7			104.7
BIENS ET SERVICES					104.7			195.9	2.0	17.1	215.0
ACTIVITES					183.6			183.6			183.6
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	6.4							10.1		0.2	10.3
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		4.9						6.5		0.0	6.5
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS			4.6					4.6		5.8	10.4
TOTAL INTERIEUR	47.3	36.2	20.6		104.7	191.2	183.6	10.4			
REGION	1.0	0.4				1.9		3.3		0.0	3.3
EXTERIEUR	1.5	0.1	3.4		21.8				0.0		26.9
GRAND TOTAL	49.8	36.7	24.0		104.7	215.0	183.6	10.4	3.3	26.9	

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE 1990

VALEURS EN MONNAIE LOCALE, EN MILLIARDS DE

1990

US DOLLAR PRIX ANNEE DE BASE

ECONOMIE REELLE

	MENAGES URBAINS		MENAGES RURAUX		DEMANDE F BIENS & SE	ACTIVITES	COMPTES DE CAPITAL RURAUX ADMINISTR.		TOTAL INTERIEUR	REGION	EXTERIEUR	GRAND TOTAL
	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX			URBAINS	RURAUX				
MENAGES URBAINS	0.5	0.1	0.7			32.7			34.0	0.3	0.5	34.8
MENAGES RURAUX	0.5	0.1	0.3			23.1			24.0	0.6	1.0	25.6
ADMINISTRATIONS	1.3	0.4			5.3	8.6			15.6		1.2	16.8
DEMANDE FINALE INTERIEURE	26.3	21.2	10.2				7.2	3.3	73.0			73.0
BIENS ET SERVICES					73.0	63.6			136.6	1.4	11.9	149.9
ACTIVITES					128.0				128.0			128.0
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	4.5						1.2	1.3	7.0		0.1	7.2
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		3.4					0.0	1.1	4.5		0.0	4.5
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS			3.2						3.2		4.1	7.3
TOTAL INTERIEUR	33.0	25.2	14.4		73.0	133.3	7.2	4.5	7.3	2.3		
REGION	0.7	0.2				1.3			2.3		0.0	2.3
EXTERIEUR	1.1	0.1	2.4			15.2				0.0		18.8
GRAND TOTAL	34.8	25.6	16.8		73.0	149.9	7.2	4.5	7.3	2.3	18.8	

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE 1990
 VALEURS EN MILLIONS DE US\$ PRIX ANNEE DE BASE
 ECONOMIE DE BASE

	MENAGES MENAGES ADMINISTR. 1990		DEMANDE F BIENS & SE ACTIVITES	COMPTES DE CAPITAL		TOTAL INTERIEUR	REGION EXTERIEUR	GRAND TOTAL
	URBAINS	RURAUX		URBAINS	RURAUX ADMINISTR.			
MENAGES URBAINS	0	0	11199			11199	0	11199
MENAGES RURAUX	0	0	9226			9226	0	9226
ADMINISTRATIONS	410	129	0	3185		3724	0	3724
DEMANDE FINALE INTERIEURE	8500	7657	2830		894	23610		23610
BIENS ET SERVICES			23382			46992	0	46992
ACTIVITES			46992			46992		46992
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	2288			339	0	2628		2628
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		1440		0	0	1440		1440
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS					894	894		894
TOTAL INTERIEUR	11199	9226	3724	23610	46992	46992	0	
REGION	0	0	0			0		0
RESTE DU MONDE	0	0	0					0
GRAND TOTAL	11199	9226	3724	23610	46992	46992	0	894

AFRIQUE DE L'OUEST HORS NIGERIA (18 PAYS)

MATRICE DE COMPTABILITE SOCIALE ANNEE

1990

PRIX ANNEE DE BASE

1990

ECONOMIE DE BASE

EN PROPORTION DE L'ECONOMIE REELLE TOTALE

	MENAGES		ADMINISTR.		DEMANDE F BIENS & SE		ACTIVITES		COMPTES DE CAPITAL		TOTAL INTERIEUR	REGION	EXTERIEUR	GRAND TOTAL
	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX	URBAINS	RURAUX				
MENAGES URBAINS	0.00	0.00	0.00	0.00			0.34				0.33	0.00	0.00	0.32
MENAGES RURAUX	0.00	0.00	0.00	0.00			0.40				0.38	0.00	0.00	0.36
ADMINISTRATIONS	0.32	0.34			0.00		0.37				0.24		0.00	0.22
DEMANDE FINALE INTERIEURE	0.32	0.36	0.28						0.37	0.33	0.32			0.32
BIENS ET SERVICES					0.32		0.37				0.34	0.00	0.00	0.31
ACTIVITES						0.37					0.37			0.37
COMPTE DE CAPITAL MENAGES URBAINS	0.51								0.27	0.00	0.37		0.00	0.37
COMPTE DE CAPITAL MENAGES RURAUX		0.43							ND	0.00	0.32		0.00	0.32
COMPTE CAPITAL ADMINISTRATIONS			0.28								0.28		0.00	0.12
TOTAL INTERIEUR	0.34	0.37	0.26		0.32	0.35	0.37		0.37	0.32	0.12	0.00		
REGION	0.00	0.00				0.00					0.00		0.00	0.00
RESTE DU MONDE	0.00	0.00	0.00			0.00						ND		ND
GRAND TOTAL	0.32	0.36	0.22		0.32	0.31	0.37		0.37	0.32	0.12	0.00	0.00	

ANNEXE 3 :

UNDERSTANDING THE DYNAMICS OF URBANIZATION:

WHY, HOW, AND UNDER WHICH CONDITIONS

MOBILITY GENERATES ECONOMIC GROWTH

INTRODUCTION

1. The purpose of this paper is to identify some implications of population redistribution on the behavior of the economy and, more precisely, to explain how the process of immigration to the urban informal sector may, under some conditions, create an endogenous source of economic growth.

2. The most frequent objections to economic growth strategies and models which make explicit reference to population dynamics are based on the conviction that "what matters in development policies is production and employment generation, and not population redistribution, which is a natural consequence of economic growth and income earning opportunities". More fundamentally, many experts are convinced that "migrations from rural to urban areas, stimulated by "urban biased" policies, pump the available labor force out of the agricultural sector and aggravate food shortages, have little or no positive effect on the urban production, and simply increase the need for costly infrastructures and the burden on urban institutions". It is often considered as an evidence that today's urbanization in SSA countries does not respond to the same mechanisms as those which spurred the growth of cities in the now developed countries, and that what has proved to be good for the latter is a plague for the former.

3. The first section explores some aspects of the functioning on the economy of a country which is experiencing a steady state of urbanization, which is today where cities are receiving a continuous flow of migrants from rural areas. The effects of this migration are analyzed from two complementary points of view: the point of view of the migrant, who must survive to his new environment, and the point of view of the economy as a whole. The second section explores the consequences of changes in the pace of urbanization, such as those resulting from economic booms and recessions. The third section completes this tour inside the black box of urbanization by a review of conditions under which this process can be one source of endogenous growth in Sub-Saharan Africa. In conclusion, the paper argues that introducing population dynamics into existing macroeconomic models would improve the effectiveness of these models and help decision makers of the peopling countries of Sub-Saharan Africa to design strategies leading to accelerated and sustainable economic growth.

A. A TOUR INSIDE THE BLACK-BOX OF URBANIZATION : THE STEADY STATE CASE.

4. Traditional macroeconomic models focus on supply and production, which is seen as a function of technology, capital and labor, rather than on demand and consumption, which is often treated as a residual. With such models, it is indeed impossible to see how urbanization, by itself, could generate any additional investment, production and income. "If the population which shares the overall income produced by the urban sector increases, each of the individuals will necessarily receive a smaller share of this overall income".

5. In order to answer to this apparently strong objection, it is necessary to ask ourselves how cities, considered as dynamic economic systems, really work, and what are the main strings and mechanisms of these strange engines.

6. Let us start from a situation where, for the country considered, and at a given time, all aggregate accounts (except capital accounts) of urban and rural agents, commodities, etc., as they can be represented in a Social Accounting Matrix, are apparently balanced.

7. Now, let us go into the details of the accounts related to one specific category of individuals identified in the matrix of population distribution. Consider, for instance, the urban informal sector, which generally forms the largest group of the urban population. The number of individuals of this social category is growing at a rate " r ". Typically, this growth rate is of the order of two times the national average. This implies that this category of population is presently composed of individuals who joined this group at various dates, ranging from the origin of times to today. This growth rate may have fluctuated in the past, but it has remained at such high levels for decades, and it is likely to remain high in the coming decades.

8. The new members of the urban informal sector generally arrive from other (mostly rural) areas and socioeconomic categories of households where the average per capita expenditure, and therefore per capita income and per capita production (productivity), are significantly lower, let us say two times lower, than in the new environment. These new comers have **freely** moved from their previous settlement. They have not been simply and passively bused from a village to the city. Instead, they have moved with a project in mind, and this project is to enjoy a different way of living. One cannot expect these individuals to remain passive and impervious to change and to opportunities.

9. There are two different and complementary ways of analyzing the economic behavior of the growing urban informal sector and its contribution to the economy. The first one is to follow the elementary contributions of its various members. These contributions are direct (consumption, production, investment,..) and indirect, through the linkages between expenditure and income, investment and savings, demand and supply, which can be traced through the various accounts of the SAM. The second way is to look at the group as a whole, setting aside the fate of individuals. While the first point of view generally prevails in anthropological and socioeconomic studies, macroeconomic and sector models are generally more concerned with macro-issues, with the forest rather than the trees. However, as long as the distribution of population among the various groups is changing, which is typically the case in the **peopling** countries of SSA, these two aspects of the same reality are intricately linked and can hardly be separated. The following paragraphs propose a way of combining these two approaches and understanding how population dynamics and the economy interact, which is the main purpose of **demoeconomic** modelling.

The new migrant: why he moves, and how he behaves.

10. The individual who migrates from rural areas to the urban informal sector is faced with new pressing basic needs. It is reasonable to assume that it will take some time for this individual to adapt himself to his new environment, and for the rest of the economy to adapt itself to this new context. The average expenditure, income and productivity of each individual in the urban informal sector, and their indirect effects on the overall economy can be seen as functions of the number of years of presence of this individual in the group, which we call hereafter his "**urban age**" or his "**age**". In an

extreme, (and unrealistic) case, one can even imagine that the migrant's initial income, or productivity, at his time of arrival, is zero. Even if the initial productivity is positive, it is quite possible that the net effect of the migration of one individual on the balance of payment of the city, and on the overall production and GDP of the country remains negative for a certain period of time. Also, not everything is smoothly growing in the economy as the "age" of the migrant increases. For instance, some expenditures, such as the purchase of a piece of land, may happen only once in his whole "urban life".

11. Before discussing the macro effects of migration in a dynamic perspective, it is therefore useful to get into the details of the chains of micro-decisions taken by the migrant, and to assess the corresponding activities and transactions that will be induced in the economy. These transactions can be traced, at each time of occurrence, throughout the various SAM accounts. But one must not ignore the time dimension of this process: there are **time lags** between the occurrence of one expenditure and the corresponding income, between the demand for a good and its supply, between the supply of that good and its purchase by the final user.

The Migrant's Needs and Expenditures

12. From the date of arrival, the migrant is progressively confronted with major changes in his basic needs, and in the volume and structure of his expenditure. He must eat, he must be lodged, dressed, and transported, and, eventually, he must afford to pay formal or informal taxes and tributes, as do the other individuals of the social category that he joins. He has no choice but to face these expenditures, or to give up and go back to his village. Let us assume that the migrant stays in the city, as most migrants do.

13. A series of micro-decisions will be taken by the new migrant. These will, for instance, include: joining a kin and sharing the same room, buying enough food and services to survive, renting a room, squatting or purchasing, informally or formally, a piece of land, accumulating bricks, starting the construction of one room, inviting the family to join him, sending his children to school, etc..

The Supply Response

14. In the mean time, although with some lag, similar micro-decisions will be taken by other rural and urban individuals affected by the migrant's decisions through the consumption-production and expenditure-income linkages. The new expenditures of the migrant will have their counterpart in incomes of other agents or accounts of the SAM. For instance, the migrant, who is no more able to produce food for his own consumption, will purchase it through the market. He becomes a customer for the farmers who remain in rural areas, and whose average productivity and per capita monetized income will eventually increase marginally. He also becomes a customer for the middlemen who transport, trade and transform food products. If land and other public facilities are available, somebody, if not the migrant himself, will invest in the construction or expansion of a housing unit. For that construction, some savings (from urban or rural origin) will be mobilized, and this investment will increase the activity of the construction sector.

15. In short, this migrant progressively increases the size of the market, at a **speed** and **to an extent** which depend on his own skills and on the quality of the environment

provided by the city. If this environment is enabling, many urban and rural businesses will benefit from the spillover effects of his expenditure : new businesses can be launched, or existing ones become more profitable. These spillover effects of the migrant's demand will be much smaller if the physical and institutional environment is not favorable. For instance, the additional demand for housing will simply be accommodated by overcrowding the existing stock of houses, with no effect on the construction sector.

The Origins of the Migrant's Income

16. Now, let us come back to the migrant himself. Where does the income which is the necessary counterpart of his increased expenditure come from ? At the very beginning of his urban life, the first and most important source of income will be his own earlier savings or his family's savings, and the transfers received from other urban dwellers and from the village. However, since there is no evidence of a continuous increase of interhousehold transfers over time, it is likely that this call for transfers is transitory. The second, and limited, source will correspond to the few non-monetized activities which are practicable and necessary to survive in the urban environment, such as private domestic services or self-help construction: the non-monetized income is the exact counterpart of the non monetized consumption and investment. Sooner or later, however, the main source of income can only stem from a variety of transactions and monetized activities involving the production of legal or illegal, recorded or unrecorded goods and services demanded by the urban and regional market: street vending, repair services, subleasing, construction, sewing, caretaking, peddling, extortion, joining a tontine,...

17. Such activities, for which the individual considered has the necessary skills, could not be successfully launched in the rural areas, for lack of an enabling environment. The city relaxes these constraints by providing the necessary networks, inputs, and customers. Pushed by his need for cash and constrained by the harsh urban environment, the migrant fends for himself. He exploits market opportunities, he makes use of the new inputs and technologies which are available in the urban area, he become less risk-averse, he benefits from economies of scale and from the specialization which was impossible before. He, in a word, becomes more innovative and more productive, because he has no other alternative and because the city provides the enabling environment. Typical socioeconomic profiles and careers of new migrants have been analyzed in many anthropologic studies. These studies reveal many failures, but even more successes. If it were not the case, net immigration would eventually stop.

The overall Contribution of the Migrant to the Economy

18. How can we characterize the aggregate effects of the arrival of the new migrant on the whole economic system **over his "life time"**, which is to say over the years following his date of arrival? Starting from low initial levels, which may initially have a negative impact on the overall economy, these complex effects, which can be traced in the SAM, progressively develop to a point where the new urban dweller is fully integrated into his new environment. It may take five, ten or twenty years to get the full effects of the increase in the market size and of the improved division of labor.

19. In mathematical terms, this process can be represented as a function of the "age" of the new migrant. Actually, instead of one single function of age, it is more realistic to consider a series of composite functions corresponding to the various chronics of events following elementary decisions taken by the migrant at different "ages". For instance, one of these chronics will correspond to the purchase of food by the migrant and to its induced effects: following that decision, traders, transporters and farmers will react, generating a series of deferred effects, etc.. Another chronic will correspond to the decision to start the construction of a house: this will induce a series of related events, such as the purchase of bricks, the hiring of masons, the renting of the new house, etc.. While these different chronics can be considered as independent from each other, the series of events which take place inside a given chronic are interlinked and occur with identifiable **time lags**, **leakages** (through imports), and **progressivity**.

Macroeconomic Effects of the Continuous Process of Migration

20. Now, let us turn to the contribution of the whole group considered to the economy, and to the macro-effects of the continuous process of immigration on production, consumption, income, and other macro aggregates. At a given calendar date "t", the overall contribution and effects of the cohort of individuals and activities forming the urban informal sector is the sum of the individual contributions and effects which depend primarily on the respective dates of arrival of its members.

21. In mathematical terms, if the elementary effects, over time, of the arrival of one additional individual, on the aggregate expenditure, or income, or production, or investment,.. can be represented by a single function "f(u)" of age "u", the overall effect "Y(t)", at the date "t" of the cohort is the integral, taken from the origin of times to today, of a new function of age "u". This function is the product of the population differential "dP(t-u)" of the year t-u, or increment in total population u years ago, by the elementary effects per individual of age u on the economy, "f(u)".

$$Y(t) = \int_0^{\infty} \frac{dP(t-u)}{dt} \cdot f(u) \cdot du$$

22. Actually, as mentioned earlier, the effects on the economy of the new migrant are not linked to a single event, but involve several chronics of related events with various time lags and leakages. The aggregated effect, at the date "t", of these various chronics of events is therefore given by a sum of multiple integrals taken on a domain covering the periods of time following each related event. Formally, each chronic corresponds to a "convolution product" of a series of functions f(u), g(v), h(x), etc.. where h(x) represents the the effect, x years after its occurrence, of an event which, itself, resulted from another event which took place v years earlier, which etc...

$$Y(t) = \int_0^{\infty} \frac{dP}{dt} \cdot \int_u^{\infty} \frac{dg}{dv} \cdot f(u) \cdot du \cdot dv$$

23. Fortunately, this apparently complex problem can be dealt with relatively easily, when the growth rate of the population r is stable, so that the population " $P(t)$ " of the group considered is of the form $P(t) = P(0) \cdot \exp(rt)$, and when the average behavior of the individuals who successively join the informal sector, and the corresponding elementary reactions of the system, can be considered as stastically comparable among migrants and stable over time.

24. In that case, and if a simple function of age $f(u)$ is used, the aggregate effect, given by a simple integral, is : $Y(t) = P(t) \cdot r \cdot F(r)$, where $F(r)$ is the Laplace transform of the function " $f(u)$ " of the variable u is a dual function $F(r)$ of a new variable r , equal to the integral, taken from $u=0$ to u infinite, of $f(u) \cdot \exp(-ru)$. Laplace transforms are very easy to compute, even for functions $f(u)$ which are not continuous and composite, and they have remarkable properties. The relation between the two dual functions $f(u)$ and $F(r)$, where u is the age of individuals and r is the growth rate of the population, is quite the same as the relation between a function $g(t)$ of time t , representing a flow of future expenditures or incomes, and its **aggregate present value** $G(j)$ at the discounting rate " j "³⁰.

$$F(r) = \int_0^{\infty} f(u) \cdot e^{-ru} \cdot du \qquad \bar{G}(j) = \int_0^{\infty} g(t) \cdot e^{-jt} \cdot dt$$

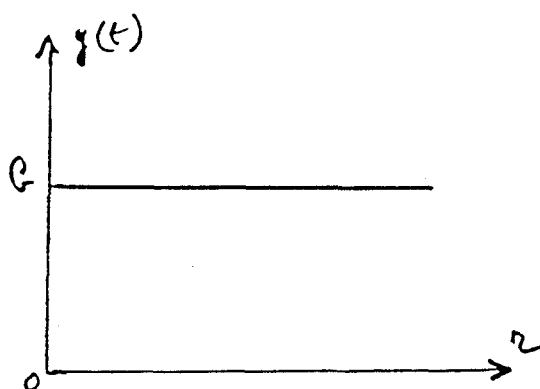
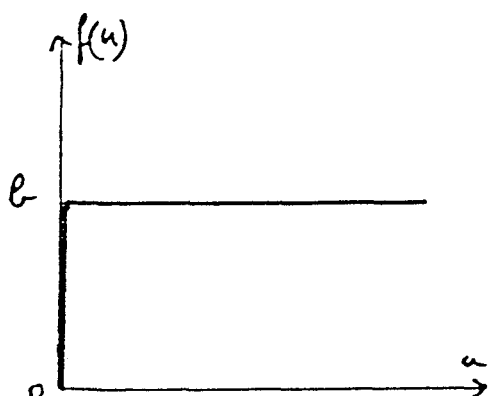
25. It follows from the previous equation that, for the whole cohort of individuals who form the group considered, the average per capita effect " $y(t)$ " is: $y(t) = Y(t)/P(t) = r \cdot F(r)$. Within the limits imposed by the set of assumptions made, the average productivity $y(t)$ (or any other macro variable) of the group is constant over time. It is apparently **not affected by the continuous affluence of new migrants who are less "efficient"**, or even not efficient at all, in the years following their arrival. This stems from the fact that, while new comers arrive with their lower efficiency, the older ones become more efficient, and the combined effect of these two opposite effects is an apparent macro-stability. Expressed in an other way, the average maturity of the group considered remains constant. Of course, the average productivity $r \cdot F(r)$ depends on the growth rate r of the population, and is, normally, a decreasing function of this growth rate.

³⁰ Possible implications of this analogy for policy and operational work on urbanization are alluded to in Annex.

Examples

26. Let us take a few examples to illustrate this point. First, if the reaction of the new migrant is immediate and complete at the very moment when he joins the group, the per capita production or productivity (or any other variable) is independent from age u and equal to a constant b :

$$f(u) = b, \text{ and } F(r) = b/r, \text{ so that } y(t) = b \cdot F(r) = b.$$

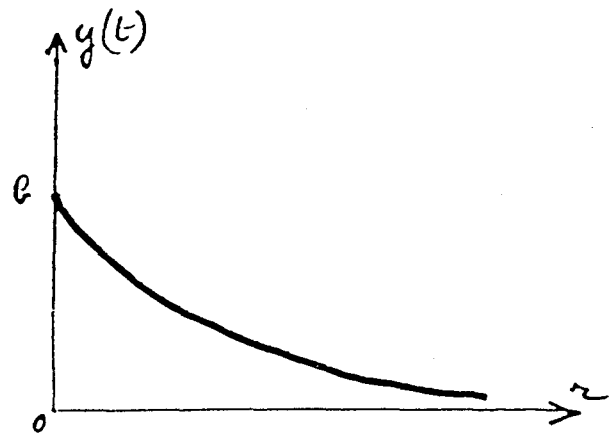
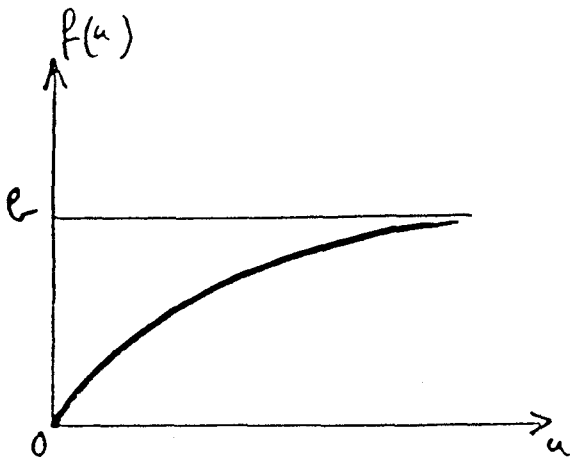


27. Now, let us assume that the productivity increases at a decreasing rate, according to an asymptotic law of the form $f(u) = b \cdot (1 - \exp(-hu))$, which is often used in economic and biological processes. " h " is the parameter characterizing the progressivity of the response to the new environment. If h is infinite, the full response is immediate (as in the previous case). If $h=0$, the response will be indefinitely deferred. The Laplace transform of $f(u)$ is:

$F(r) = b \cdot h / (r \cdot (r+h))$, and $y(t) = b \cdot h / (r+h)$. For instance, if the growth rate r is 6% and if it takes 4 years to reach $1 - 1/e = 63\%$ of the asymptotic value b , $h=0.25$, and $y = 0.81 \cdot b$. The average productivity of the cohort is 19% smaller than the maximum b . If the long term population growth rate was 8% instead of 6%, the average productivity would be 24% smaller than the maximum.

28. Now, if one assumes that the productivity will remain equal to zero for an initial period of v units of time and will thereafter follow the same asymptotic law as above, then, the average productivity is reduced by a new factor $\exp(-rv)$, which corresponds to the **time lag** v :

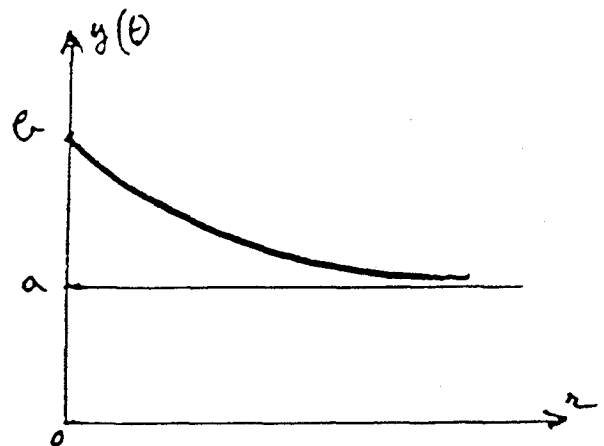
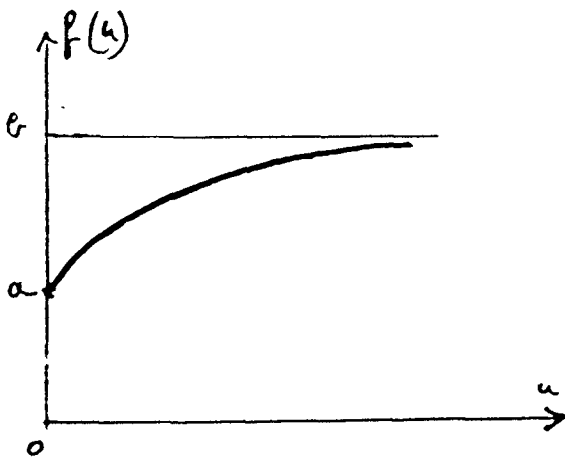
$$y(t) = b \cdot h / (r+h) \cdot \exp(-rv).$$



29. In the next case, let us assume the same type of function, but with an initial value "a" of the productivity greater than zero: without time lag, $f(u) = a + ((b-a)*\exp(-hu))$. Then,

$$F(r) = ((ar)+(bh))/(r*(r+h)), \text{ and } y(t) = ((ar)+(bh)/(r+h))$$

For instance, let the initial productivity a be equal to one half of the asymptotic value b . For the same values of r and h as before, the average productivity of the cohort would be 10% and 12% smaller, respectively, than the maximum. A time lag v would simply reduce $y(t)$ by the factor described above.



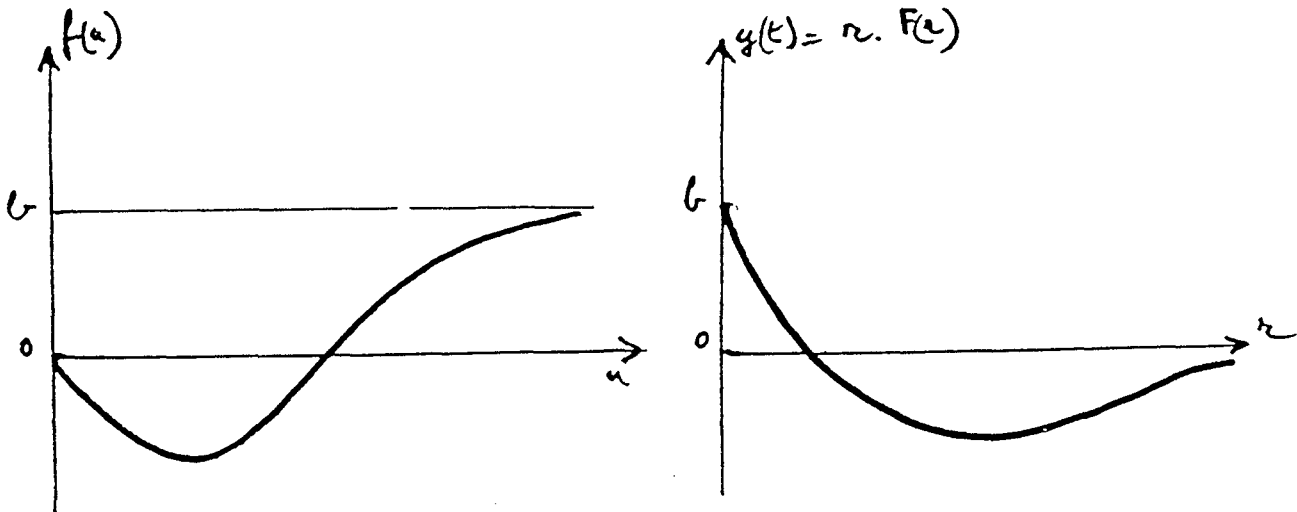
30. Finally, let us consider the case of a function $f(u)$ which starts from zero, decreases for a certain period of time, then starts increasing, and grows asymptotically towards a positive value b . Such a function would be representative of the net resource balance of a migrant over his urban life. For instance, assuming that $a > b$:

$$f(u) = b - (b + (ahu)) * \exp(-hu).$$

Then,

$$y(t) = bh/(r+h) - ahr/((r+h)^2).$$

$F(u)$ and $F(r)$ have the following profiles: in that case, if $a=4*b$ and $h=0.25$, the migrant's resource balance will reach it's minimum after 3 years ($-0.9*b$), and will reach positive values only after 10 years; and the global resource balance for the whole cohort will only be positive if the growth rate of the population does not exceed 8% .



The Case of Interrelated Series of Effects With Successive Time Lags

31. The more general case where each migrant generates a complex chain of chronics of related events with successive time lags is not more difficult to treat, thanks to a remarkable property of Laplace transforms of "convolution products": the multiple integral which represents the combined effects at the date t of the successive events of one chronic is simply the product of the Laplace transforms of the various functions describing each related sequence of events. Formally, the aggregate effect is a simple sum of functions of the type:

$$Y(t) = P(t) * (r * F(r) * G(r) * H(r) * ..).$$

where, as above, $F(r)$, $G(r)$, $H(r)$, .. represent the Laplace transforms of the elementary functions $f(u)$, $g(v)$, $h(x)$,... defined earlier.

32. As it was the case before, the average productivity, or effect per capita, of the cohort of individuals, $y(t) = Y(t)/P(t)$ is independent of time t . All the interrelated elementary delays or time lags combine their effects, and the resulting impact on productivity is the product of elementary effects.

33. Let us illustrate this point on a final, simple example. Let the function $f(u) = b * (1 - \exp(-hu))$ represent the actual purchase of food by the migrant u years after his move, and let the function

$$g(w) = c * (1 - \exp(-kw))$$

represent the supply response, or the income, which is progressively generated somewhere in the system, for instance, in farms, by one additional unit of urban expenditure on food, w units of time after the occurrence of this food expenditure. The parameter c can be derived from the Input-Output Matrix, and the parameter k characterizes the progressivity of the supply response of farmers. As before, if k is infinite, the supply response and the income effect are immediate. If k equals zero, the supply response, or the resulting income effect, will never take place. These two related functions (demand, and deferred supply) result in a global effect on farmers income at the date t equal to:

$$Y(t) = P(t) * bh / (r+h) * ck / (r+k)$$

Per individual present in the urban group considered, the farmers income effect $y(t) = Y(t)/P(t)$ is also constant, and reduced by a factor equal to the product of the elementary factors $h/(r+h)$ and $k/(r+k)$. As before, if the supply response is deferred by v units of time, the reduction coefficient would simply include a third factor $\exp(-rv)$.

34. The above analysis, detailed in the case of the urban informal sector, can be extended, with some caveats, to other population groups which benefit from continuous immigration from other areas and socioeconomic groups, such as the rural peri-urban areas, which are under the growing influence of cities, and other rural market-oriented areas, receiving migrants from remote rural areas. A similar analysis can be undertaken in the case of well established international migrations, such as migrations from Sahel to Savannah and forest areas in West Africa.

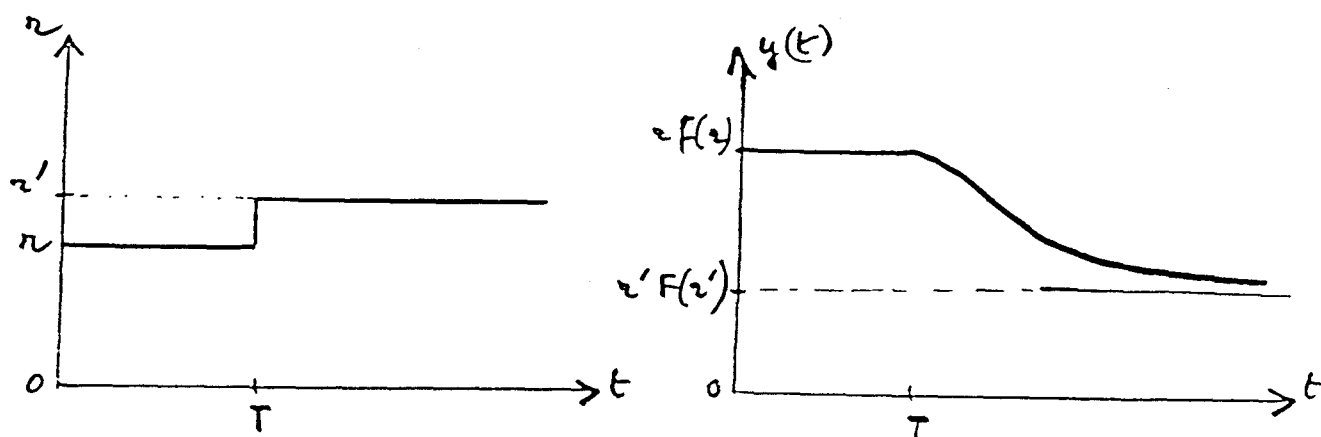
B. EFFECTS OF CHANGES IN RATES OF MIGRATION AND GROWTH PATTERNS

35. The conclusions reached so far have only been established in the case where the growth rate of the population and the chronics of behavior of individuals do not vary abruptly over time. What has been described is the result of a dynamic system (continuous affluence of migrants,...) which has reached its "cruising speed" and is mature, which does not mean that it is static.

Implications of changes in the pace of migration

36. It is, indeed, possible to take abrupt variations in the growth rates of the various categories of population into consideration. For instance, a single and definitive jump in the population growth rate of the informal sector, from 6% to 8%, will, indeed, reduce the average "age" and productivity of the group as a whole. But such a reduction will develop slowly. This is due to the relative weight of the individuals who arrived earlier, whose average productivity will continue to increase with their growing age (or maturity). Such effects can be considered in the demoeconomic model. Initially, they are of a second order of magnitude, and imperceptible. Eventually, the average productivity will asymptotically reach the lower value $r' * F(r')$, which corresponds to the new higher population growth rate r' .

37. Therefore, one can say that the higher the growth rate of the group considered, the lower will be its average productivity. However, assuming that nothing is changed to the behavior of individuals, the high population growth corresponds to a higher growth of the economy. What we may perceive as a larger proportion of "poors" (often recent migrants), may indeed be an indication that the city is more efficient, which is to say is more effectively contributing to the restructuring of population and, therefore, of the economy.



Implications of changes in population behavior and in macro-environment

38. It is also possible to introduce some simple modifications in the parameters characterizing the behavior of successive migrants over time. For instance, a parameter, analogous to the exogenous technical progress of production functions, can be used to reflect the influence of the macro-environment on the various agents at the date t . This influence may be more or less dependent upon the "age" of the migrant.

39. Let us assume, for instance, that, in constant prices, the asymptotic value b of productivity is exogenously growing at the rate s . If this technical progress is uniformly accessible to the whole cohort, the only result is to inflate the value of the parameter b by a factor $\exp(st)$, with no other influence on the functions $F(r)$.

40. If, at the other extreme, it is assumed that the technology available at the time of arrival of a migrant determines his whole trajectory (and his asymptotic productivity), then, in the preceding functions, r should simply be replaced by $r+s$, and we would have:

$$Y(t) = P(t) * r * F(r+s).$$

41. However, in the case of more complicated, or less predictable changes in the macroeconomic environment, there is obviously no simple way of dealing with the complex issues linked to migration and to the dual dimensions of time u and t : in that case, the Laplace transform would be of little help.

CONCLUSION: POPULATION DYNAMICS AS A POTENTIAL SOURCE OF ENDOGENOUS ECONOMIC GROWTH

42. Even if the real world is more erratic and unpredictable than assumed here, this representation of the functioning of urbanization, considered as a **process**, with its two time dimensions **u** (the age, or maturity, of migrants) and **t** (the calendar time), does capture some important features of this secular process, which has a great deal of inertia.

43. When we look at the system considered in its entirety, we see that **the continuous affluence of new migrants (who, almost always, form the least favored class of the society, the poorest of the poor in their new milieu) does not impoverish the economy, on the contrary.**

44. This fact logically arises from the resulting improvements in the willingness of individuals to increase their expenditure, in the division of labor, in the exploitation of existing skills, in the mobilization of resources, in the rate of utilization of existing infrastructure and services, in the intensity of domestic exchanges, and in the monetization of the economy. Exogenous improvements in technologies may be needed in some cases, but, more importantly in many cases, more individuals and enterprises must have the willingness to use technologies which are already available, and for which the cities act as "show rooms".

45. Within some conditions concerning the physical, financial and institutional environment, and provided that all sectors faced with a larger domestic demand can react with reasonably low time lags and leakages, the spillover effects of private demand are strong enough to generate an economic push and real net capital gains, which are one important form of capital formation in SSA.

46. This is, by the way, an historical evidence. The wealth of the United States has, in part, resulted from the continuous affluence of starving irishmen and calabrais in rags, whose assimilation has been favored by deliberate policies which, today, would be qualified as awfully "urban-biased". The great "conquete de l'Ouest" has not been driven by farmers, but by urban entrepreneurs and urban-based speculators: the outposts of the new frontier were cities with their services and their middlemen, which preceded, and not followed, the rural settlers.

47. The fact that the **free** mobility of individuals can induce structural changes in the economy and economic growth is not a miracle and a costfree winfall. First, people do not move without good reasons and incentives. As a french proverb says, "one does not catch flies with vinegar". Growth poles must be attractive, or at least not repulsive, and this has an economic cost, as well as social and political costs (ineluctability of income disparities, role of elites,..).

48. Second, if migrants who join the cities become more productive, it is because the urban environment is more enabling, but also more demanding. This urban environment must have been built-up, and it must be properly maintained and managed. Migrants increase the pressure on the existing stock of infrastructures, public facilities and institutions, and migrations increase the capital and current expenditure of central and

local governments, in absolute and relative terms. These strange attractors called urban areas do not emerge spontaneously from nought, without efforts and costs.

49. Third, new patterns of consumption and expenditure, induced by urbanization, mean more trade, and a higher propensity to import final and intermediate goods and services, and this pressure on the balance of payments must be compensated by higher exports, and or higher transfers from abroad.

50. In the present context of Sub-Saharan Africa, one can say that cities are efficient economic engines if they are attractive (to people, business, investment,...), and if they are able to hurl (propel) many individuals on higher orbites (the **b** parameter), at a reasonable speed (the **h** parameter), and at a reasonable cost (in terms of public expenditure). A higher orbite is, essentially, an orbite corresponding to higher needs, and therefore higher productivity and income. Many different orbites must be offered and accessible. A city which does not propose higher and more diversified orbites than its hinterland fails to play its role. And a city which does not modify the perception (expectations, needs,...) of individuals and enterprises of its immediate rural periphery, does not play its role. In the same manner, a city center which does not provide higher standards of infrastructure and public services than its suburbs, also fails to play its role.

51. Although the spatial aspect of urbanization has not been addressed here, it is worth recalling at this stage that an efficient process of urbanization implies **networks** of cities colonizing the useful territory, rather than isolated urban agglomerations. In these networks, cities **compete** for the exploitation of the hinterland and of regional markets, and the most efficient cities take over the functions of the weakest ones, which may regress.

52. It is now clear that the strong objections mentioned in the introduction of this paper are based on an incomplete understanding of the essence of urbanization, and on an underestimation of the capacity of individuals to react. If the mobility of individuals is ignored, which is to say if **r** is **implicitly** set to zero, the chains of actions and reactions generated by migration are missed. And the continuous affluence of poor people to urban areas, which strikes the observer, is easily misinterpreted as a continuous impoverishment of the society and a source of weakness of the economy, while in fact may be the reverse. The very abstract "technology shift parameters" often introduced in the production functions to account for the growth which cannot be explained by "capital" and "labor" are only poor substitutes for the more concrete population distribution factor.

53. Models that do not pay attention to population as such tend to underestimate the "endogenous" source of growth linked to population redistribution (and to the development of the urban informal sector in particular) and the **homeostasy** of African economies, which is to say their ability to maintain some key variables in a narrow bracket of values compatible with survival. These models, applied to long term macroeconomic projections of the **peopling countries** of SSA, are likely to lead to "nightmare scenarios", because population, whose distribution and reaction are ignored, is likely to grow faster than the projected production, which is viewed as rather independent from that population dynamics.

54. Indeed, in these countries, considerable growth is linked to, and can be generated by population redistribution. Considerable opportunities for growth are lost by those countries which deliberately or indirectly restrain mobility inside their borders, or restrain immigration from neighboring countries. Macroeconomic and sectorial tools that ignore this demographic dimension of the real world may, in some cases, lead to policy recommendations which, over the long term, are suboptimal or inappropriate.

J.M. Cour, World Bank (AFTIN) and the Club du Sahel
June 1992

**DIFFUSION DE L'ETUDE SUR LES PERSPECTIVES
A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST**

Une première diffusion est assurée par la cellule CENERGIE et par le Club du Sahel. Par la suite, la diffusion est confiée aux centres suivants :

Europe

CIRAD/CIDARC - Service IST
Avenue du Val de Montferrand
BP 5035 10-5
34032 MONTPELLIER cedex - France
Téléphone : (33) 67-61-58-00

Amérique du Nord

Centre Sahel - Université Laval
(local 0407)
Pavillon Jean-Charles de Koninck
QUEBEC - Canada GLK 7P4
Téléphone : (1-418) 656-54-48

Asie

Institut de recherche de JICA
International Coop. Centre Building
Ichiguya Hommura-cho
Shinjuku-ku - TOKYO 162 - Japon
Téléphone : (81) 3-269-32-01

Afrique

RESADOC
Institut du Sahel
BP 1530
BAMAKO - Mali
Téléphone : (223) 22-21-78

CINERGIE, la Cellule Internationale d'Etude et de Recherche pour la Gestion de l'Information sur les Echanges, est le fruit de la coopération entre la Banque Africaine de Développement et l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

La Cellule est financée par quatre membres de l'OCDE : le Canada, les Etats-Unis, la France et les Pays-Bas. Elle bénéficie pour ses activités opérationnelles du financement de la Banque Mondiale et de la Commission des Communautés Européennes notamment. La cellule CINERGIE a pour but :

- d'améliorer le dialogue entre pays sahéliers, pays côtiers du Golfe de Guinée et agences de coopération;
- de mettre en évidence les entraves aux échanges économiques;
- d'aider les décideurs africains à intérioriser les connaissances sur les réalités de la coopération régionale afin de les prendre en compte dans leurs décisions.

Sur la base de l'étude des perspectives à long terme, CINERGIE élaborera un **programme d'action commun en Afrique de l'ouest**, comprenant un ensemble de propositions s'adressant aux Etats de la région et aux agences de coopération.

CINERGIE, Unité BAD/OCDE

01 BP 1087
ABIDJAN 01
Côte d'Ivoire
Tel : (225) 20 41 79
Telex : 23717/23498/23263
FAX : (225) 20 59 50

Club du Sahel - OCDE

2 rue André Pascal
75775 PARIS cedex 16
France
Tel : (33-1) 45 24 92 00
Telex : F640048 OCDE Paris
Fax : (33-1) 45 24 90 31

CILSS

B.P. 7049
OUAGADOUGOU
Burkina Faso
Tel : (226) 30 62 51
Fax : (226) 30 76 47